

**MUNICIPALES: les résultats
de l'extrême-gauche p.5-6**

Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 446 - 19 mars 1977 - prix : 3 F

ITALIE:

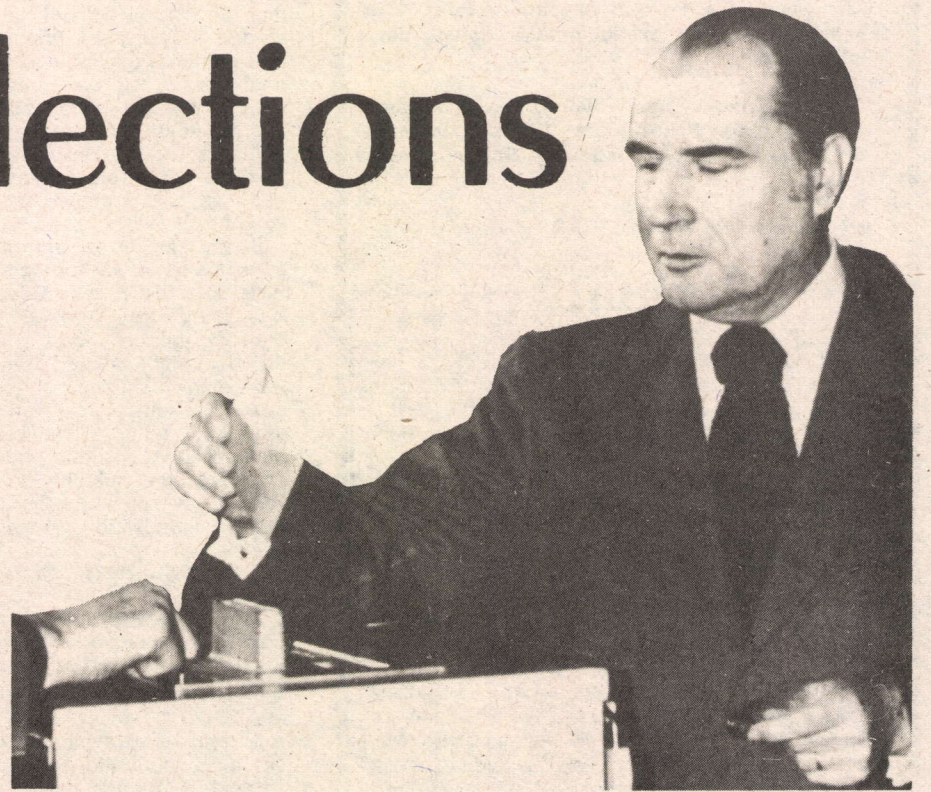
**le P.C.I.
gardien
de l'ordre
à Bologne**

P 24

**au delà des élections
municipales,**

PREPARER

LES LUTTES DE DEMAIN



LES GRANDS EMPIRES CAPITALISTES

notre dossier p. 11 à 16

sommaire municipales

- Le résultat positif de ces élections, ce n'est pas les mairies gagnées par la gauche, c'est la radicalisation de la classe ouvrière qu'elles indiquent.
- Ecologistes : plus de voix dans les beaux quartiers que dans les faubourgs ouvriers.
- Les résultats de l'extrême-gauche ville par ville.
- Le succès de l'extrême-gauche révolutionnaire : un avertissement.
- Chirac-d'Ornano : une trêve.
- Comment l'extrême-gauche analyse les scores des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

dans le monde

- Page 17 :
- Elections en Inde : le mythe de la démocratie.
 - Grande-Bretagne : la grève à British Leyland ou les malheurs de la gauche au pouvoir.
- Page 10 :
- Espagne : la libéralisation de Juan Carlos.
- Page 24 :
- Liban : la Syrie et la droite parachèvent leur victoire par l'assassinat de Kamal Joublatt.
 - Italie : la manifestation de Bologne contre la contestation étudiante : une trahison contre la classe ouvrière.

entreprises

- Page 18 :
- Dans les entreprises : centrale nucléaire de Gravelines (Nord), Routière Colas, Trillor Lunnéville.
 - Aux papeteries de La Chapelle-Darblay (Corbeil) : un ouvrier révolutionnaire victime de la loi du profit.
- Page 19 :
- General Motors (Gennevilliers), Les 3 Suisses - Flers (Lille), BNP-Paribas (Paris), Jeumont-Schneider (Lyon), Cadoux (Saint-Pierre-des Corps).
- Page 20 :
- Hôpitaux : CHR de Lille, CHR de Rouen.

dossier

- PAGES 11 A 16 :
- LE CAPITALISME AUJOURD'HUI :**
- La grande industrie concentrée dans une poignée de mains.
 - Du monopole économique au pouvoir politique.
 - Les trusts, la gauche et les nationalisations.

culture et loisirs

- Page 22 :
- Films : Casanova de Fellini ; La bataille de Midway ; Trans-America Express.
- Page 23 :
- Livres : L'épreuve (le bagne de la Légion en Corse) d'Henry Allainmat ; Le disciplinaire ; Joyeux, fais ton fourbi de Julien Blanc ; Les aventures singulières du soldat Ivan Tchoukine de Vladimir Voïnovitch ; L'instinct de mort de Jacques Mesrine.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

MUNICIPALES

Orléans

Comment a été accueilli le score des révolutionnaires

A Orléans, où la liste révolutionnaire a recueilli 12 % des voix, au cours de la campagne, certains nous félicitaient sur la composition de notre liste : « au moins vous, vous n'avez que des gens honnêtes ». D'autres se disaient écœurés par les tripotouillages de la gauche.

Nous avons eu aussi la sympathie de nombreux sympathisants du Parti Communiste et du Parti Socialiste, certains soutenant financièrement notre campagne.

Dimanche soir, à l'annonce des résultats à la mairie, une partie d'entre eux a entonné l'*Internationale* lancée par les révolutionnaires ; tout le monde était plutôt heureux de voir les bourgeois d'Orléans passer par toutes les couleurs.

Lundi matin, dans les entreprises, on parlait beaucoup du score fait par les révolutionnaires. Aux Chèques Postaux, où travaille notre camarade tête de liste, ses camarades de travail venant le féliciter et dire « Moi, j'ai voté pour toi ». Des militants du PS et de la CFTD sont venus lui dire que « c'était bien » et que c'était un sérieux avertissement pour la gauche. Les militants du PC, eux, ne disaient rien, ou alors prétendent que les gens se sont trompés de liste en votant !

Dans les autres entreprises où nous avons des candidats, à l'hôpital, à la SNCF, à la Recette Principale ou au Tri-gare, l'accueil était partout le même : poignées de main, félicitations. Dans le milieu enseignant aussi, nos camarades étaient plutôt bien accueillis lundi matin. Et à Renault où nous distribuons un tract Lutte Ouvrière, un militant du PC est venu trouver une de nos camarades en lui disant « dommage que nous n'avons pas pu nous entendre au 1^{er} tour, à nous deux on battait la droite ! ».

Le seul petit problème, c'est que c'est justement une bonne partie de l'électorat du Parti Communiste qui a voté pour les révolutionnaires.

Si tous les travailleurs qui nous ont accueilli lundi matin ont montré leur sympathie envers nous, ils nous ont aussi dit que dimanche prochain, ils souhaitent voir balancer Thinat le maire sortant, un radical, parce que cela ferait tout de même plaisir de ne plus le voir à la mairie, et que ce serait une bonne claque pour tous les bourgeois d'Orléans.

Correspondant LO

Ste-Anne de Guadeloupe

Des élections à la manière coloniale

Le Parti Communiste rapporte que à Sainte-Anne de Guadeloupe CRS et gendarmes en tenue de combat étaient présents lors du vote, pour soutenir la liste du RPR.

Comme les résultats ont tout de même donné 170 voix d'avance à la liste dirigée par Ibéné, du Parti Communiste Guadeloupéen, les procès verbaux furent détruits dans deux bureaux de vote sur huit après intervention du sous-préfet pour obliger les membres des bureaux de vote à se déssaisir des documents, sous la pression militaire. Le bureau central fut investi par une vingtaine de chars.

Ainsi, aux Antilles, quand les partis de droite ne bourrent pas les urnes, ils appellent la police et les gendarmes à leur secours. Ils lèvent eux-mêmes le voile sur ce qu'ils appellent « département d'outre mer », un pays où s'exerce la dictature coloniale de l'Etat français, de son armée et de sa police.

J.S.

Les bureaucrates de la CGT veulent exclure les candidats des listes révolutionnaires

Lille

A Massey-Fergusson, la tête de liste exclue du syndicat

Jeudi 10 mars, le comité exécutif de la CGT de Massey-Fergusson a décidé d'exclure du syndicat la tête de liste de la liste révolutionnaire.

C'est à huis clos que les bureaucrates syndicaux, membres du Parti Communiste et du Parti Socialiste, ont pris cette décision, malgré la réprobation quasi générale, de la plupart des syndiqués et des travailleurs de l'entreprise, et même d'un certain nombre de militants du Parti Communiste.

Notre camarade a pu passer aussi un communiqué à la télévision régionale.

Dans les autres entreprises de la région lilloise où des militants de Lutte Ouvrière interviennent régulièrement, les discussions sont nombreuses. Les militants du Parti Communiste sont assez gênés de ce débat en pleine période électorale et de nombreux syndicalistes se refusent à considérer comme normale de telles méthodes.

Correspondant LO.

Issouire

A Cégédur, des menaces contre les candidats

Deux de nos camarades travaillant dans l'entreprise Cégédur se présentaient sur les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » à Clermont-Ferrand.

Un matin en arrivant à l'usine, ils ont eu la surprise de trouver sur les panneaux syndicaux de la CGT une petite exposition concernant leur campagne : photos et articles de La Montagne, le journal local, relatant les réunions publiques. Mais en conclusion, on trouvait cette information : « Ces militants se considèrent comme exclus de la CGT... nous tiendrons les travailleurs informés de la suite à donner à cette affaire... ».

Nos camarades ont immédiatement complété l'affichage avec le rappel du droit, reconnu de tout temps par la CGT, d'avoir les engagements politiques de leur choix. Ils ont fait remarquer aussi qu'ils n'étaient pas les seuls à se présenter à ces élections, un bon nombre des militants CGT de l'entreprise se présentaient sur les lis-

tes d'Union de la gauche. Et enfin ils répondaient qu'ils ne se considéraient nullement comme démissionnaires, au contraire !

Dans l'usine, cet affichage a fait des remous. Bon nombre de travailleurs se présentaient aussi dans leur village, sur telle ou telle liste locale et ils n'ont pas apprécié la prétention des responsables CGT de s'arroger là-dessus un droit de contrôle et de censure. Nos camarades ont été chaleureusement soutenus.

Au lendemain des résultats qui donnaient 5,6 % des suffrages à la liste des révolutionnaires, le ton des responsables CGT avait baissé. Ils juraient leurs grands dieux qu'il n'avait jamais été question d'exclusion, et discutaient politique...

Correspondant LO.

Rennes

Le PCF fait le ménage au sein de la CGT

Le PCF essaie d'écarter les militants révolutionnaires des postes de responsabilité de la CGT du CHR de Rennes. Malgré les critiques qu'ils ont faites au Congrès du syndicat contre la politique de la confédération, ils avaient été élus délégués. Des militants du PCF se sont abstenus ou ont voté pour eux en reconnaissant qu'ils faisaient un bon travail syndical. Eux-mêmes ne se sont pas présentés parce qu'ils estimaient ne pas pouvoir assurer correctement ces responsabilités.

Depuis il y a eu la présentation d'une liste « Pour le Socialisme, le Pouvoir aux Travailleurs » sur laquelle plusieurs militants CGT étaient candidats. Les militants du PC ont dû se faire rappeler à l'ordre.

Aussi, à la première réunion de la commission exécutive, ces camarades ont été écartés de leur poste. Ils sont remplacés par ceux-là même qui huit jours plus tôt, reconnaissaient ne pas pouvoir prendre de responsabilités !

L'un des militants du PCF a même déclaré : « On va perdre des adhérents, mais de toute façon, il faudra bien en finir un jour » !

Maintenant, il n'est pas dit que les syndiqués laissent faire. Une pétition circule pour demander des comptes à ces émules de Staline et bien des syndiqués sont prêts à se réunir en assemblée générale. Car, comme ils le disent : « Nous avons quand même notre mot à dire ».

Correspondant LO.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Au-delà des élections municipales,

PRÉPARER

LES LUTTES DE DEMAIN

LE recul électoral enregistré par la droite au premier tour des municipales ne peut que réjouir tous les travailleurs, car il constitue la preuve que la majorité de la population condamne la politique que mène cette droite, et il ne manquera pas de rabaisser un peu le caquet des Giscard, des Barre et des Chirac, dont le mépris pour les travailleurs s'étalait au grand jour ces derniers temps.

Mais le scrutin du 13 mars ne constitue pas pour autant une victoire pour les travailleurs, car il ne règle rien et ne change rien.

Les travailleurs qui ont voté le 13 mars pour l'Union de la gauche et qui se réjouissent de ses progrès en pensant que, si l'Union de la gauche accédait au gouvernement, cela améliorerait leur sort, se font des illusions.

Bien sûr, si aux prochaines élections législatives l'Union de la gauche retrouve toutes ses voix des élections municipales, elle aura toutes les chances d'être majoritaire à la Chambre. Mais Giscard serait toujours président de la République. Et démissionnerait-il alors, serait-il remplacé par Mitterrand, que cela ne changerait rien non plus, car la réalité du pouvoir, c'est-à-dire l'armée et la police, resterait aux mains des hommes qui les dirigent aujourd'hui.

A supposer — ce que nous ne croyons même pas — qu'elle veuille vraiment mener une politique défendant les intérêts des travailleurs, la gauche ne pourrait échapper à la menace représentée par cette armée, qu'en mobilisant les travailleurs contre la bourgeoisie et ses mercenaires. Mais elle s'y refuse obstinément. Elle s'est même d'ores et déjà engagée à ne pas toucher aux cadres de la police et de l'armée. Elle n'aura donc pas d'autre choix, si elle accède au gouvernement, que de continuer la politique de la droite, que de gérer la crise en essayant de faire accepter de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

Les partis de l'Union de la gauche, s'ils viennent au pouvoir, ne tiendront compte des intérêts des travailleurs que dans la mesure où ceux-ci ne leur délégueront pas les pleins pouvoirs, mais surveilleront attentivement ceux qui prétendront gouverner en leur nom, prêts à intervenir contre toute mesure lésant la population laborieuse.

C'est pourquoi le seul geste positif que les travailleurs pouvaient faire lors de ce premier tour des élections, c'était — là où il en existait — de voter pour les listes présentées par les révolutionnaires, afin de voter contre la droite, tout en manifestant sa méfiance aux hommes et à la politique de l'Union de la gauche.

Ce geste, des dizaines de milliers de travailleurs l'ont fait. Les listes révolutionnaires ont recueilli près de deux fois plus de voix que n'en avaient obtenu en 1974, dans les mêmes endroits, les deux candidats

révolutionnaires. Dans de nombreux quartiers ouvriers les révolutionnaires ont recueilli entre 5 et 15 % des voix. L'avertissement que ces travailleurs ont donné ainsi à la droite comme aux dirigeants de l'Union de la gauche est l'un des faits les plus positifs de ces élections.

Mais nous n'oublions pas non plus que des millions de travailleurs ont voté au premier tour de ces élections municipales pour les listes de l'Union de la gauche et qu'ils souhaitent la victoire de celle-ci. Encore une fois, nous ne partageons pas leurs illusions. Mais nous sommes solidaires d'eux. Et s'ils souhaitent voir les représentants de l'Union de la gauche occuper les fauteuils des conseils municipaux à la place des hommes de la droite, tout en pensant — et en leur disant — que cela ne changera rien de fondamental, nous sommes prêts à les aider, dans la mesure de nos moyens, à obtenir satisfaction. C'est pourquoi Lutte Ouvrière appelle tous ceux qui ont voté au premier tour pour les listes révolutionnaires à reporter leur voix au second sur les candidats de l'Union de la gauche.

Mais nous devons dire aux travailleurs qui font confiance à l'Union de la gauche que, s'ils ne veulent pas faire les frais de la crise actuelle, ils ne doivent ni attendre les prochaines élections législatives pour réclamer la satisfaction de leurs revendications, ni compter sur le résultat de ces élections pour améliorer leur sort.

De cantonales en municipales, de municipales en législatives, on nous amuse avec les élections, pendant que notre niveau de vie se dégrade, que les prix renchérissent, que le chômage se développe. Les grands partis de gauche et les centrales syndicales subordonnent toute leur politique à l'interminable campagne électorale qui a commencé en fait en août 1976, et qui risque de durer encore un an. Mais les travailleurs ne peuvent pas, ne doivent pas attendre. Et le recul électoral que la droite vient d'enregistrer ne nous dispense pas de préparer la riposte d'ensemble de la classe ouvrière au gouvernement et au patronat que la situation impose.

Il ne faut évidemment pas compter sur les dirigeants des confédérations syndicales et des grands partis de gauche, plus soucieux de se montrer responsables aux yeux de la bourgeoisie que de défendre les intérêts des travailleurs, pour organiser cette riposte. Mais en dépit de cela, la classe ouvrière a les moyens d'engager la lutte et de vaincre, de développer une riposte de grande envergure à partir de ses luttes quotidiennes, s'il existe en son sein suffisamment de travailleurs conscients du fait que ce combat peut et doit être mené.

Le nombre des voix qui se sont portées sur les listes révolutionnaires le 13 mars prouve que ces travailleurs existent. Ils ne manqueront pas de se faire entendre dans les luttes à venir.

Arlette LAGUILLER

Le gouvernement prend des mesures :

la chasse aux voix

Dans sa déclaration du 17 mars, Barre annonce noblement son intention de ne pas intervenir directement dans la campagne municipale, de « se tenir au-dessus de la mêlée ». A l'en croire, le gouvernement est au-dessus des préoccupations électorales.

Mais, comme par hasard, Beulac vient d'annoncer à Bergeron le relèvement de l'aide publique aux chômeurs. Il est vrai, quand on y regarde de plus près, que le dit relèvement de 13,50 F à 15 F par jour ne compense mé-

me pas la hausse du coût de la vie depuis un an. Mais c'est l'intention qui compte !

Toujours par hasard, le Conseil des ministres vient de consacrer toute son attention aux problèmes de l'environnement, de la pollution.

A l'ordre du jour, il y avait la loi foncière. Cela a été l'occasion pour Giscard de s'autoféliciter : son « application a cassé la tendance au gigantisme et à la densification dans le centre des villes ». Mais surtout, le grand sujet

a été la lutte contre la pollution. Dans ce domaine, le gouvernement a de vastes projets, qu'il a longuement détaillés. Dommage que le budget prévu soit un peu maigre pour de si beaux plans : « Plus de 14 millions de francs, pour 1977 ». On est loin des subventions à la sidérurgie lorraine !

Mais le gouvernement n'a pas que des projets. Il a dressé tout un catalogue de ses réalisations en ce domaine :

— La pollution de l'eau décroît régulièrement de 5 % par an ;

— La pollution de l'air a diminué de 20 % en trois ans ;

— Le niveau sonore des automobiles neuves a baissé de 20 %.

Quelques centimes d'aumône par-ci, quelques statistiques flatteuses par-là : le gouvernement fait manifestement flèche de tout bois pour récupérer quelques électeurs et sauver quelques-uns des siens en difficulté. Quoi qu'en dise Barre, cela tient plus de Clochemerle que d'une politique « au-dessus de la mêlée ».

S.D.

MUNICIPALES

Le résultat positif de ces élections, ce n'est pas les mairies gagnées par la gauche, c'est la radicalisation de la classe ouvrière qu'elles indiquent

Les résultats du premier tour des élections municipales constituent incontestablement un succès pour l'Union de la gauche. Au soir du 13 mars, celle-ci avait en effet enlevé 33 villes de plus de 30 000 habitants à la droite, et n'en avait en sens inverse perdu que 3. Mais évaluer en nombre de voix cette poussée à gauche n'est pas chose si facile. D'abord, parce que les listes en présence n'ont un caractère ouvertement politique que dans les grandes villes. Ensuite, parce que si l'on veut comparer le résultat de ces élections avec les précédentes de même nature — les élections municipales de 1971 — le fait qu'il y a six ans le Parti Socialiste avait conclu dans certaines villes des accords du type « Union de la gauche », et dans d'autres des alliances avec la droite, ne facilite pas la comparaison.

On peut cependant, grosso modo, estimer à quelque 7 % les gains de la gauche depuis cette date.

Par contre, si on compare le résultat obtenu le 13 mars par l'Union de la gauche, dans les villes de plus de 30 000 habitants, avec le nombre de voix recueillies par Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles, cette poussée à gauche apparaît plus modeste (51,5 % des voix en 1977, contre 50,2 % en 1974).

Mais de toute façon, le nombre des mairies gagnées par l'Union de la gauche n'est pas simplement proportionnel à son gain de voix, car l'effet de celui-ci, dans les grandes villes, a été considérablement amplifié par la loi électorale.

En instituant, en 1963, dans les villes de plus de 30 000 habitants, le scrutin majoritaire (mode de scrutin qui at-

tribue tous les sièges de conseillers municipaux à la liste majoritaire), les gaullistes croyaient bien pouvoir conquérir la majorité des mairies, face à une gauche divisée. Un même système de scrutin, aux élections législatives, ne leur avait-il pas donné à la Chambre des députés la majorité absolue ?

En fait, les ambitions des gaullistes ne furent jamais entièrement satisfaites sur le terrain municipal, où les notables socialistes, radicaux et centristes se révélèrent résistants. Mais aujourd'hui, alors que, sous la pression précisément des lois électorales gaullistes, la gauche réformiste s'est unie, et est de plus devenue semble-t-il majoritaire dans le pays, ces lois électorales se retournent contre la droite, et de petits déplacements de voix peuvent suffire à lui faire perdre de nombreuses mairies.

Le même problème peut d'ailleurs se poser demain, lors des prochaines élections législatives. Et ce n'est pas sans rapport avec le fait que, du côté de l'Elysée, on envisagerait, paraît-il, un retour à un système semi-proportionnel, analogue à celui qui existait au début de la Quatrième République, pour les élections législatives.

Si la gauche a progressé lors de ces élections municipales, un autre fait notable de ce scrutin est que cette poussée n'a pas profité qu'au seul Parti Socialiste, comme cela avait été le plus souvent le cas lors des élections législatives partielles de 1974 et 1975, qui avaient été à l'origine de la querelle PC-PS. Là où la tête de liste était un représentant du Parti Communiste, l'Union de la gauche a fait d'aussi bons scores que là

où il s'agissait d'un socialiste. C'est ainsi, par exemple, que les trois principales villes de la Marne, Reims, Châlons et Epernay, auront un maire communiste.

Georges Marchais verra sans doute dans ses résultats la récompense des efforts déployés depuis des mois par le Parti Communiste pour se donner un visage rassurant vis-à-vis de l'électorat modéré. Et il est vrai que le renoncement au poing levé et à la dictature du prolétariat a peut-être joué un rôle dans le fait que l'électorat du Parti Socialiste et des radicaux n'hésite plus à voter pour le Parti Communiste, quand c'est celui-ci qui représente l'Union de la gauche.

Mais ce n'est sans doute pas la seule explication. Il est en effet remarquable que là où des élections primaires opposaient au premier tour les deux grands partis de gauche, le Parti Communiste n'est pas sorti diminué de cette épreuve. C'est ainsi qu'à Marseille, face à Defferre, les listes conduites par le Parti Communiste ont progressé de plus de deux pour cent, passant de 27,7 % des voix en 1971 à 30 % en 1977. C'est ainsi également qu'à Toulon la liste du PC et de la minorité du PS a largement battu la liste de l'amiral Sanguinetti, qui avait l'investiture du Parti Socialiste.

Cette bonne tenue des listes du Parti Communiste, par rapport à la poussée socialiste, traduit sans doute une certaine radicalisation de l'électorat de gauche, que confirment d'ailleurs les bons résultats des listes révolutionnaires, que nous analysons dans un autre article.

En lui-même, le fait que le Parti Communiste ne soit plus

le dindon de la farce électorale ne change rien pour les travailleurs, puisque sa politique se distingue de moins en moins de celle du Parti Socialiste. Mais la radicalisation relative que ce phénomène traduit est elle un fait positif. Cette radicalisation pourrait bien annoncer de futures luttes ouvrières d'envergure, soit dans la période qui nous sépare des prochaines élections législatives, soit après celles-ci, éventuellement sous un gouvernement de gauche.

Dans un cas comme dans l'autre, mais avec bien plus d'énergie encore si la gauche est au pouvoir, on peut être sûr que les grandes confédérations syndicales, que les partis réformistes s'emploieront à freiner ces mouvements, à empêcher leur extension, à faire en sorte qu'ils ne mettent pas la bourgeoisie en difficulté économiquement. Pour mener cette politique, ils peuvent s'appuyer sur des appareils puissants bénéficiant de moyens et de lois « sociales ». Ils réussiront peut-être dans leur tâche de démobilitation. Mais si l'avant-garde ouvrière sait faire preuve de détermination, si les travailleurs savent se battre pour imposer leur volonté au sein de leurs propres organisations, s'organiser en dehors des organisations traditionnelles quand c'est nécessaire, et s'ils n'oublient pas qu'ils n'ont pas seulement à se défendre contre leurs ennemis déclarés, mais aussi contre leurs faux amis, alors ils vaincront.

Mais comme en 1936, ce ne sont pas les succès électoraux de la gauche, mais leur propre lutte, qui leur auront permis d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Jean-Jacques LAMY

ÉCOLOGISTES : plus de voix dans les beaux quartiers que dans les faubourgs ouvriers

Comme les sondages le laissent prévoir, les listes écologiques ont remporté un succès dans ces élections. Les voix qu'elles ont recueillies, et qui échappent ainsi aux partis traditionnels, prouvent la méfiance d'une partie importante des électeurs, aussi bien par rapport à la politique de la droite au pouvoir que par rapport à celle qu'y mènerait la gauche. De ce point de vue, le score des listes écologistes constitue également un vote d'avertissement. Mais cet avertissement aux partis traditionnels est d'une tout autre nature que celui représenté par les voix qui

se sont portées sur les listes révolutionnaires. D'une part, parce qu'il est apolitique, et d'autre part, parce qu'il n'a pas la même origine sociale (et quand on n'est pas politiquement marqué, mais qu'on l'est socialement, cela représente de toute façon un choix).

De ce point de vue, le scrutin du 13 mars a confirmé ce que les résultats de René Dumont, aux élections présidentielles de 1974, avaient déjà montré. A savoir que ce n'est pas dans les faubourgs ouvriers, mais dans les beaux quartiers, que l'on vote volontiers « vert », parce que les

électeurs écologistes se rencontrent plus facilement dans les classes moyennes, parmi les cadres, les professions libérales ou les intellectuels, que chez les travailleurs. A Paris, par exemple, ce sont les 5^e, 6^e et 7^e arrondissements qui ont donné la plus forte proportion de voix aux écologistes, avec plus de 12 %. Dans la banlieue parisienne, ce sont dans les communes résidentielles de Sceaux (27,7 %), de La Celle-Saint-Cloud (23,1 %) et de Cheshay (25,1 %) qu'ils ont obtenu les meilleurs scores. En province, c'est dans l'Alsace cléricale, et votant traditionnellement

à droite, que la montée écologiste s'est fait le plus vivement sentir.

Ce n'est pas étonnant. Ceux à qui cette société offre le pire cadre de vie, les travailleurs, sont aussi les mieux placés pour savoir que la détérioration de l'environnement n'est que l'un des méfaits du capitalisme, et n'est qu'une conséquence de l'exploitation capitaliste. Quand ils prennent conscience de la nécessité de changer la vie, c'est tout le système qu'ils mettent en cause, et non pas un seul de ses aspects.

Jean-Jacques FRANQUIER

LUTTE OUVRIÈRE

MUNICIPALES

Le succès de l'extrême-gauche révolutionnaire :

UN VOTE D'AVERTISSEMENT

● Les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », présentées par les révolutionnaires, ont recueilli un nombre de voix très sensiblement supérieur à ce qui avait été jusque-là le meilleur résultat électoral des révolutionnaires : celui des élections présidentielles de 1974. A Paris, Arlette Laguiller avait alors recueilli 1,54 % des voix, et Alain Krivine 0,41 % (soit 1,96 % à eux deux). Le 13 mars, les listes révolutionnaires ont recueilli 2,88 % des suffrages exprimés dans la capitale.

Dans les quatre communes de la banlieue parisienne où les révolutionnaires présentaient des listes, et où en 1974 Arlette Laguiller et Alain Krivine avaient respectivement obtenus, en moyenne, 2,17 % et 0,47 % des voix (2,64 % à eux deux), le score des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » est de 5,92 %.

Enfin, dans les 27 villes de province où des listes se présentaient sous cette étiquette, la même comparaison donne 1,85 % des voix pour Arlette Laguiller et 0,36 % pour Alain Krivine en 1974 (2,16 % à eux deux), et 4,18 % des voix pour les listes révolutionnaires le 13 mars.

Si ce résultat ne peut évidemment que nous réjouir, il faut, pour en comprendre la portée, en analyser les raisons.

Certains camarades ont voulu y voir, du fait que les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » avaient été constituées à l'initiative commune de la LCR, de l'OCT et de Lutte Ouvrière, le résultat d'une « dynamique unitaire », de « l'unité des révolutionnaires ». Mais outre que l'accord unitaire en question ne concernait qu'une partie du mouvement révolutionnaire, l'ampleur même du succès remporté dans certaines villes montre que cette explication n'est pas fondée. Qui pourrait croire, par exemple, que si 4 502 électeurs d'Orléans ont voté pour les révolutionnaires, c'est parce que ceux-ci ont conclu un accord unitaire ? Combien, d'ailleurs, parmi ces électeurs, connaissent les divergences et les divisions de l'extrême-gauche, et même l'existence de chacune des organisations signataires ?

L'accord de front unique conclu à l'occasion de ces élections, entre la LCR, l'OCT et nous, a été incontestablement positif, en ce sens qu'il a permis aux révolutionnaires de pré-

senter des listes dans un nombre de villes relativement important. Mais ce n'est pas lui qui explique les résultats obtenus.

Une autre erreur à ne pas commettre serait de croire que les travailleurs qui ont donné leurs voix, le 13 mars, aux révolutionnaires, ont voulu exprimer ainsi leur accord avec leur programme. D'ailleurs, le nombre de ceux qui ont voté pour l'extrême-gauche est bien supérieur au nombre de gens à qui les révolutionnaires ont eu l'occasion d'expliquer leur programme au cours de cette campagne.

La grande presse, qui a noté quelques uns des résultats les plus spectaculaires de l'extrême-gauche, a elle aussi avancé ses explications. *France-Soir* expliquait par exemple le bon résultat des révolutionnaires à Lille par le fait que les électeurs avaient dû être induits en erreur par le fait que les bulletins des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » étaient les seuls dans le titre desquels il y avait le mot « socialisme » ! Seulement, si le mot « socialisme » figurait bien dans notre titre et pas dans celui des listes d'Union de la gauche, à qui la faute si des travailleurs ont eu leur choix facilité par le fait que nous étions seuls à nous réclamer du combat pour le socialisme.

En fait, les 91.668 travailleurs qui, là où les révolutionnaires présentaient des listes, ont voté pour celles-ci, ont simplement voté « le plus à gauche possible », ont voté même « gauchiste », pour manifester leur mécontentement face à la crise, et face à la passivité des confédérations syndicales et des grands partis de gauche. Ils ont choisi d'utiliser le moyen que les révolutionnaires leur donnaient de voter contre la droite en exprimant en même temps leur méfiance vis-à-vis de l'Union de la gauche. Et n'en déplaise à ceux qui verront là un

vote ambigu, parce que la plupart des travailleurs qui ont voté pour l'extrême-gauche se sont bien peu souciés des détails du programme de chacune des organisations concernées, c'est un vote très politique.

Et il n'est ambigu, ce vote, ni socialement, ni politiquement. Il n'est pas ambigu socialement, parce que l'analyse des résultats montre clairement que c'est dans les quartiers ouvriers que les révolutionnaires ont fait les meilleurs scores. A Paris, par exemple, aux 1,35 % et 1,42 % des 8^e et 16^e arrondissements s'opposent les 3,39 % et 3,52 % des 20^e et 19^e arrondissements. En province, y compris dans les villes où les révolutionnaires ont fait leurs meilleurs scores, la différence est nette entre les quartiers ouvriers et les autres. C'est ainsi que si à Nancy et à Montbéliard l'extrême-gauche a respectivement obtenu 8,2 et 9,5 % des voix, ce chiffre montait à près de 14 % dans les quartiers ouvriers. De la même manière, à Orléans (12 % des voix) c'est dans le quartier de La Source que les résultats sont les plus spectaculaires (17 %).

Ces résultats sont d'ailleurs d'autant plus significatifs, politiquement, que dans beaucoup d'endroits des listes écologistes attiraient les suffrages des mécontents qui ne voulaient pas donner à leur contestation un aspect trop politique. A Paris, en particulier, tous ceux qui préféraient voter « vert » plutôt que « rouge » pouvaient le faire, et ne s'en sont d'ailleurs pas privés. Mais cela n'en donne que plus de signification aux voix gagnées par les révolutionnaires. Et la concurrence écologique n'a pas empêché l'extrême-gauche de faire de bons scores, comme par exemple à Lille où les écologistes obtiennent 6,8 % des voix, mais où l'extrême-gauche n'en recueille pas moins 6,4 %.

Alors, bien sûr, des phénomènes locaux ont manifestement influé sur ces résultats. Le mécontentement d'une bonne partie de l'électorat de gauche à Orléans devant la composition de la liste d'Union de la gauche, le fait qu'à Nancy la tête de liste de l'Union de la gauche ait figuré dans le passé sur une liste de droite, le ralliement sans gloire du Parti Communiste à Pierre Mauroy à Lille, tout cela explique peut-être les résultats, supérieurs à la moyenne, des révolutionnaires dans ces villes. Inversement, le

fait qu'à Marseille le Parti Communiste avait — bien involontairement — un petit air radical parce qu'il se présentait contre Deferre, n'est peut-être pas étranger au faible score de l'extrême-gauche dans cette ville.

Mais tous ces cas particuliers sont des aspects d'une même réalité politique. Et ce sont Lille et Nancy qui illustrent le mieux ce qu'est la politique du Parti Communiste Français dans le cadre de l'Union de la gauche, pas Marseille, qui n'illustre que celle du Parti Socialiste. Et tout cela ne retire rien à la signification des voix qui se sont portées sur l'extrême-gauche.

Le bilan de la présence de l'extrême-gauche dans cette campagne électorale est donc largement positif. Grâce à cette présence, des milliers de travailleurs ont pu avertir la droite et l'Union de la gauche qu'ils ne faisaient pas confiance aux urnes pour améliorer leur sort. Et ils ont pu, en même temps, se rendre compte qu'ils n'étaient pas seuls à penser ainsi, qu'autour d'eux, dans leur ville, dans leur entreprise, parmi leurs camarades de travail, de nombreux travailleurs ne faisaient pas confiance aux hommes et à la politique de l'Union de la gauche pour faire payer les patrons.

La seule chose que l'on puisse regretter, c'est que les révolutionnaires n'aient pas pu présenter des listes dans toutes les villes de plus de 30.000 habitants. L'avertissement n'en aurait été que plus fort, plus entendu. Et chacun de ceux qui auraient voté pour les révolutionnaires aurait pu se rendre compte que c'est par centaines de milliers, et même par millions, que se comptent ceux qui sont en colère contre la politique de renoncement des grands partis ouvriers.

Quoi qu'il en soit, la prise de conscience qu'illustre le vote de ceux qui ont donné leurs voix aux révolutionnaires le 13 mars, comme la conscience que leur ont donnée ces élections du fait qu'ils commencent à être une force qui compte dans le pays, ne manquera pas de se faire sentir demain, dans les syndicats, pour la défense d'une politique de classe, comme dans les luttes. C'est un gage pour l'avenir, que la droite parvienne à rester au gouvernement après 1978, ou que la gauche l'y remplace.

Hervé MARTIN.

MUNICIPALES : LES RESULTATS

A PARIS

Sur l'ensemble de Paris, l'extrême-gauche représente 2,88 % des suffrages, soit 24 570 voix, sur 851 847 suffrages exprimés (Union de la gauche : 32,09 %).

Evidemment, c'est peu par rapport à la moyenne des voix obtenues dans les autres villes.

Mais le fait que le nombre des voix ait augmenté dans la capitale par rapport au scrutin de 1974 (Arlette Laguiller et Alain Krivine y recueillaient ensemble 1,96 % des suffrages) n'en est pas moins significatif, alors que les écologistes se présentaient dans tous les arrondissements et qu'ils recueillent sur Paris 10,13 % des voix, et surtout que la campagne électorale des révolutionnaires a été ignorée par les journaux, la télévision, la radio, censés informer l'opinion mais tout occupés, en l'occurrence, par la « bataille pour Paris » que se livraient les deux rivaux de la majorité, et accessoirement par les chances de l'Union de la gauche d'accéder à la mairie de Paris et par la « percée » des « Verts » prévue par les sondages...

Il faut par ailleurs remarquer que les voix de l'extrême-gauche sont incontestablement des voix de gauche, des voix de travailleurs et de petites gens, qui viennent en majorité des arrondissements populaires (3,71 % dans le 13^e, 3,62 % dans le 14^e et... 1,4 % dans le 16^e) et dans ceux-ci comme dans les autres, des quartiers les plus ouvriers en général. Contrairement d'ailleurs aux voix des écologistes, qui se présentaient dans tous les secteurs de Paris. Ces voix, quant à elles, viennent en majorité des quartiers universitaires et des beaux quartiers, là où c'est la droite qui est majoritaire (les écologistes recueillent en moyenne 10 à 13 % sur Paris, mais plus de 13 % dans les 5^e, 6^e et 7^e arrondissements).

ABREVIATIONS

Ext-g. : extrême-gauche

UG. : Union de la gauche

Ecol. : écologistes

● Belfort

BALLOTAGE

Expr. : 20.464.

Ext.-g. : 4,7 % (972 voix).

Ecol. : 8,1 %.

UG : 48,1 %.

Par rapport aux voix de l'extrême-gauche en 1974, 2,52 %, le score est presque doublé.

● Besançon

BALLOTAGE

Expr. : 39.462.

Ext.-g. : 3,30 % (1.304 voix).

UG : 51,22 %.

Le PSU influent sur la ville (Lip) se présentait sur les listes de l'Union de la gauche.

● Bordeaux - Cenon

BALLOTAGE

Expr. : 86.791.

Ext.-g. : 4,42 % (3.837 voix).

UG : 34,92 %.

Les listes de l'extrême-gauche étaient présentes dans deux villes, Bordeaux et Cenon, une banlieue ouvrière. Les résultats obtenus sont à Bordeaux 4,4 % des voix et à Cenon 6,4 %.

A Bordeaux, la progression est nette par rapport aux présidentielles de 1974 (Arlette Laguiller + Alain Krivine, 1.942 voix contre 3.837 cette année) et par rapport aux municipales de 1971, où une liste « Bordeaux aux travailleurs » était présentée par Lutte Ouvrière : 4,4 % des voix au lieu de 2,7 %. De plus, c'est dans les quartiers ouvriers que la liste révolutionnaire obtient le plus de voix, plus de 5 % dans l'ensemble

des quartiers ouvriers et 7 % dans le quartier de Clarveaux, quartier où le Parti Communiste obtient toujours ses meilleurs résultats.

● Bourges

BALLOTAGE

Expr. : 31.013.

Ext.-g. : 4,7 % (1.478 voix).

UG : 45,93 %.

Municipalité giscardienne depuis dix-huit ans — ballottage favorable à la liste conduite par le PC. Malgré les chances de la gauche d'être élue, progression de 1,8 % des voix révolutionnaires par rapport aux présidentielles de 1974. Notre plus fort pourcentage (7,34 %) dans le quartier ouvrier de Bourges-Nord.

● Caen

MAJORITE

Expr. : 46.236.

Ext.-g. : 8,3 % (3.842 voix).

UG : 37,33 %.

A la Guérinière, cité ouvrière, fief du PCF, l'extrême-gauche obtient 13 %. Dans le quartier de la Grâce-de-Dieu, quartier ouvrier, 10 %.

● Clermont

Expr. : 55.545.

Ext.-g. : 5,57 % (3.099 voix).

UG : 60,51 %.

La liste d'Union de la gauche est élue au premier tour. C'est dans les quartiers ouvriers que la liste de l'extrême-gauche fait ses meilleurs scores.

● Dijon

MAJORITE ELUE

Expr. : 51.258.

Ext.-g. : 5,2 % (2.566 voix).

UG : 38,33 %.

L'extrême-gauche triple son pourcentage des élections présidentielles de 1974 (Arlette Laguiller + Krivine = 2,82 %).

Dans la banlieue parisienne

● Aubervilliers

UG : REELUE

Expr. : 20.635.

Ext.-g. : 6,72 % (1 386 voix).

UG : 71,74 %.

Les voix qui se sont portées sur les listes d'extrême-gauche représentent environ 10 % des voix de l'Union de la gauche, dans un de ses fiefs.

Dans certains quartiers populaires, le pourcentage a avoisiné 10 % des voix.

Par rapport aux présidentielles, où Arlette Laguiller et Alain Krivine avaient recueilli 2,75 % des voix, cela fait deux fois et demie plus.

● Colombes

UG : REELUE

Expr. : 32.742.

Ext.-g. : 4,79 % (1.569 voix).

UG : 63,76 %.

Voix d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine en 1974 : 2,61 %.

rageants.

La droite s'est abstenue ou a voté blanc ou nul (42,5 % d'abstentions et nuls).

● Saint-Ouen

UG : REELUE

Expr. : 13.894.

Ext.-g. : 9,49 % (1.319 voix)

UG : 90,51 %.

Saint-Ouen est un fief du PCF. Lefort y est maire depuis des dizaines d'années, Fajon député. Au premier tour des élections présidentielles de 1974, Mitterrand y recueillait 60 pour cent des voix, pendant qu'Arlette Laguiller et Alain Krivine en obtenaient 3 %.

A ces élections municipales il n'y avait que deux listes : celle de l'Union de la gauche et celle des révolutionnaires. La droite, pour la première fois, n'avait même pas osé se présenter. Ses derniers scores électoraux qui tournaient autour de 20 %, n'étaient pas encouragés.

● Vanves

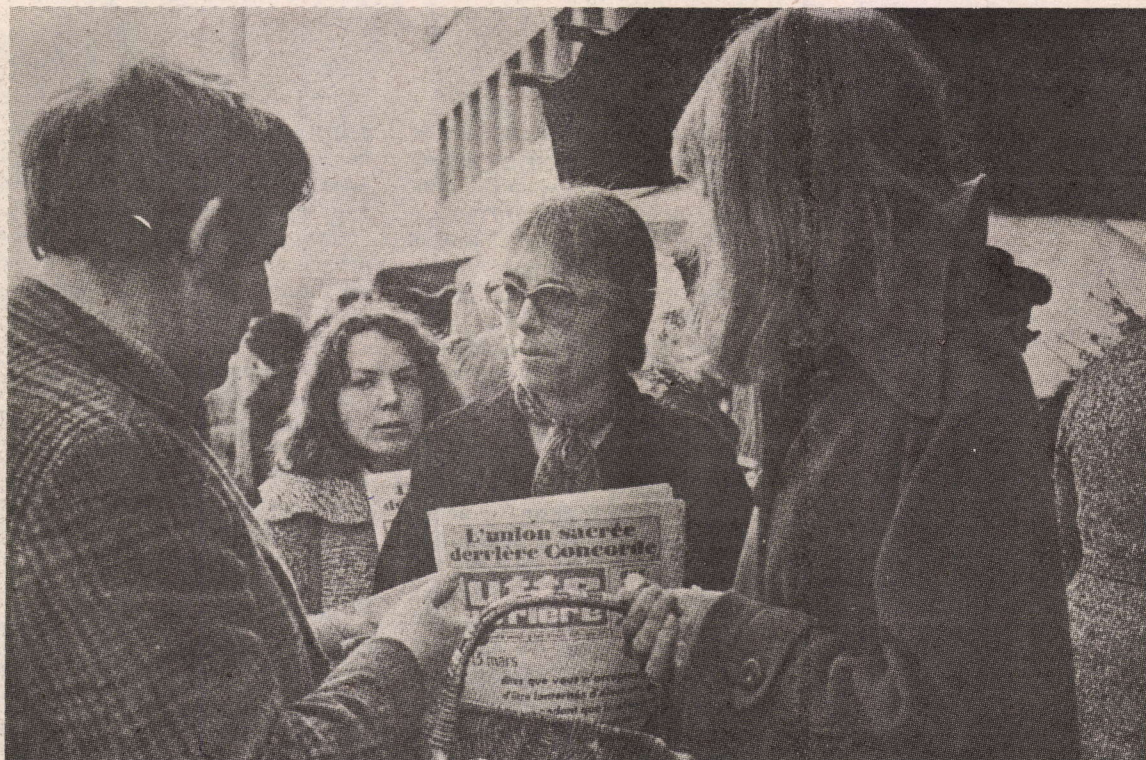
Expr. : 10.458.

Ext.-g. : 3,14 % (328 voix).

PS : 28 %.

PC : 18 %.

On peut enregistrer un gain sur les résultats des présidentielles (2,14 % des suffrages exprimés) dans cette localité où Lutte Ouvrière s'est fait connaître par une campagne antiraciste il y a deux ans.



● Grenoble

BALLOTAGE

Expr. : 55.384.

Ext.-g. : 1,45 % (804 voix).

Ecol. : 9,13 %.

UG : 49,19 %.

L'Union de la gauche a failli de peu l'emporter au premier tour. Le scrutin serré explique peut-être que l'électorat de gauche a voulu voter « utile », ce qui explique le faible résultat de la liste révolutionnaire par rapport aux autres villes. Par ailleurs, les écologistes remportent un score non négligeable dans une ville où ils ont une activité importante.

● Lille

BALLOTAGE

Expr. : 67.486.

Ext.-g. : 6,37 % (4.303 voix).

Ecol. : 6,48 %.

UG : 45,55 %.

La présence de la liste écologiste n'a pas empêché l'extrême-gauche d'obtenir un résultat comparable. Les écologistes faisant leur meilleur score dans les quartiers les plus bourgeois, et inversement pour les révolutionnaires. La personnalité de Pierre Mauroy, dirigeant national du PS, en tête de l'Union de la gauche, explique sans doute la défaveur d'une partie de l'électorat du PCF qui s'est exprimé en votant pour l'extrême-gauche.

Des militants du Parti Communiste reconnaissent que les voix révolutionnaires venaient des travailleurs et sans doute d'une partie des électeurs du Parti Communiste. Ainsi au centre de tri des PTT, quatre secrétaires de cellules qui n'avaient jamais voulu discuter avec les diffuseurs du bulletin pensaient que certains vœux du parti, plus stalinien, disent-ils, avaient pu voter révolutionnaire par dépit. A Fives-Cail Babcock, un autre militant du PC, habituellement très dans la ligne, s'est vanté d'avoir lui aussi voté pour les révolutionnaires. Un autre a regretté qu'il n'y ait pas eu de listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs »

à Hellemme car les socialistes ont rayé une centaine de fois les candidats communistes sur la liste commune.

● Orléans

BALLOTAGE :

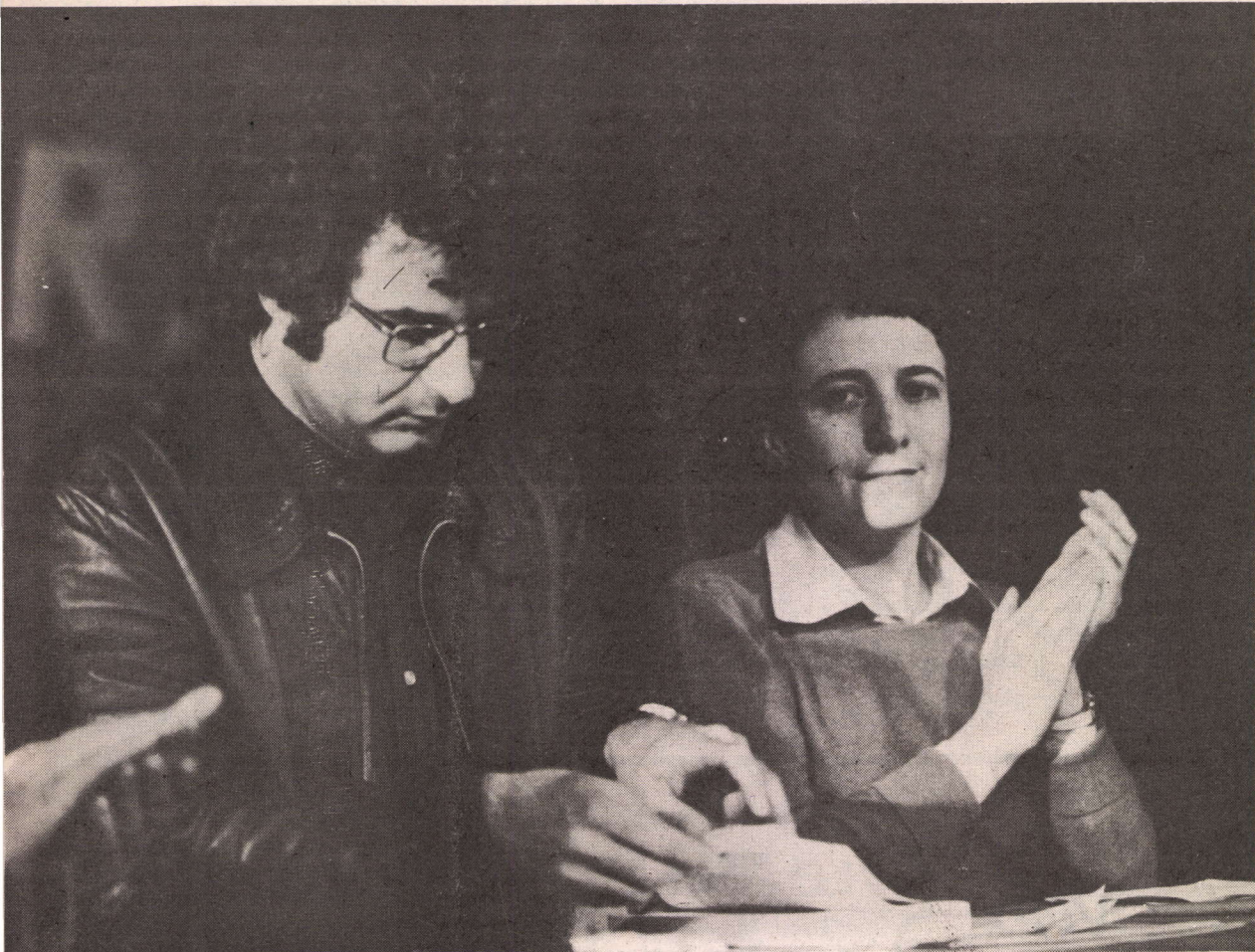
Expr. : 36.568

Ext.-g. : 11,98 % (4 502 voix)

UG : 38,63 %

La liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » était conduite par une de nos camarades, employée aux Chèques Postaux. Le bureau de vote le plus défavorable de la ville, dans un canton bourgeois, a donné 6 % des voix aux révolutionnaires. Mais dans les quartiers ouvriers comme la Source, et aux Blossières, les résultats ont atteint 17 %, 18 %. Partout nous avons obtenu le tiers des voix de l'Union de la gauche.

DE L'EXTREME-GAUCHE



● Lyon

3^e secteur : BALLOTAGE

Expr. : 24.843.
Extr.-g. : 6,96 % (1.729 voix).
Ecol. : 7,65 %.
UG : 25,50 %.

8^e secteur : BALLOTAGE

Expr. : 24.095.
Extr.-g. : 5,81 % (1.402 voix).
Ecol. : 8,38 %.
UG : 43,52 %.

9^e secteur : BALLOTAGE.

Expr. : 16.855.
Extr.-g. : 5,55 % (936 voix).
Ecol. : 7,80 %.
UG : 41,46 %.

Il semble qu'une fraction de l'ancien électoralat PSU s'est retrouvée sur les listes de l'extrême-gauche qui obtient des résultats significatifs.

Malgré la présence de listes « Lyon-écologie » qui se disent de gauche et de listes locales sous le sigle GUIGNOL.

A noter : Echec du « Rassemblement pour Lyon » de Jacques Soustelle (Réactionnaire, pro-« Algérie Française » qui n'ob-

tient qu'un peu plus de 9 % des suffrages et ne peut se présenter au deuxième tour.

● Marseille

6 secteurs sur huit : BALLOTAGE.

Expr. : 227.341.
Extr.-g. : 1,8 % (4.075 voix).
PC : 33,9 %.
PS : 39,2 %.

Les scores obtenus à Marseille par les listes révolutionnaires sont sensiblement les mêmes qu'aux présidentielles ; la compétition PS-PC et l'attitude de Defferre a probablement poussé les électeurs traditionnels du PC à voter massivement pour lui.

● Montbéliard

UG : REELUE.

Expr. : 10.246.
Extr.-g. : 9,48 % (972 voix).
UG : 57,81 %.

Le résultat de l'extrême-gauche est significatif dans une vil-

le ouvrière, où l'Union de la gauche, conduite par le PS, était sûre de l'emporter.

● Montpellier

BALLOTAGE

Expr. : 63.352.
Extr.-g. : 1,9 % (1.185 voix).
UG (+ PSU) : 43,5 %.
Ecol. : 6,5 %.

Légère progression des voix révolutionnaires par rapport aux présidentielles de 1974. Le PSU, qui se présentait seul aux municipales de 1971 participait cette année à la liste d'Union de la gauche.

● Nancy

BALLOTAGE

Expr. : 39.463.
Extr.-g. : 8,23 % (3.248 voix).
UG : 28,88 %.

Le résultats de nos listes s'explique en partie par la personnalité de Gérard Cureau, tête de liste de l'Union de la gauche, qui était il y a deux ans encore,

le deuxième adjoint de Martin le maire sortant centriste.

Pendant cinq ans, il avait été dénoncé par le PCF dont il est très mal vu par les militants et les sympathisants.

Les quartiers dans lesquels nous obtenons le plus de voix sont les quartiers populaires, le Haut-Lièvres : 13,70 %, la Chénierie : 12,36 %, le quartier du canal : 11,4 %.

● Rennes

BALLOTAGE

Expr. : 74.451.
Extr.-g. : 2,28 % (1.699 voix).
Maoïstes : 1,38 %.
PSU-écol. : 5,32 %.
UG : 48,57 %.

En plus de la liste PSU-écologistes et de la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », il y avait une liste maoïste qui recueille 1,38 % des voix. Les trois ensemble totalisent 8,99 % des voix. La liste LO-LCR-OCT retrouve le même pourcentage (2,29 %) que les voix d'Arlette Laguiller-Krivine aux présidentielles de 1974.

● Rouen

MAJORITE REELUE

Expr. : 44.762.
Extr.-g. : 7,6 % (3.390 voix).
UG : 39,5 %.

Résultats qui là encore dépassent largement le score habituel de l'extrême-gauche et qui regroupe une partie des voix du PSU.

● Saint-Etienne

BALLOTAGE

Expr. : 73.971.
Extr.-g. : 3,20 % (2.369 voix).
UG : 44,90 %.

La volonté de battre le maire sortant, Durafour, explique peut-être que l'électorat de gauche se soit porté sur les listes de l'Union de la gauche. Cependant la liste révolutionnaire dépasse le pourcentage des élections présidentielles de 1974 (Arlette Laguiller-Krivine : 2,35 %).

● Strasbourg

MAJORITE REELUE

Expr. : 70.101.
Extr.-g. : 4,96 % (3.480 voix).
Ecol. : 10 %.
UG : 28,5 %.

L'important score des écologistes n'a pas empêché un résultat non négligeable de l'extrême-gauche.

● Toulouse

1^{er} secteur : MAJORITE REELUE.

Extr.-g. : 1,86 % (894 voix).
PSU-Lutte Occitane : 4,09 %.
UG : 40,98 %.

2^e secteur : MAJORITE REELUE.

Extr.-g. : 2,7 % (1.025 voix).
PSU-Lutte Occitane : 4 %.
UG : 40,99 %.

3^e secteur : BALLOTAGE.

Extr.-g. : 1,67 % (637 voix).
PSU-Lutte Occitane : 3,3 %.
UG : 44,64 %.

La présence des listes PSU-Lutte Occitane, explique pour

une part les chiffres relativement faibles de l'extrême-gauche. A cela, s'ajoute sans doute le caractère très disputé de ces élections où la majorité l'a emporté d'extrême justesse dans deux secteurs sur trois, ce qui pouvait d'autant plus mobiliser l'électorat de gauche en faveur de l'Union de la gauche.

● Tours

MAJORITE REELUE

Expr. : 51.251.
Extr.-g. : 4,18 % (2.143 voix).
Modéré-écol. : 5,84 %.
UG : 32,55 %.

L'extrême-gauche fait plus que tripler le score des présidentielles de 1974 (Arlette Laguiller-Krivine : 1,35 %).

● Vierzon

Expr. : 16.769.
Extr.-g. : 4,56 % (768 voix).
UG : 55 %.

Liste de l'Union de la gauche conduite par le PC. Progression des voix révolutionnaires de 1,5 % par rapport à 1974 et de 0,5 % par rapport aux municipales de 1971 (LO + certains militants du PSU).

● Villeurbanne

BALLOTAGE

Expr. : 37.206.
Extr.-g. : 2,35 % (875 voix).
PS : 29,47 %.
PC : 26,56 %.

La liste d'extrême-gauche retrouve à peu près les voix recueillies par les deux candidatures révolutionnaires en 1974, aux présidentielles.

Il faut dire que Villeurbanne était un point chaud de la querelle PC PS. Celui-ci avait parachuté Charles Hernu qui a donc affronté une liste PCF en même temps que le maire sortant Gagnaire.

Cette élection « primaire » entre le PS et le PCF (soutenu par le PSU) a mobilisé les électeurs des deux partis sur un réflexe de « vote utile » — les électeurs du PCF qui auraient quelques raisons d'éprouver de la méfiance vis-à-vis de l'Union de la gauche apportant tous leurs suffrages lors de ce 1^{er} tour à leur candidat dont la rivalité avec Hernu a été très vive.

● Vénissieux

UG ELUE

Expr. : 20.923.
Extr.-g. : 9,82 % (2.002 voix).
UG : 70,24 %.

Vénissieux est une ville ouvrière à municipalité PCF depuis 1935.

La liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » était présentée uniquement par l'OCT et le PCR (maoïste), dont un certain nombre de militants sont issus du PSU.

A Vénissieux la victoire du PCF étant acquise d'avance, un nombre important de travailleurs ont saisi l'occasion d'exprimer leurs réserves vis-à-vis de sa politique.

che.

Et sur l'ensemble de la ville, alors que le Parti Communiste qui se présentait seul aux municipales de 1971 avait obtenu 5 413 voix, cette fois-ci 4 502 travailleurs nous ont manifesté leur soutien en votant pour nous.

Bien sûr, l'absence d'autres listes, PSU, écologistes etc... a permis de rassembler sur notre liste tous les travailleurs mécontents. Tous, ou presque, car il faudrait ajouter les 1 441 bulletins nuls (4 %) qui ont eux aussi battu des records. Beaucoup de ces bulletins étaient ceux de la

liste de gauche où la tête de liste avait été rayée.

L'ancien maire, Thinat, un radical, avait été élu en 1971 par toute la gauche au 2^e tour. Mais il avait annoncé cette fois-ci qu'il devenait le candidat des RI et du RPR. Il rejoignait la droite avec une moitié de ses conseillers, tandis que les autres, notables socialistes qui avaient tripatoüillé dans les mêmes scandales que toute l'équipe Thinat, se représentaient avec l'Union de la gauche.

Le PS présente en tête un nouveau venu au PS, ex-candidat du PSU en 1971, et qui avait recueilli

15 % des voix.

Les membres du PCF n'acceptèrent pas volontiers, et ce nouveau venu et d'avoir comme candidat les comparses de l'ancien maire. Le Parti Communiste menaça même de se présenter séparément.

Ajoutons que la droite est en ballotage. Giscard recueillait 57 % en 1974, Thinat n'atteint pas les 50 %. C'est le résultat de la présence de l'extrême-gauche qui a permis à ceux qui ne se reconnaissent pas dans la droite mais ne faisaient pas confiance à la gauche de s'exprimer.

Peut-être une trêve, mais pas la paix

Ainsi donc, Chirac a remporté la première — et principale étape — de son opération parisienne. Il n'a certes pas écrasé, ni ridiculisé, d'Ornano dont les listes qui ont recueilli 22 % des voix ne font pas si piètre figure devant les 26,2 % des listes chiraquiennes. Mais le scrutin majoritaire aidant, le RPR est quasiment assuré de constituer la majorité de la majorité au Conseil municipal de Paris, Chirac d'en être le premier maire depuis longtemps.

Est-ce pour autant la fin des luttes intestines au sein de la majorité ? Certainement pas. Et les commentateurs qui au lendemain du premier tour ne parlaient que « d'apaisement » dans ses rangs, n'ont pas dû attendre longtemps pour avoir à commenter de nouveaux épisodes de la guérilla Chirac-d'Ornano : l'échange de communiqués sur la répartition des postes dans le futur Conseil municipal, le maintien de la liste d'ornaniste dans le 8^e arrondissement, la menace du RPR de ne pas appeler à voter pour d'Ornano lui-même dans le 18^e arrondissement.

D'ailleurs, le deuxième tour des élections municipales non plus ne mettra sans doute pas un point final aux querelles à l'intérieur de la majorité. Il ne faut pas oublier, en effet, que la candidature de Chirac à la mairie de Paris n'était qu'un épisode de l'action entreprise à plus long terme par celui-ci, en vue des prochaines élections législatives, et même des futures présidentielles.

Dans son match contre Giscard, Chirac vient certes de gagner une manche. Mais s'il ne peut pas en rester là, sans risquer de démobiler ses troupes. S'il ne veut pas renoncer à sa tentative (et on ne voit pas pourquoi il le ferait), il lui faudra au contraire les maintenir sous pression, en trouvant d'autres raisons, ou d'autres prétextes, de s'opposer à la politique de Giscard.

La majorité pourra-t-elle conserver ainsi un minimum de cohésion pendant un an encore ? Giscard préférera-t-il pas, à un moment ou un autre, mettre fin à l'interminable campagne électorale qui a commencé depuis août 1976 en précipitant les échéances ? Chirac ne sera-t-il pas tenté de déclencher une crise ouverte à l'assemblée pour lui forcer la main ? L'un et l'autre ne peuvent-ils pas être entraînés par la logique de l'affrontement à une crise qu'ils n'auraient pas voulue ? Personne ne peut écarter ces hypothèses. Mais, de toute façon, c'est eux qui décideront.

Mais deux problèmes risquent de toute manière d'envenimer les rapports au sein de la majorité, lors de la prochaine session parlementaire. D'une part, la discussion sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, à laquelle Giscard est favorable, et la majorité des gaullistes opposés. D'autre part, le projet prêté à Giscard de revenir à un mode de scrutin plus ou moins proche de la proportionnelle pour les prochaines législatives. Une telle modification de la loi électorale n'aurait pas seulement comme conséquence de diminuer l'importance de la représentation de l'Union de la gauche à l'Assemblée, si celle-ci était majoritaire dans le pays. Elle favoriserait aussi au sein de la majorité les petits partis par rapport aux grands, les RI, CDS et autres radicaux par rapport au RPR. Et cela, bien sûr, les députés RPR ne le voteraient pas de bon cœur.

Mais ces mesieurs de la droite peuvent se chamailler tout leur

saoul, sur ces sujets et sur d'autres, sans se gêner. D'une part, parce que sur le plan électoral, les divisions de la droite, qui font apparaître les chiraquiens comme des semi-opposants, ne lui feront sans doute pas perdre globalement de voix, au contraire (comme l'exemple de Paris vient d'ailleurs de le montrer). D'autre part, parce que les partis de l'Union de la gauche sont eux-mêmes trop séduits par les sirènes électorales, et trop préoccupés de multiplier les gages de respectabilité vis-à-vis de la bourgeoisie, pour prendre la moindre initiative, dans le sens d'une riposte ouvrière à la politique d'austérité gouvernementale, susceptible de gêner sérieusement Giscard, Barre et Chirac.

La division de la droite, c'est peut-être sa meilleure défense contre l'Union de la gauche.

Yves MORINIER



Chirac et d'Ornano (AFP)



Le PCF et les voix des révolutionnaires

Pour le PCF, le résultat des élections municipales n'est pas passé inaperçu. Il faut dire que le PCF se rend bien compte que ces voix sont souvent celles de son électoral traditionnel... et qu'il en a besoin, dans les circonscriptions où la gauche est en ballottage.

C'est pourquoi l'Humanité du mardi 15 mars annonce, dans l'article « Les réactions » page 3, que « les organisations gauchistes (Lutte Ouvrière et

Ligue Communiste Révolutionnaire) ont anéé à reporter leurs voix sur l'Union de la gauche » reconnaissant ainsi, une fois n'est pas coutume, officiellement que les voix « gauchistes » sont des voix de gauche ! tandis que Jean George, dans l'Humanité du 16 mars, reconnaît que : « 9,5 % à Montbéliard, 8,30 % à Caen, 10 % à Vénissieux, pour les listes gauchistes expriment aussi, à leur manière, le refus de la situation actuelle ».

Le PSU et ses électeurs

Dans l'interview que Victor Leduc, membre du bureau national du PSU, a accordé au journal Rouge à propos des municipales, il reconnaît le succès des listes révolutionnaires « ce score est intéressant », mais il tient à faire remarquer : « à quelques exceptions près, l'extrême-gauche réalise ses scores les plus significatifs lorsque le PSU n'est pas présent soit dans les listes de gauche, soit sous une forme autonome (listes autogestionnaires, etc.) ».

Nous ne savons pas quelle est la fraction de nos voix qui provient de l'électorat du PSU, mais si elles sont nombreuses, le PSU ne peut s'en prendre qu'à lui-même. En s'adjoignant purement et simplement aux listes d'Union de

la gauche chaque fois qu'il l'a pu, le PSU a renoncé à toute apparition autonome, parce qu'une telle apparition n'aurait eu de sens que si elle s'était faite sur une position un tant soi peu critique de l'Union de la gauche ; il n'a pas donné aux travailleurs qui éprouvent de la défiance vis-à-vis de l'Union de la gauche le moyen de pouvoir l'exprimer par leur vote. Le PSU a des leçons à tirer de ses élections. Il y a parmi ses sympathisants, dans son électoral des mécontents de l'inaction des organisations syndicales et politiques, des gens que ne satisfait pas la seule perspective d'une victoire de la gauche. Le PSU vient d'être désavoué par une partie de ses électeurs, V. Leduc le reconnaît lui-même.

Une réunion pour faire le point dans les CET de la région parisienne

Mercredi 17 mars ; Ceux du Technique a organisé à Jussieu une assemblée des collégiens de la région parisienne afin de discuter de la situation dans les CET et les perspectives de lutte.

Durant les trois dernières semaines, dans plusieurs CET, des grèves ont démarré sur les problèmes spécifiques. A Aulnay-sous-bois pour la sécurité, à Pavillon-sous-bois contre les conditions infectes de la cantine où l'on a trouvé des insectes dans la nourriture. Au CET Condorcet à Montreuil, les collégiens se sont surtout mobilisés contre le racisme, au CET-Lycée technique de Cachan, c'est à la suite d'un accident grave que la grève a démarré. A Compiègne, la grève est partie sur un ras-le-bol général et au bout de quinze jours, les collégiens ont obtenu satisfaction.

Cette agitation traduit le mécontentement des collégiens con-

tre les conditions d'études qui leur sont faites. Il faut dire que, dans les CET, la discipline se renforce, tandis que l'enseignement se dégrade de plus en plus. La réforme Haby dont l'application commence cette année s'inscrit dans cette politique, elle prévoit d'envoyer plus tôt les collégiens au travail ainsi qu'une diminution des crédits pour l'enseignement technique.

Le rassemblement de mercredi à Jussieu a été l'occasion d'en parler et d'en discuter. Devant plus de 70 élèves venant de 46 CET différents, plusieurs collégiens ont expliqué leur grève et les problèmes auxquels ils ont été confrontés au cours de celle-ci.

Au cours de cette réunion, les collégiens de Ceux du Technique ont décidé d'appeler partout où c'est possible à des assemblées générales, pour discuter d'abord des cahiers de revendications et ensuite des moyens de les faire aboutir.

Les étranges lunettes de "Rouge"

Rouge, dans son numéro du jeudi 17 mars, donne d'étranges chiffres : 30 collégiens représentant 13 CET pour la réunion de Ceux du Technique de la veille alors qu'il y avait très exactement 72 collégiens représentant 46 CET (Le comptage était fait à l'entrée... mais les camarades de Rouge pourtant présents ont sans doute négligé de s'en enquérir). Par contre le journal de la LCR donne 15 CET à la réunion de la Coordination permanente qui se tenait le même jour... alors qu'il n'y avait que 7 CET représentés par 20 présents.

C'est sans doute une façon de justifier à tout prix la politique de la Coordination permanente (simple appendice de la Jeunesse Communiste dans les CET). « Un syndicat de masse » ? Quitte à donner un petit coup de pouce aux chiffres (dans tous les sens) quand ceux-ci contredisent cette politique...

Comment l'extrême-gauche analyse les scores des listes "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs"

ROUGE

Mardi 15 mars, Rouge fait une analyse détaillée des scores de l'extrême-gauche, dont voici quelques extraits : « A quoi tiennent les résultats des révolutionnaires ? Les analyses de nos correspondants confirment que dans toutes les villes, quels que soient les résultats, les meilleurs scores des révolutionnaires sont dans les quartiers ouvriers. (...) »

Il en ressort d'ores et déjà que ces scores traduisent les phénomènes de radicalisation ouvrière que nous avons déjà maintes fois soulignés en d'autres occasions. L'apparition d'un courant critique vis-à-vis des réformistes, au sein de la classe ouvrière s'exprime cette fois-ci pour la première fois massivement au niveau électoral.

UNE POUSSEE UNITAIRE

De nombreux travailleurs qui jusqu'à présent votaient soit pour le PC, soit pour le PSU, se sont reportés sur les listes révolutionnaires. Il faut souligner à ce propos l'importance de l'accord unitaire. Les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » sont

apparues comme un pôle critique unitaire vis-à-vis de l'Union de la gauche. (...) »

LA DEFIANCE

VIS-A-VIS DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le vote pour l'extrême-gauche a donc été pour de nombreux travailleurs un vote de méfiance face aux réformistes. (...) »

Au total, ces résultats permettent de tirer au moins deux premières conclusions. D'abord l'unité des révolutionnaires a permis de mordre sur une frange de travailleurs bien plus large que l'audience traditionnelle de ces organisations. Cette frange n'est pas artificielle. Elle correspond à des modifications profondes dans le mouvement ouvrier, à l'existence de larges courants critiques vis-à-vis de l'Union de la gauche.

Ces résultats soulignent également l'inanité des affirmations du PC sur la « non-représentativité » des révolutionnaires. S'il le fallait, la preuve est maintenant faite que les révolutionnaires constituent un courant significatif dans la classe ouvrière. Il faudra dorénavant compter avec.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

A VENISSIEUX

Le Quotidien du Peuple du 15 mars passe sous silence les résultats de l'extrême-gauche révolutionnaire, excepté à Venissieux, parce que le PCR ml s'y présentait (avec l'OCT) derrière une liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

« Ce sont plus de 2.000 travailleurs, soit environ 10% des voix, qui venaient d'exprimer nettement un refus de la gestion capitaliste du P.C.F. Ce refus se manifestait aussi par certains bulletins nuls, comme pour ce travailleur de Venissieux qui a glissé dans l'urne sa feuille d'impôts locaux. Ces travailleurs ont marqué par ce choix leur confiance dans l'alternative révolutionnaire qui s'exprimait à travers cette liste. Dans certains quartiers de la ZUP où les révolutionnaires développent une activité permanente, la liste atteint près de 20%. Par ailleurs, des milliers de travailleurs immigrés (30% de la population) ne pouvaient s'exprimer, tandis que 30% des travailleurs se sont abstenus.

Finalement, Houel, maire sortant, n'atteint pas 50% des inscrits. »

Par ailleurs Le Quotidien du Peuple précise sa position pour le second tour :

« Dans les villes, peu nombreuses, où s'étaient présentées des listes représentatives des travailleurs en lutte et de leur aspiration au socialisme, les communistes révolutionnaires en ont participé ou les ont soutenues.

Pour le deuxième tour, ils appellent à refuser de choisir entre bourgeoisie de droite et de gauche et à voter pour leurs revendications. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Avant le 1^{er} tour : « PAS UNE VOIX POUR CHARBONNEL ET SANGUINETTI »

Dans son numéro précédant le 1^{er} tour des élections, Informations Ouvrières (du 9 mars) publie en première page, en guise d'éditorial, le texte d'un tract local distribué à Brive. Ce texte est précédé d'une introduction qui définit la position de l'OCI-AJS :

« Le 13 mars, notre position est simple : pas une voix pour les candidats du grand capital présentés par Giscard et par Chirac !

A Brive, travailleurs et militants ont ajouté : pas plus qu'aux candidats giscardiens et chiraquiens, nous ne pouvons faire confiance à l'ancien ministre gaulliste Charbonnel, qui se présente, et qu'on voudrait nous imposer,

au nom de la « quatrième composante » de l'Union de la gauche ! Aucune confiance au gaulliste Charbonnel, aucune confiance au Parti Radical du banquier Filippi, aucune confiance à l'amiral Sanguinetti, pas plus qu'à l'ancien ministre Léo Hamon et à aucun de leurs semblables !

A Brive, comme à Toulon, comme dans toutes les villes et les secteurs de Paris où les deux partis ouvriers présentent seuls ou dans l'unité des listes sans représentants des « troisième et quatrième composantes » radicale de gauche et gaulliste, VOTE PS-PCF !

C'est ce que veulent des millions de travailleurs qui aspirent à faire bloc sur leurs partis. »

LIBERATION

LES SCORES TOUT A FAIT NOUVEAUX DE L'EXTRÊME-GAUCHE

Libération qui, avant les résultats, ironisait sur les listes LCR-OCT-LO qu'elle qualifiait de « dogmatiques », se félicite, dans son numéro de mardi 15 mars, des résultats de l'extrême-gauche.

« Aux résultats importants des écologistes sont venus s'ajouter les scores tout à fait nouveaux de l'extrême-gauche. Une opposition tantôt diffuse, tantôt décidée, bourgeoise un peu partout à l'égard de la médiocrité de la gauche officielle. Pour la première fois, elle prend une forme électorale, dépassant 10% dans plusieurs villes importantes.

A côté d'une gauche dont la dynamique s'est confirmée presque partout, les scores conjugués des écologistes et des listes d'extrême-gauche sont la surprise de ce scrutin. Plus de 10% pour les écologistes à Paris. Un score égal à Strasbourg, 8% à Lyon, plus de 13% à Mulhouse, plus de 6% à Lille et à Dunkerque.

Seule la surestimation des suffrages écologistes par les sondages a permis aux commentateurs de minorer les résultats obtenus. Les scores constituent l'autre surprise, pour tout le monde, y compris dans l'extrême-gauche.

Dans deux villes importantes où deux listes, celle des écologistes et de l'extrême-gauche, étaient présentes, leurs suffrages additionnés atteignent 15,3% à Strasbourg et 13% à Lille.

Ces résultats constituent un phénomène nouveau. Comme si, à l'intérieur de la poussée de la gauche, une sorte de contre-mouvement s'était dessiné partout où des listes offraient cette possibilité aux électeurs, à l'heure où la dynamique de l'Union de la gauche prend des formes majoritaires.

Les deux phénomènes semblent bien liés (...) »

Les scores additionnés de l'extrême-gauche et des écologistes ne dessinent pas les contours d'une nouvelle force politique. Ils sont hétérogènes. Les écologistes n'ont pas fait leur percée dans les quartiers

populaires ou dans les villes ouvrières, alors que c'est le cas de l'extrême-gauche. Paris-Ecologie a battu ses records dans les 5^e, 6^e, 7^e arrondissements de Paris ou dans les villages d'Alsace. L'extrême-gauche, elle, a fait ses meilleurs scores à Montbéliard, ville ouvrière, à Saint-Ouen ou à Noisy-le-Sec qui sont des municipalités communistes. A Strasbourg, les meilleurs suffrages de l'extrême-gauche viennent d'une banlieue populaire, Cronenbourg. A Marseille, où les listes OCT-LCR-LO ont eu, comme à Paris, des résultats faibles, les voix viennent des quartiers nord, la partie la plus populaire de la ville. Il sera difficile désormais de réduire, comme on le fait couramment, l'influence de l'extrême-gauche aux villes universitaires : ce sont celles où elle obtient ses plus mauvais résultats.

Un perdant annexe de l'affaire, c'est le PSU qui avait cru se renforcer en emboîtant le pas à l'Union de la gauche. Non seulement il a obtenu la portion congrue dans les listes du Programme commun, mais il a visiblement perdu une grande partie de son électorat qui ne s'est pas résolu à la suivre : à Nancy et à Orléans, où le PSU faisait ses meilleurs scores, l'extrême-gauche atteint 8,2% et 12%. (...) »

Pourtant, beaucoup de ceux qui se sentaient attirés par les écologistes ont reporté au dernier moment leur vote sur l'extrême-gauche, agacés par cette présentation réductrice des verts, ou insatisfaits de leur manque de référence aux thèmes autogestionnaires.

L'essentiel de la lame de fond écologique reste ailleurs : en refusant le nucléaire et le productivisme, les écologistes ont cristallisé les aspirations de tous ceux qui voient dans le programme de la gauche un décalque social de la vie qu'ils refusent. C'est la leçon à tirer de ces pourcentages surprenants, que chacun s'évertue aujourd'hui à ignorer comme s'ils étaient invisibles. »

POUR LE PSU

« INTERESSANT »

Rouge du 16 mars 1977 publie une interview de Victor Leduc du Bureau national du PSU :

« Rouge : Quelle appréciation avez-vous des résultats des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », notamment dans les villes de province ?

Victor Leduc : Comme je vous le disais tout à l'heure, ce score est intéressant. Nous remarquons que, à quelques exceptions près, l'extrême-gauche réalise ses scores les plus significatifs lorsque le PSU n'est pas présent, soit dans les listes de gauche, soit sous une forme autonome (listes autogestionnaires, etc.). »

LIBÉRATION

POUR ALAIN KRIVINE, UN VOTE DE DEFIANCE, UNE RADICALISATION CROISSANTE D'UNE PARTIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Libération du 16 mars publie une interview de A. Krivine qui, à notre avis, donne une appréciation politique plus nuancée des mêmes résultats :

« Je ne crois absolument pas que le vote pour les listes d'extrême-gauche représente un accord politique ou doctrinal avec les programmes des organisations révolutionnaires concernées, voire même avec la totalité de la charte unitaire sur laquelle nos organisations se sont mises d'accord. (...) C'est d'abord un vote anti-capitaliste pas forcément d'essence révolutionnaire, qui constitue une remise en cause du type de société dirigée par le gouvernement. D'autre part, c'est un vote de défiance suscitée par la politique et la pratique des organisations réformistes, un vote qui n'implique pas pour tous les électeurs la compréhension de la nécessité d'une révolution, mais qui, surtout pour les travailleurs, est une remise en cause de la tactique et de la stratégie

des directions syndicales. Enfin c'est un vote de combat : étant donné la polarisation politique depuis les élections présidentielles, voter pour l'extrême-gauche révolutionnaire est difficile, car apparemment inutile. Ce qui est nouveau, ce n'est pas l'existence d'un courant révolutionnaire, même s'il s'est développé dans la classe ouvrière, c'est son expression électorale, qui témoigne d'une méfiance grandissante envers les partis de gauche et d'une radicalisation croissante d'une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse. Nous avons toujours considéré que l'unité d'action des révolutionnaires n'avait pas pour but d'additionner nos forces organisationnelles mais pour fonction essentielle de mobiliser, de mettre en activité toute une fraction de gens qui ne sont pas prêts à adhérer à telle ou telle organisation de l'extrême-gauche, mais qui sont prêts à s'engager dans un combat anti-capitaliste radical. »

ESPAGNE

La liberté du droit de grève vue par Juan Carlos

Le gouvernement espagnol vient de publier un nouveau décret-loi, réglementant le droit de grève. Ce décret, pourtant très attendu, ne change finalement rien d'essentiel à la loi de 1975, promulguée par Arias Navarro et Franco, qui faisait de toute grève un mouvement illégal.

Aujourd'hui, toutes les anciennes limitations au droit de grève sont maintenues. Sont considérées comme illégales, en effet, et passibles de 6 mois à 12 ans de prison, les grèves tournantes, les grèves du zèle, les grèves-bouchon. Sont considérées comme illégales, également, les grèves politiques, les grèves de solidarité, ou les grèves visant à remettre en question les accords-maison ou les conventions en vigueur. Et pour finir, le gou-

vernement se réserve le droit, au cas où par miracle un groupe de travailleurs réussirait à faire reconnaître leur grève comme légale, d'intervenir et d'ordonner la reprise du travail.

Ces restrictions mises à part, « la grève est un droit », a déclaré le gouvernement, si elle est votée dans une réunion de travailleurs comprenant 75 % des effectifs de l'entreprise et si la direction et les autorités locales sont prévenues cinq jours avant (dix pour les fonctionnaires).

En fin de compte, ne sont légales que les grèves qui, respectant toutes les conditions, se situent exclusivement dans la période qui va de l'expiration de l'ancienne convention collective (qui dure en

général un ou deux ans) et la signature de la nouvelle !

Par contre, pour fermer leurs usines, les patrons ne sont plus obligés de demander l'autorisation au gouvernement.

Voilà donc ce que le gouvernement appelle liberté du droit de grève !

Ce décret-loi ne change finalement pratiquement rien. Mais les travailleurs espagnols n'ont pas attendu la mort de Franco, l'arrivée de Juan Carlos et de ses belles promesses, pour se battre. Et, légales ou pas, les grèves se poursuivront en Espagne !

Gabriel CATALA.



Une manifestation d'employés de banque dispersée par la police. (UPI)

A la grâce de Juan Carlos

Le gouvernement espagnol a décidé vendredi 11 mars d'octroyer l'amnistie à tous les détenus politiques, excepté les auteurs de « crimes de sang ». La grande majorité des militants de l'ETA et du FRAP (Front révolutionnaire anti-fasciste) devraient donc sortir de prison avant l'Aberri Eguna (Jour de la patrie basque, qui se célèbre le 10 avril).

Les libertés d'opinion et d'expression n'en sont pas pour autant devenues totales en Espagne. Bon nombre de militants continuent à être arrêtés pour « distribution de propagande », comme ces cinq militants de l'Organisation Communiste de

Gauche à Grenade, le jour même où l'amnistie était proclamée.

Mais cela montre que Juan Carlos tient à affirmer une fois de plus que la libéralisation du régime dépend de lui et de lui seul ; qu'il prend des mesures en ce sens quand il le juge bon et pas avant, quelles que soient les pressions de la gauche ou de la droite ; en un mot, que sa volonté est souveraine.

La gauche lui reproche d'être trop « timoré », mais se range derrière lui. La population est dans l'expectative. Juan Carlos est donc effectivement maître du jeu pour le moment.

Mais jusqu'à quand ?

Michèle DUCHENE.

LA TUERIE D'ATOCHA :

C'était bien l'extrême-droite

Le gouvernement espagnol vient de donner sa version officielle de la tuerie d'Atocha, dans laquelle quatre avocats madrillènes avaient été tués. Il s'agirait « du dénouement dramatique d'un conflit du travail », selon le chef de la police. Des arrestations viennent d'avoir lieu et, de fait, un des responsables du syndicat des transports est directement impliqué.

Mais ce qu'il faut quand même préciser, c'est que le syndicat en question est le syndicat « officiel », c'est-à-dire le syndicat

franquiste, et que l'avocat visé par l'attentat de la rue d'Atocha participait aux Commissions Ouvrières, qui organisaient à l'époque une grève sauvage des transports.

En arrêtant les responsables de la tuerie d'Atocha, la police veut montrer son impartialité. Mais il faut quand même les lunettes déformantes d'un chef de la police pour appeler « dénouement d'un conflit du travail » un assassinat perpétré par l'extrême-droite.

Roger PERIER.

LES MODALITES FIXEES POUR LES PROCHAINES LEGISLATIVES

Ou comment réintégrer le Parti Communiste à la vie politique nationale par la petite porte

Le mardi 15 mars, le gouvernement espagnol a fixé par décret les modalités des prochaines élections générales qui auront lieu en juin prochain et où seront élus les députés et les sénateurs. Il s'agit des premières élections générales depuis 1936, après quelque quarante ans de dictature.

Tous les partis reconnus légalement pourront se présenter, bien entendu. Mais les autres, ceux qu'on appelle les « indépendants », le pourront aussi, à condition d'être appuyés par des pétitions signées par au moins un millièmes des électeurs de la circonscription dans laquelle ils présenteront des candidats. Cette dernière clause permettra en fait au Parti Communiste de se présenter (il peut facilement recueillir les signatures voulues), alors qu'il n'est toujours pas reconnu légalement et que le gou-

vernement ne semble pas prêt à le reconnaître dans les semaines à venir, malgré la procédure juridique engagée.

Visiblement, le gouvernement de Juan Carlos continue de mener avec une extrême prudence sa politique de démocratisation par étapes.

En fait, le gouvernement Suarez tient à rester maître de la situation. S'il « démocratise », c'est en octroyant à une gauche respectueuse des mesures de libéralisation par en haut, en échange de son sens des responsabilités. Et, ce faisant, il tient toujours à se montrer circonspect à l'égard d'une opinion publique de droite soupçonneuse, toujours prête à mesurer jusqu'où le Premier ministre sera prêt à aller trop loin...

Et cette dernière astuce institutionnelle à propos des prochaines élections donnera un répit supplémentaire de plusieurs mois

au gouvernement Suarez : il ne sera pas contraint de réintégrer officiellement le Parti Communiste dans la vie politique nationale, mais pourra se contenter de ne le légaliser officieusement que par le biais des résultats qu'il récoltera aux élections. Et d'après les sondages les plus récents en Espagne, si tant est qu'on puisse leur donner foi, les voix du PCE ne dépasseraient pas 6 ou 7 % de l'ensemble de l'électorat.

Ce faible poids électoral relatif auquel tout le monde s'attendait plutôt rassurant pour la bourgeoisie espagnole qui n'a pas à craindre dans le PCE un partenaire trop encombrant dans le jeu des institutions parlementaires qu'elle s'apprête à mettre en place.

Mais, de toute façon, c'est pour quoi, face à une gauche qui joue le jeu, la marge de manœuvre du gouvernement espagnol reste aujourd'hui assez large.

H.C.

Réduction des jours fériés (suite)

Sous prétexte d'« européaniser » le calendrier espagnol, le gouvernement poursuit sa politique de réduction du nombre de jours fériés, qui est désormais limité à douze jours.

Sur le plan national, trois fêtes religieuses sont supprimées : la Saint-Jean, la Saint-Pierre et le jour de l'Ascension. En Catalogne, ce sont les deux lundis de Pâques et de Pentecôte qui disparaissent — fêtes pourtant tout ce qu'il y a de plus « européen-

nes » — ainsi que le lendemain de Noël. Ces mesures ont provoqué le mécontentement général en Catalogne, d'autant plus que la Saint-Jean et la fête de Saint-Etienne sont des fêtes typiquement catalanes...

Les travailleurs, tout d'abord, ne voient — à juste titre — dans toutes ces mesures qu'une manière de les faire travailler davantage. Les organisations syndicales protestent parce qu'on ne les a pas consultées. Les partis nationaliste catalans dénoncent l'at-

teinte portée par le pouvoir central aux traditions séculaires de la Catalogne. Et les hôteliers vivant du tourisme sont extrêmement mécontents.

Dans cette affaire, seuls les cardinaux et les évêques gardent un silence discret...

Il faut dire que l'Etat vient d'augmenter de façon substantielle la paye des curés, qui passe de 5.000 à 15.000 pesetas par mois !...

G.C.

dossier

le capitalisme
aujourd'hui

Une crise dont le grand capital

porte la responsabilité

La crise, dans laquelle l'économie française et mondiale est entrée depuis maintenant trois ans, semble bien loin de se terminer. Aucun gouvernement ne se risque, aujourd'hui, à en prévoir la fin. Chacun, au contraire, s'accorde à répéter que la crise est grave et qu'elle sera longue encore, qu'il faudra s'habituer à un chômage important, à la stagnation et même au recul des revenus, et en tout cas s'habituer aux sacrifices. Et gouvernement et patrons n'assurent même pas que, au bout de tout cela, on puisse espérer voir la fin du tunnel.

Mais ceux qui tiennent aujourd'hui ces propos pessimistes, ceux qui nous annoncent comme inévitable la persistance de la crise, du chômage et des difficultés, ne sont-ils pas les mêmes, gouvernements et patrons, qui gouvernent l'économie française depuis des années ? Est-ce que ce n'est pas les mêmes gouvernants qui, bien loin de prévoir la crise, nous annonçaient il y a quelques années que le système capitaliste, basé sur l'économie de marché et la « libre entreprise », était le meilleur garant d'un progrès matériel ininterrompu ? N'est-ce pas les mêmes patrons qui, avant la crise, exhortaient les ouvriers à travailler toujours plus, pour assurer l'expansion de la production, et qui, aujourd'hui, se lamentent qu'« il n'y a pas de travail », qu'ils sont « contraints » de mettre les travailleurs à la rue et que

les plus grands sacrifices sont nécessaires, toujours du même côté, du côté des travailleurs ?

Le premier constat qu'il faut tirer avec la crise, c'est le constat de faillite de tous ceux, patrons et gouvernants, qui prétendent diriger l'économie, la société ; la faillite d'un système économique qui tantôt surexploite les travailleurs pour en tirer le maximum de profits, tantôt les rejette à la rue comme des malpropres, quand il estime ne plus rien pouvoir en tirer. C'est la faillite de la gestion capitaliste de la société, la faillite d'un système où quelques grands groupes monopolistes disposent de la quasi-totalité du pouvoir économique et, du même coup, du pouvoir politique.

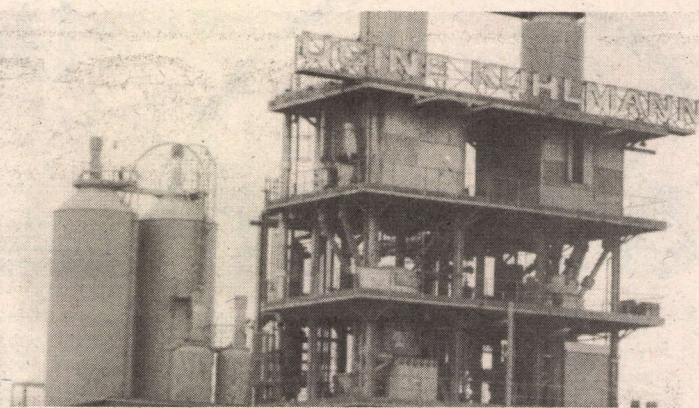
Il faut voir pourtant le grand patronat défendre jalousement ses prérogatives, affirmer le caractère sacrosaint de la propriété privée des entreprises, déplorer la « fatalité » de la crise et affirmer la nécessité absolue de sauvegarder ses profits ! Il faut le voir affirmer qu'il n'y a pas d'autre moyen de sortir de la crise que de permettre aux entreprises, encore et toujours, de faire du profit, et qu'il faut donc laisser les mains libres au patronat pour licencier, mettre au chômage partiel ou total, fermer les usines, « rationaliser ».

Mais qui donc a conduit l'économie française et mondiale à la crise ? N'est-ce pas justement le système du profit capitaliste ? C'est

dans une économie gérée par une poignée de grands capitalistes que l'on cesse de produire, non pas parce que les besoins de l'humanité seraient satisfaits — ils ne le sont pas, et de bien loin — mais parce que la production n'est plus vendable et ne permet plus de faire des profits ! C'est dans la société capitaliste que, lorsque « il n'y a pas de travail », on met les travailleurs à la porte, au lieu d'en profiter pour réduire les horaires trop longs sans réduire les revenus !

Oui, c'est bien la gestion capitaliste de l'économie qui est mise en cause, de façon directe, par la grave crise économique actuelle. La politique gouvernementale, quant à elle, n'est rien d'autre que la politique de la vingtaine de grands groupes industriels et financiers qui règnent en maîtres sur l'économie du pays. La crise, le chômage, l'inflation, c'est aussi le constat de faillite des quelques grands magnats du capital qui, en 1977, à l'époque des grands empires industriels ultra-modernes de la sidérurgie, de l'électronique ou de l'automobile, prétendent continuer à régner en maîtres sur l'économie, comme des patrons de droit divin. C'est le constat de faillite de ce patronat qui prétend que quelques immenses empires industriels, employant des millions de travailleurs, faisant vivre un nombre encore plus grand de personnes, doivent être gérés en fonction du seul profit de leur capital ! La crise, c'est aussi le témoignage que le pouvoir absolu de ces quelques grands magnats, de ce patronat de droit divin sur l'économie de tout le pays, n'est qu'une intolérable imposture, une entreprise de pillage éhonté basée sur l'appropriation frauduleuse des fruits du travail de la population.

La crise actuelle, c'est la crise du capitalisme. C'est le capitalisme, le système des vingt grands monopoles qui dominent le pays, qu'il faut jeter à bas.



Des " 200 familles " aux " 20 empires " industriels et financiers

Quels sont les hommes qui dirigent, qui possèdent la grande industrie française ? On parlait, en 1936, des « 200 familles » de grands bourgeois qui dominaient la France dans le domaine économique, et bien souvent aussi dans le domaine politique... Le mot désignait à l'origine, les 200 plus gros actionnaires de la Banque de France qui, avant la nationalisation de celle-ci en 1945, avaient seuls le droit de vote à son Conseil d'administration. Mais ce mot désignait aussi une réalité. Au sommet de la pyramide sociale, quelques noms de grands capitalistes et banquiers revenaient sans cesse. C'était les Schneider et les De Wendel, les banquiers Rothschild ou Mallet, les Gillet, et d'autres d'extraction plus récente comme les Citroën ou les Michelin, et bien d'autres encore. Ces quelques hommes tenaient dans leur main des empires industriels et financiers, et conduisaient en fait l'économie et la politique.

Aujourd'hui, les descendants des « 200 familles » sont toujours là. Ils possèdent encore les patrimoines, les richesses que leur ont cédées leurs parents et qui ont fructifié dans l'interval. Souvent, leur nom est encore associé à telle grande entreprise, à telle grande banque, que dans la famille on se repasse de père en fils comme au temps des féodaux on se repassait un fief.

Pourtant, ces hommes-là tiennent, bien moins que par le passé, le devant de la scène. C'est sans doute en grande partie parce que le temps et l'expérience ont appris aux grands capitalistes que les affaires sont d'autant meilleures que l'on est plus discret. Mais c'est aussi que les sommets de la bourgeoisie française ont subi quelques modifications depuis l'époque des « 200 familles ». Le capitalisme français était un capitalisme familial, dominé par quelques grandes dynasties industrielles et financières. Il s'est modernisé. Sans perdre totalement, et de loin, son caractère « familial » il a pris, comme dans de nombreux pays, un caractère plus anonyme. Ceux qui tiennent le haut du pavé ne sont plus essentiellement quelques grandes familles. Ce sont quelques groupes au visage anonyme, quelques grandes concentrations industrielles ou financières. Ils ne se nomment plus Fould, Mallet ou Schneider, mais « Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas », « Compagnie Financière de Suez et de l'Union Parisienne », ou « Usinor » ou « Sacilor », ou « Pechiney Ugine Kuhlmann », « Paribas », « Suez » ou « PUK » pour les intimes.

Le capitalisme familial — on pourrait dire féodal — français traditionnel, a voilé sa face derrière l'anonymat de quelques grands groupes financiers. En

même temps, quelques nouveaux noms de grands bourgeois ont fait leur apparition à côté de ceux des « 200 familles », tandis que certains de ceux-ci tombaient dans l'oubli. Mais l'emprise de ces sommets de la pyramide sociale sur l'économie et sur la politique n'a pas pour autant diminué. Au contraire, l'anonymat du grand capital d'aujourd'hui n'est qu'un aspect d'une transformation plus profonde, et finalement plus importante. Elle correspond en fait à la concentration du capital entre un nombre de mains de plus en plus réduit, dont la domination embrasse des secteurs toujours plus étendus de l'activité sociale.

Entre les mains des Suez, des Paribas, des PUK et de quelques autres, c'est une supprime concentration du capital qui s'accomplit, avec l'aide des moyens mis à leur disposition par l'Etat. La crise économique est une occasion de plus de procéder à ces concentrations. Aujourd'hui, ce n'est sans doute plus des « 200 familles » qu'il faut parler mais d'une vingtaine de grands groupes industriels ou financiers. Il faudrait, de plus, faire une place à part aux grandes entreprises dépendant de l'Etat, qui ne sont en fait qu'un complément de moyens entre les mains de la grande bourgeoisie.

Car ces groupes anonymes, ces « Paribas », ces « Suez », ces « PUK » derrière lesquels se cachent aujourd'hui le grand capital ne sont au fond que des sortes de gestionnaires collectifs des intérêts de celui-ci. Entre leurs mains se concentre le capital accumulé par des générations de « 200 familles » aussi bien que par des générations de petits rentiers. Mais ce n'est pas parce que le grand capital prend un nom collectif, parce que les grands possédants se fondent dans l'anonymat, que ce grand capital cesse d'exister.

Au contraire, ces grands groupes anonymes se comportent à leur tour comme de grands capitalistes, obéissant dans leur fonctionnement à une seule logique : la recherche du profit, la recherche des points d'investissements les plus rentables et non de la satisfaction la meilleure des besoins humains. Ils trouvent, dans leur puissance financière, encore plus de moyens de s'assurer le contrôle de l'Etat et d'imposer à l'ensemble de la population le service de leurs intérêts.

Le capitalisme des « vingt empires » d'aujourd'hui n'est au fond qu'un aboutissement ultime de la concentration capitaliste, entre un tout petit nombre de mains. Et cela ne fait que rendre plus que jamais intolérable la contradiction entre les intérêts de ces quelques grands groupes et ceux du reste de la population.

prochain dossier :

— LE SHOW-BUSINESS,
DE L'OR EN « TUBES »
POUR LES INDUSTRIELS
DU SPECTACLE.

LA GRANDE INDUSTRIE CONCENTRÉE DANS

dossier

le capitalisme
aujourd'hui

A en croire les chantres du capitalisme, il n'y a pas de concentration de la propriété capitaliste. Au contraire, celle-ci se démocratiserait, grâce au fait que, dans le public, de plus en plus nombreux sont les particuliers qui possèdent des actions de tel ou tel grand groupe. En France, plus d'un million de personnes seraient ainsi, grâce aux titres qu'elles possèdent, des capitalistes, petits ou grands, et ce nombre irait en augmentant.

Cette affirmation n'a en fait que peu de choses à voir avec la réalité, sinon sur un point. C'est en effet bien souvent avec l'argent des autres que les grands capitalistes constituent leurs empires. La plupart des grands groupes industriels et financiers ont une structure analogue : à leur tête, on trouve une société financière, un « holding ». Cette société holding s'appuie le plus souvent sur une banque d'affaires et une banque de dépôts, qu'elle contrôle ou qui lui sont alliées. Ces banques ont pour fonction de collecter des fonds, grâce aux dépôts faits par le public à leurs guichets.

Le financement étant ainsi assuré, le « holding » prend des participations dans un certain nombre de sociétés industrielles. Il ne lui est nullement nécessaire, pour contrôler ces sociétés, d'en acheter tout le capital. Au contraire, pour immobiliser le minimum de liquidités, le « holding » en prend le minimum nécessaire pour obtenir ce contrôle. Il suffit parfois pour cela de posséder 5, 10 ou 15 % des actions, lorsque le reste des actionnaires est trop dispersé pour pouvoir constituer un concurrent sérieux. Le « holding » dispose alors du contrôle du conseil d'administration de la société en question. Le conseil d'administration, organe souverain des sociétés anonymes, peut alors prendre toute décision de concentration, fusion, restructuration, licenciements, ou... prise de contrôle d'une nouvelle société, en accord avec la stratégie générale du « holding ».

Il existe toute une technique pour prendre ainsi le contrôle d'une société. Le plus simple est de porter tout simplement dans les statuts que seuls certains actionnaires ont le

droit de vote au sein de la société. Ce cas est prévu par la loi et porte le nom de « société en commandite ». Mais le plus souvent, c'est par un jeu de participations en cascade que le contrôle est assuré : la société financière prend une participation — et le contrôle — dans une société financière, qui elle-même prend une participation — et le contrôle — dans une autre...

Le contrôle d'une société industrielle est ainsi assuré avec la possession d'une partie infime du capital global.

Loin d'assurer ainsi une « démocratisation du capitalisme », le système revient en fait à mobiliser les masses d'argent disponibles, depuis les plus petits déposants des banques, pour en faire des capitaux contrôlés par quelques grands « capitaines » de l'industrie ou de la finance, même si ceux-ci n'en sont pas nominalement propriétaires. Les bons d'épargne, les « SICAV » que les banques placent auprès du public vont dans le même sens.

Ajoutons que, parfois, c'est en collaboration avec l'Etat que de tels empires financiers ou industriels se créent, lorsque par exemple se constituent des sociétés mixtes avec des apports d'Etat. Ou bien lorsqu'une société financière crée une filiale commune, par exemple, avec une banque nationalisée, comme le Crédit Lyonnais ou la Société Générale : ces banques jouent alors tout simplement le rôle de collecteurs de fonds auprès du public, afin de financer le grand capital.

C'est ainsi avec l'argent des contribuables, des petits déposants des banques, des petits épargnants, et aussi... des autres capitalistes, que les grands groupes financiers et industriels existent. On est bien loin là d'une « démocratisation du capital ». Il s'agit au contraire d'une concentration sans précédent, entre quelques mains utilisant tous les moyens des organismes financiers et de l'Etat. Au fond, lorsqu'un travailleur de chez Pechiney dépose son salaire dans une banque, ou paye ses impôts, il contribue encore à donner des moyens financiers au trust Pechiney pour s'approprier... le produit du travail des travailleurs de Pechiney !



GRANDS MONOPOLES ET GRANDS MONOPOLES

Rhône-Poulenc dans la chimie, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (« PUK ») dans la chimie et les produits de l'aluminium, la Compagnie Générale d'Electricité, Paribas, Suez, Usinor et Sacilor dans la sidérurgie, BSN-Gervais-Danone dans les produits verriers et l'alimentation... Voici les premiers grands groupes industriels ou financiers de la liste de ceux qui dominent le pays aujourd'hui. Ils sont grosso modo de deux types, correspondant à deux types de concentration du capital : la concentration bancaire et la concentration industrielle.

Pechiney, Usinor, Sacilor, la CGE sont l'aboutissement de concentrations industrielles dans un secteur productif donné. L'empire de Pechiney-Ugine-Kuhlmann s'est constitué à partir du quasi-monopole de Pechiney sur les industries de production de l'aluminium. Pechiney a ensuite contrôlé les industries de transformation de celui-ci, constituant un vaste trust vertical allant de l'extraction de la bauxite à la fabrication des casseroles en alumi-

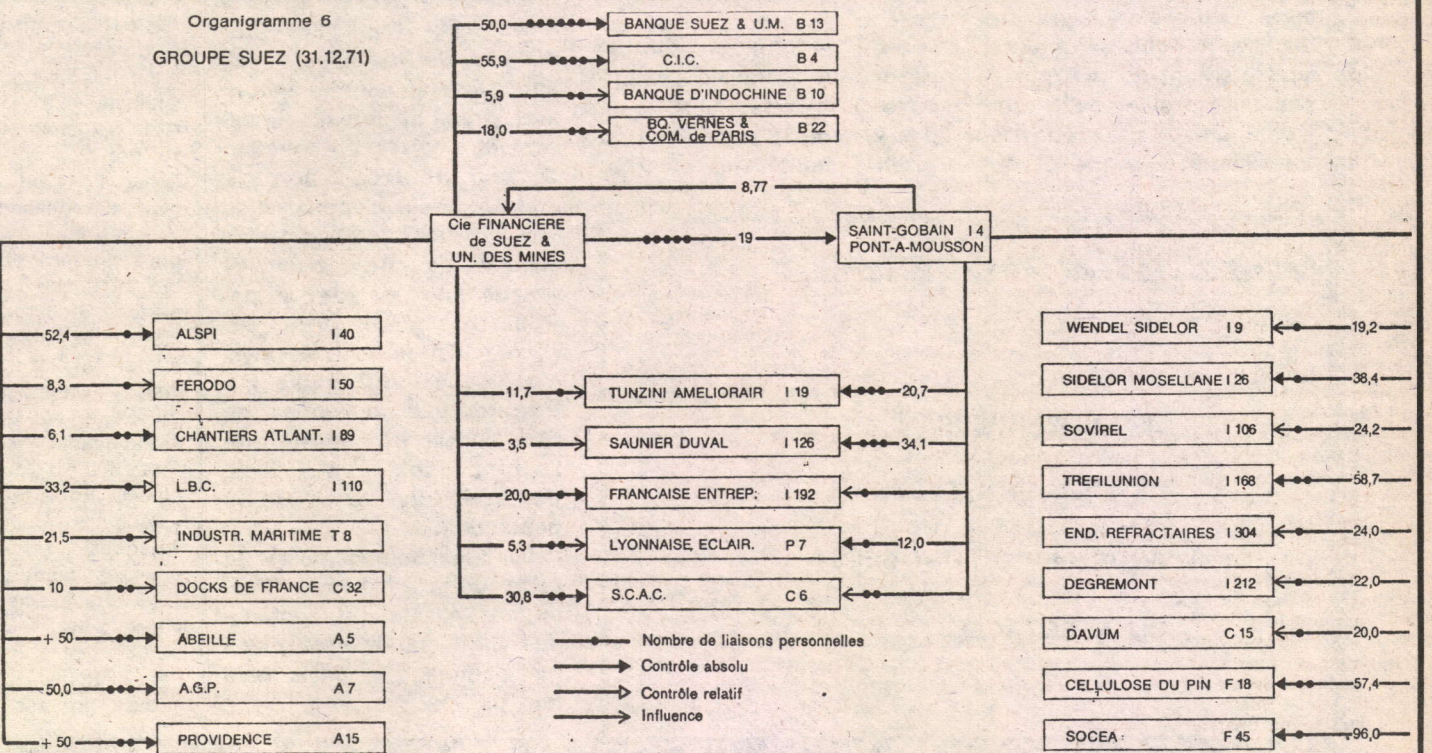
nium. Puis il s'est étendu aux produits chimiques et aux aciers spéciaux en fusionnant avec Ugine et Kuhlmann. « PUK » fournit ainsi l'exemple d'un grand monopole, aboutissement tout à la fois d'une concentration verticale (contrôle de la fabrication des produits depuis l'extraction des matières premières jusqu'aux transformations finales) et d'une concentration horizontale (élimination des concurrents dans une branche donnée), aboutissant à un contrôle quasi absolu — un monopole — sur un marché donné.

Dans la sidérurgie, Usinor, Sacilor et Creusot-Loire sont l'aboutissement d'une concentration du même type, ayant abouti à la constitution de trois empires de taille comparable qui contrôlent cette branche et concluent des accords et des associations entre eux. C'est ainsi que la Solmer, chargée de mettre en place le complexe sidérurgique de Fos, est constituée à parts égales par Sacilor et par Usinor. Dernière étape, peut-être avant

Le groupe Suez

Voici la structure du groupe Suez, telle que F. Morin (auteur du livre La structure financière du capitalisme français) a pu la reconstituer au 31 décembre 1971. Deux sociétés holdings, la « Financière de Suez et de l'Union des Mines » et « Saint-Gobain-Pont-à-Mousson », se contrôlent réciproquement, contrôlent des banques d'affaires et de dépôts qui leur assurent des liquidités, contrôlent d'autres sociétés holdings, ou des sociétés d'assurances, ou des sociétés industrielles. Le contrôle peut être absolu, ou partagé avec un autre groupe financier, si le pourcentage d'actions détenues n'est pas suffisant.

Pour reconstituer cet organisme, qui reste incomplet et partiel, c'est à un véritable travail de détective qu'a dû se livrer F. Morin !



UNE POIGNÉE DE MAINS



L'empire Paribas

La Banque de Paris et des Pays-Bas et la Compagnie financière du même nom constituent un immense empire financier et industriel. Créée en 1872, le développement de la banque coïncide avec le développement du capitalisme, avec la concentration croissante de celui-ci et avec le rôle grandissant du capital financier.

Dans un premier temps, jusqu'à la guerre de 1914, la banque s'occupe essentiellement du placement des emprunts étrangers en France. Ses profits viennent de la différence de prix entre l'achat et la vente au public.

Malgré quelques ébauches, la banque n'a alors aucune assise industrielle solide. C'est après la guerre que son activité se modifie pour passer du caractère usurier à l'escompte et au crédit.

Après la Deuxième Guerre mondiale, elle achève de perdre son caractère d'avant 1914, pour devenir un groupe, le groupe Paribas, en s'alliant de multiples sociétés bancaires et industrielles. Elle diversifie ses activités pour devenir l'immense empire qu'elle est aujourd'hui.

Sur le plan bancaire, elle noue des liens avec les banques nationalisées. Sur le plan industriel, elle prend le contrôle de nombreuses sociétés industrielles. Dans l'électronique et la grosse construction électrique, elle est à la tête d'un immense groupe formé de Râteau, Neyric-Alsthom et le groupe fusionné Thomson-Houston-Hotchkiss-Brandt-CSF. Avec la fusion de la CSF, de Thomson et de la Compagnie des Compteurs, elle préside à un groupe qui regroupe 120.000 salariés.

Dans la chimie, elle participe à quatorze grandes firmes chimiques, dont Saint-Gobain et Ugine-Kuhlmann.

Elle est également présente dans l'industrie atomique, la sidérurgie, la construction mécanique et les chantiers navals (Fives-Lille Cail et Babcock-Atlantique), l'automobile (liens avec Citroën), les transports (UTA et Air-Inter), le bâtiment, les ciments, et l'information : édition, presse, diffusion, impression et radio.

Dans ce secteur, la banque joue un rôle prépondérant, à travers le contrôle qu'elle

exerce sur la librairie Hachette, qui est elle-même à la tête d'un véritable trust, qui possède ses propres papeteries, imprimeries et organes de distribution. Hachette possède 49 % des actions des NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne), qui assurent la distribution de 80 % de toute la distribution française.

Dans le domaine de la radio, télévision, cinéma, Hachette possède Télé-Hachette, qui assure la production et la distribution de films pour la télévision, la Compagnie luxembourgeoise de Télévision (Radio-Télé-Luxembourg).

« Paribas » a aussi des intérêts dans le commerce et les grands magasins, avec Prénatal et des liens avec « le Printemps », le textile, les voyages, le tourisme et l'hôtellerie (Compagnie Internationale des Wagons-Lits).

On pourrait ainsi continuer longtemps l'énumération, qui montre en tout cas que « Paribas » a joué et joue un rôle de tout premier plan dans la plupart des concentrations et fusions d'entreprises de ces dernières années, et joue un rôle dans presque tous les secteurs de l'économie. Dans une large mesure, les concentrations, les fusions, les « rationalisations » de l'industrie française pour tenter de les mettre à « l'échelle européenne », c'est « Paribas ». Cette intervention systématique au niveau national, « Paribas » la mène en étroite liaison et concertation avec les pouvoirs publics. Les dirigeants de Paribas sont souvent des anciens du ministère des Finances, et on passe de l'un à l'autre avec une grande facilité. Mais surtout, les liens entre Paribas et le Crédit Lyonnais ou la Société Générale font de ces deux grandes banques nationalisées des moyens de financement... pour Paribas.

Grand holding privé, Paribas travaille en collusion avec l'Etat, et aussi avec l'argent que celui-ci collecte dans le public, que ce soit au moyen des impôts ou des dépôts d'épargne dans les banques de son réseau. Au point que l'on ne sait plus très bien si Paribas est aux ordres de l'Etat, ou si c'est l'Etat qui est une annexe de Paribas... Mais pour les grands capitalistes, n'est-il pas tout naturel que l'Etat soit leur propriété privée ?

LES BANCAIRES LES INDUSTRIELS

la constitution d'un monopole unique de la sidérurgie.

Des empires comme celui qui se regroupe autour de la Banque de Paris et des Pays-Bas, « Paribas », ou de la Banque de Suez et de l'Union Parisienne, correspondent à une autre forme de concentration, qui se déroule à partir du capital financier. De telles banques ont pour objet principal de prendre des « participations » dans des entreprises et finalement d'en prendre le contrôle. C'est ainsi que Paribas contrôle ou touche des domaines aussi divers que la Compagnie des Compteurs, la métallurgie lourde, la papeterie, l'édition, les ciments, et est présent dans PUK, dans Usinor ou Saci-

lor, même si on ne peut pas dire qu'il contrôle ces derniers groupes. Des groupes financiers comme Paribas ou Suez disposent alors, à leur tour, de puissants moyens pour procéder à des rapprochements d'entreprises, à des fusions et des « rationalisations », et finalement sont, eux aussi, un puissant moyen de concentration industrielle.

Par le moyen des participations, de la constitution de grands holdings, les grands groupes industriels et financiers concourent ainsi à un même résultat : la constitution de quelques grands empires qu'ils contrôlent, même quand ils n'en possèdent qu'une partie du capital relativement minime.

Les "vingt empires"

Quels sont donc les « empires » industriels et financiers qui contrôlent l'économie française ? On ne sait pas toujours très bien où finit l'un de ces empires et où commence l'empire voisin, tant les liens, les participations qui lient les uns aux autres sont nombreux, divers et, bien souvent, secrets. On peut en tout cas citer, à coup sûr :

— Les deux grands groupes de la sidérurgie : Sacilor et Usinor.

— Les deux grands groupes de la construction électrique : la CGE et Thomson-CSF (ce dernier contrôlé par Paribas).

— Pechiney-Ugine-Kuhlmann, le monopole de l'aluminium, des métaux non ferreux et en partie de la chimie.

— Rhône-Poulenc dans la chimie.

— Le groupe du baron Empain — financier belge — qui contrôle avec Marine-Firminy le groupe de sidérurgie et de chaudronnerie lourde Creusot-Loire, une partie de la grosse construction électrique avec Jeumont-Schneider, la première société française de travaux publics, SPIE-Batignolles.

— Le trust de l'alimentation et des produits verriers : BSN-Gervais-Danone.

— Le groupe Rothschild qui, avec Le Nickel et Penarroya, contrôle une partie de l'extraction des métaux non ferreux.

— Le groupe Peugeot-Citroën dans l'automobile, fusionnés depuis 1976, auquel s'ajoute Simca-Chrysler, filiale américaine, et la Régie Renault, nationalisée.

— Le groupe financier Paribas touche à

plusieurs des secteurs ci-dessus, en particulier Usinor. Il contrôle presque totalement d'autres branches, en particulier les ciments (Ciments Français). Il contrôle la Compagnie des Compteurs, Babcock (grosse métallurgie et Chantiers Navals), les Papeteries de La Chapelle-Darblay, la Thomson-CSF, et bien d'autres.

— Le groupe financier rival, Suez, participe à la CGE et à Sacilor. En contrôlant la société Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, il tient une place de premier plan dans la mécanique, la papeterie (La Cellulose du Pin et Arjomari-Prion).

— Le groupe Dassault domine dans l'aéronautique privée, à côté de la SNIAS et de la SNECMA nationalisées.

— Le groupe Beghin-Say domine l'industrie sucrière.

— Le groupe Hachette, qui domine l'édition, est sous l'influence du groupe Paribas.

On le voit, le tour des quelques empires financiers et industriels qui dominent le pays est relativement vite fait. Ils sont au nombre d'une vingtaine, et encore, tous sont loin d'être rigoureusement indépendants les uns des autres. Il faut ajouter à ce tableau quelques grandes sociétés nationalisées : la Française des Pétroles, Elf Aquitaine dans les produits pétroliers, Renault, la SNIAS dans l'aéronautique, sans oublier EDF, les Charbonnages, Air France, la SNCF. Il faut ajouter, d'autre part, les filiales françaises de grandes sociétés étrangères : Shell, IBM, Chrysler, Fiat, Philips...

Sidérurgie : La naissance des géants

La sidérurgie française a suivi un processus de concentration pratiquement ininterrompu depuis trente ans. On peut distinguer deux grandes périodes : la première au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la seconde depuis la fin des années 1960.

Au lendemain de la guerre, la production était tombée de 6 millions de tonnes d'acier brut, en 1929, à 4,5 millions de tonnes. Après les premières années de reconstruction, la concurrence qui s'établit au sein de l'Europe pousse les maîtres de forges à se regrouper pour mettre en œuvre les techniques nouvelles. Usinor et la Sollac sont nées de la nécessité de créer un grand train de laminage à chaud et à froid pour fabriquer les tôles minces, devenues le pain quotidien de l'industrie moderne.

Ce ne sont pas des fusions complètes du jour au lendemain. Les sociétés-mères, même contrôlées désormais par d'autres, subsistent pour permettre de gérer les portefeuilles d'actions. La constitution en 1953 du groupe Lorraine-Escaut achève la première phase de concentration, qui a touché la quasi-totalité des entreprises sidérurgiques du Nord et de l'Est. La sidérurgie de la Loire et du Centre, moins importante à l'échelle

du pays et géographiquement moins concentrée, subira le même processus avec un retard sensible. Le dernier en date des regroupements (Hauts-fourneaux de la Chiers, Forges de Châtillon-Commentry-Biache, Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon), amorcé début 1976, a été facilité par le contrôle préalable de chacune de ces sociétés par le groupe financier Paribas, qui en a été le promoteur.

La deuxième vague de concentrations et de fusions porte sur des groupes déjà constitués : Usinor absorbe Lorraine-Escaut en 1968, De Wendel et Sidelor se rapprochent en 1968.

Le gigantisme appelle le gigantisme. Les deux géants Usinor et Sacilor, aux méthodes et aux conceptions réputées antagonistes, sont contraints de s'entendre pour créer une filiale commune Solmer, car aucun ne peut prétendre achever à bien, seul, la création du nouveau complexe de Fos-sur-Mer.

En 1953, les quatre firmes Usinor, Sidelor, De Wendel et Lorraine-Escaut se partageaient 60 % de la sidérurgie française. Aujourd'hui, Usinor, Sacilor, Creusot-Loire et leurs filiales réalisent 80 % de la production sidérurgique française.

La construction électrique : Géants industriels... et marchés géants

C'est l'Etat qui, par l'intermédiaire d'EDF et de la SNCF, est le plus gros client de la construction électrique. La concentration y a abouti à une domination absolue par deux groupes.

La CGE est le premier groupe français dans la construction électrique. La France était un terrain vierge de toute concurrence quand la Compagnie Générale d'Electricité fut fondée, avec 2.000 salariés, en 1898. Depuis, son chiffre d'affaires a été multiplié par 200. Et c'est maintenant un holding employant 125.000 personnes (sur un total en France de 475.000), qui regroupe plus de 110 sociétés dans l'électrotechnique, l'électronique, les télécommunications, les fils et câbles, mais aussi la métallurgie ou les matériaux pour travaux publics. Un holding où l'on retrouve par exemple Alsthom, Râteau, Cofiroute (autoroutes), les Chemins de Fer de l'Est de Lyon, La Radiotechnique, CIT-Alcatel, la CII (Informatique), les Câbles de Lyon, Tudor (accumulateurs), Cipel (piles), la Saft, le Joint Français, Continental-Edition, mais encore l'Electrobanque, la banque Vernes et Commerciale de Paris, Electro-assurances...

En deuxième position derrière la CGE, Thomson est le produit d'unions et de mariages effectués sous le parrainage de Paribas. Son intitulé complet serait Thomson - Houston - Hotchkiss - Brandt - CSF - Claret - Pied-Selle - Brachet - Richard - Cotelec -

Radio Industrie...

La concurrence entre les deux barons de l'électricité, Ambroise Roux, président de la CGE, vice-président du patronat français, ex-directeur de cabinet du ministère de l'Industrie, et Paul Richard, P-DG de Thomson-Brandt, est dès lors le fait dominant de cette industrie.

En 1969, le groupe américain Westinghouse menaçait de tirer profit de cette concurrence et d'envahir le marché français. Thomson et CGE sont alors parvenus à un accord de « distribution de responsabilité », véritable Yalta industriel. L'électronique professionnelle, l'électroménager, la radio-TV étaient laissés à Thomson. En échange de quoi la CGE faisait désormais la loi sur l'électrotechnique, les télécommunications, et enlevait les énormes marchés que constituent les fournitures à EDF de gros matériel électrique, de l'équipement des centrales jusqu'à la transformation de l'électricité à basse tension.

Depuis, chacun des deux partenaires a bien sûr remis maintes fois en cause cet accord. S'il reste toujours en vigueur, il n'a jamais empêché la concurrence de renaître, notamment chaque fois qu'un nouveau marché est apparu. Cela a été le cas de l'informatique il y a quelques années. Aujourd'hui, c'est la perspective de profits fabuleux dans le domaine des centrales nucléaires qui met en branle les états-majors des grands de l'électricité.

dossier

le capitalisme
aujourd'hui

DU MONOPOLE ECONOMIQUE

L'ÉTAT ET LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE



Conseil des ministres, ou Conseil d'administration des Dassault ?



(Adja et Sipa)

La grande industrie française a longtemps été et reste encore, dans une certaine mesure, peu concentrée, relativement à celle des pays voisins et relativement à celle des Etats-Unis. Mais la concentration s'est considérablement accélérée depuis les années 1957-59. La signature du traité de Rome en 1957, instituant le Marché commun, rendait nécessaire au grand capitalisme français qu'il constitue des empires industriels capables de tenir tête à la concurrence européenne et surtout américaine. L'installation de la V^e République en 1958, d'autre part, permit à l'Etat d'être plus efficace dans son appui au grand capital.

Dans ces années-là, au sommet des grandes sociétés, une recherche fébrile du regroupement et de la fusion se fait jour. Les dirigeants de la V^e République se préoccupent directement de la restructuration et de la concentration de l'industrie française. Ils jouent les intermédiaires entre les groupes industriels,

interviennent pour recommander tel « mariage ». Ils ne font ainsi que compléter, en y ajoutant l'autorité de l'Etat, le rôle de grands groupes financiers comme Suez et Paribas. On peut parler, en fait, d'une véritable concertation entre les sommets politiques et les sommets du capital. Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes hommes. C'est ainsi que, après une dizaine d'années, dans les années 1969-70, la grande industrie française avait à peu près pris le visage qu'elle a aujourd'hui. La plupart des grands secteurs industriels se trouvaient sous l'empire d'un ou de quelques monopoles. La V^e République peut à bon droit être considérée comme la marraine de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, du monopole de Rhône-Poulenc dans la chimie, de Sacilor et Usinor dans la sidérurgie, et de bien d'autres.

Naturellement, la prise de contrôle de l'ensemble d'une branche industrielle par un grand groupe n'achève pas la concentration : elle n'en est que la

première étape. C'est ainsi que la création du groupe Usinor est le résultat d'une série de fusions entre 1948 et 1966, regroupant sous un commandement unique toute une série de petites et moyennes entreprises sidérurgiques du nord de la France. Il restait encore à la direction du groupe, par la suite, à « rationaliser » la production de cet ensemble d'usines très divers dont il avait maintenant le contrôle absolu. Il s'agissait de répartir les productions jusqu'alors concurrentes entre les différentes usines, de mettre en place un appareil de production plus moderne et « concurrentiel », puis de fermer les usines trop vétustes ou désormais peu rentables.

C'est là que l'Etat, une nouvelle fois, joua un grand rôle. Il n'était plus seulement le bon « marieur » de groupes industriels, qui apporte, avec ses vœux de bonheur, la dot et les moyens financiers. Il joua un rôle politique. Il s'agissait de faire accepter à la classe ouvrière, dans son ensemble, de faire les frais de la restructuration économique, avec son cortège de licenciements, de chômage chronique dans telle ou telle région « restructurée », avec aussi l'augmentation des cadences de travail et l'aggravation de l'exploitation pour ceux qui restaient à la production. Et, dans ce domaine aussi, l'Etat gaulliste, tel qu'il était sorti de la crise de 1958, s'est révélé un instrument efficace, prenant lui-même l'initiative des licenciements — par exemple à la régie Renault — ou de la restructuration — par exemple dans les Houillères —, tenant bon, policiers et CRS à

l'appui, contre les travailleurs en grève. Il créait ainsi un climat général où les grands trusts pouvaient licencier et « restructurer » tant qu'ils le voulaient, aux frais des travailleurs.

Aujourd'hui, à la faveur de la crise, le même processus se poursuit de plus belle. On assiste encore à quelques fusions spectaculaires — comme la fusion Citroën-Peugeot en 1976 —, mais la plupart des grands groupes se sont formés pendant la période précédente, et ont maintenant achevé leur concentration. Par contre, le processus de « restructuration » interne des différents groupes est loin d'être achevé. Et la crise économique qui persiste depuis 1974 est une occasion favorable pour procéder à ce type d'opérations. La crise est l'occasion, pour les grands groupes industriels, de fermer les usines les moins rentables dont ils ont pris le contrôle durant la période précédente, ou bien de racheter les usines de concurrents frappés par la crise, pour, à leur tour, les « restructurer » ou... les fermer. L'ensemble de l'opération, les patrons lui ont trouvé un nom : « dégraissage » !

A la faveur de la crise économique, à la faveur des conditions politiques générales créées par l'Etat — le climat d'offensive anti-ouvrière créé par les Barre et les Chirac —, le grand capital poursuit ainsi son opération de concentration, aux frais de la classe ouvrière... et aux frais des contribuables en général, lorsque l'Etat comme c'est le cas pour la sidérurgie, finance de ses deniers les opérations de concentration, sous prétexte... de lutte contre le chômage !

L'ECONOMIE MONOPOLISEE

Dans la plupart des secteurs industriels, les monopoles règnent aujourd'hui en maîtres. C'est-à-dire que la production de ces secteurs est contrôlée, dans sa quasi-totalité, par un ou quelques grands groupes. Ceux-ci ont ainsi un pouvoir absolu sur leur secteur économique. En voici quelques exemples :

— SIDERURGIE :

Sacilor, Usinor et Creusot-Loire contrôlent 80 % de la production d'acier.

— CHIMIE :

Rhône-Poulenc et les produits chimiques Ugine-Kuhlmann, contrôlent ce secteur à 75 %. Les 25 % restants correspondent en grande partie aux industries des engrais, dominées par le secteur public et dont les produits n'entrent pas en concurrence avec ceux de Rhône-Poulenc et PUK.

— METAUX NON FERREUX :

Pechiney - Ugine - Kuhlmann contrôle 100 % de la production d'alumine, d'aluminium, de magnésium ; 70 % des aciers électriques ; 70 % de la production de cuivre, à travers sa filiale Tréfinmétaux.

— AUTOMOBILE :

Peugeot-Citroën, Renault et Simca-Chrysler contrôlent 99,8 % de la production.

— PNEUMATIQUES :

Le trust Michelin-Kléber-Colombes contrôle 76 % de la production française, le reste étant le fait des filiales françaises de grands trusts étrangers (Dunlop, Uniroyal, Goodyear).

— MATERIEL ELECTRIQUE :

La CGE, Thomson-Brandt et IBM France contrôlent 80 % des marchés.

Le rythme des concentrations en France

1950-1958

522 opérations de concentration. Valeur des patrimoines transférés : 1,3 milliard de francs.

1959-1965

1164 opérations de concentration. Valeur des patrimoines transférés : 7,2 milliards de francs.

1966-1972

1430 opérations de concentration. Valeur des patrimoines transférés : 41,3 milliards de francs (dont 31,7 milliards de 1968 à 1971).

(chiffres cités par A. Le Pors - Les transferts Etat-industrie en France et dans les pays occidentaux).

AU POUVOIR POLITIQUE

LES LOIS ANTI-TRUSTS :

De la démagogie à usage électoral

Les Etats-Unis réussissent à la fois à avoir les plus grands trusts et la législation anti-trust la plus élaborée. Rien que cela en dit long sur l'efficacité de ces lois.

La première loi y fut votée en 1890. En 1911, le trust Standard Oil (Esso) appartenant à Rockefeller fut obligé de se dissoudre : il se reconstitua immédiatement en trente-trois sociétés indépendantes.

Les autres dispositions anti-monopoles n'ont pas eu davantage de résultats, les grandes sociétés utilisant soit des artifices juridiques, comme l'a fait la Standard Oil, soit des « lacunes » des lois en question, en retard sur le développement économique : les concentrations verticales ou horizontales sont interdites, pas les cong'omérats (ou concentrations hétéroclites de toutes sortes de productions), qui se sont développés récemment.

Les lois anti-trusts ne sont donc pas efficaces, mais elles ne sont pas faites pour l'être. Le gouvernement, tout entier au service des trusts, se garderait bien de s'opposer à eux. Et si par hasard il intervient, c'est... pour défendre les intérêts de groupes plus importants que d'autres !

Tout le reste de « l'action » anti-trust n'est que poudre aux yeux et démagogie, le plus souvent en-

vers les classes moyennes.

En France, la situation est plus simple encore : la législation anti-trust est totalement inexistante.

En juin 1976, il est vrai, un projet de J.-P. Fourcade, alors ministre de l'Economie et des Finances, a été salué par une partie de la presse comme un pas en avant vers le contrôle des trusts. Ce projet prévoit qu'une fusion pourrait être interdite si la concentration concernait 40 % du marché, en cas de concentration horizontale, ou 25 % du marché, en cas de concentration verticale, et que des sanctions administratives (amendes allant jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires) ou pénales (maximum 4 mois de prison et 400.000 F d'amende) pourraient être prises.

Un tel projet n'est même pas comparable aux lois américaines. Peut-être élaboré par démagogie envers les chefs de petites et moyennes entreprises éprouvées par la crise, il ne vise à aucune efficacité. Et l'on peut parler que son rôle sera aussi important que celui de la Commission de contrôle des ententes qui, en vingt ans (de 1955 à 1974), a contrôlé cent une entreprises, dont huit seulement ont vu leur dossier transmis au parquet ! Aux autres, le ministre des Finances a donné son absolution ou des conseils...

LE CNPF

Agence officielle des grands groupes industriels

Défendre une politique protectionniste contre la concurrence étrangère, réglementer la production et les prix d'une branche industrielle donnée, se regrouper face aux exigences des travailleurs organisés : voilà autant de raisons qui ont poussé les patrons à s'organiser dès le milieu du XIX^e siècle.

Mais il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour voir apparaître une organisation patronale qui prétende représenter toutes les branches industrielles : la CGPF (Confédération générale de la production française, puis du patronat français). Suscitée par l'Etat, qui voulait un interlocuteur valable et un « pendant » à la CGT, son but était d'harmoniser le développement des différentes productions, d'unifier le patronat, et elle s'appuyait essentiellement sur les grandes unions industrielles comme l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) ou le Comité des Houillères.

Le CNPF (Conseil national du patronat français), qui lui a succédé, lui ressemble beaucoup. Né en juin 1946, il doit sa création à des industriels comme Pierre Ricard ou Henry Davezac, patrons influents dans la politique économique pendant la guerre, puisque le premier dirigeait le Comité d'organisation de la fonderie et le second celui de la construction électrique, des organismes officiels du patronat français.

Le CNPF regroupe non pas directement des chefs d'entreprises, mais des organisations professionnelles, ou interprofessionnelles par régions. Depuis trente ans, il s'est imposé comme le porte-parole de tout le patronat et François Ceyrac, son

président affirmait lors d'une interview à RTL en 1969 que, lorsqu'il discutait avec les syndicats, c'était pour l'ensemble des patrons. Mais il ajoutait qu'avant de discuter, il fallait avoir convaincu les gens au nom desquels on parle et que cette préparation était « extraordinairement longue et délicate »...

Un signe comme un autre que la politique du CNPF ne fait pas l'unanimité chez les patrons. Mais c'est tout simplement parce que, comme la CGPF, le CNPF représente avant tout les intérêts des grands trusts, et suscite la grogne des patrons des petites et moyennes entreprises. Les postes de direction au CNPF ne sont pas pour rien entre les mains de gens comme François Ceyrac (administrateur de de Wendel et de Peugeot), de Jacques Ferry (patron de Fos) ou d'Ambroise Roux (P-DG du très puissant trust CGE).

Au fond, le rôle essentiel du CNPF n'est pas tant de faire valoir les « revendications » du grand patronat, auprès des pouvoirs publics, par exemple. Celui-ci a d'autres moyens de se faire entendre. En fait, le CNPF et les groupements professionnels qu'il coiffe ont un rôle politique : en se présentant comme une organisation de tous les patrons, le CNPF donne le moyen aux grands patrons qui le dirigent d'apparaître comme des « interlocuteurs » représentant toute la profession, et finalement d'imposer leur propre politique à l'ensemble du patronat. Le grand patronat ne se contente pas, en somme, d'être le grand patronat. Il veut encore que le CNPF et les syndicats professionnels lui confèrent une légitimité de représentant de tous les patrons.

LA DICTATURE OUVERTE DU GRAND CAPITAL

C'est peu de dire que l'Etat est au service du grand capital et des monopoles. C'est, en fait, pratiquement d'une fusion de l'Etat et des grands monopoles qu'il faudrait parler aujourd'hui. Les hommes du grand capital, les grands financiers passent avec aisance de la direction des trusts et des compagnies financières à celle de l'Etat, et vice-versa. Par de multiples canaux, l'argent de l'Etat — celui qu'il collecte par les impôts, celui que les grandes banques nationalisées prélèvent auprès du public, celui que l'épargne met à sa disposition — devient des moyens de financement contrôlés par des groupes privés, publics, semi-publics et semi-privés, au point que la différence entre l'argent de l'Etat et celui des trusts devient souvent bien ténue et que ces derniers s'habituent à considérer l'argent de l'Etat comme le leur propre.

Cette fusion de l'Etat et du grand capital ne se situe pas seulement sur le plan de l'argent et des hommes. Elle correspond à une évolution politique, dont la V^e République, en France, a été la manifestation la plus visible. Cette évolution, c'est le déclin du rôle du parlementarisme bourgeois, la dictature pratiquement directe du très grand capital.

A la « belle époque » de la démocratie bourgeoise, aux débuts de la III^e République française en particulier, le Parlement jouait effectivement un rôle et les représentants de la bourgeoisie y débattaient effectivement de leurs affaires communes, pour tenter de prendre des décisions au mieux des intérêts de tous. Mais, en même temps que le grand capital s'est concentré entre un nombre de mains de plus en plus réduit, le rôle effectif du Parlement bourgeois s'est réduit. Les dirigeants les plus clairvoyants de la bourgeoisie française, De Gaulle en premier lieu, à la faveur de la crise de



Pompidou : directement de la Banque Rothschild à l'Hôtel Matignon et à la présidence de la République. (AFP)

1958, ont cherché à réduire le rôle institutionnel du Parlement. Cela répondait aux problèmes politiques immédiats posés par la crise de la IV^e République. Mais cela correspondait aussi à des souhaits exprimés de longue date par les sommets de la bourgeoisie : rendre les gouvernements moins dépendants du Parlement et, à travers celui-ci, des fluctuations de l'opinion publique ; diminuer le contrôle exercé sur le gouvernement par les hommes politiques, même bourgeois, siégeant au Parlement.

C'est ainsi que le régime instauré en 1958 a vu se réaliser pleinement une tendance qui se manifestait déjà dans la IV^e et même la III^e République : la tendance à un gouvernement « en prise directe » du pays par les hommes du grand capital. Le petit nombre des grands groupes financiers et industriels dominants rend désormais possible de se passer d'intermédiaires :

les hommes du grand capital vont du siège des grandes sociétés à celui du gouvernement. Les affaires communes se discutent directement entre ministres et grands patrons. Ceux-ci conçoivent l'Etat comme leur pure et simple propriété, qu'il faut diriger au mieux de leurs intérêts communs, tout comme ils dirigent une société holding au mieux des intérêts de l'ensemble des sociétés qu'elle regroupe. Pour les hommes des grands monopoles, l'Etat n'est somme toute que leur super-monopole à tous.

La concentration et la centralisation du capital se sont ainsi accompagnées d'une évolution parallèle de l'Etat et de ses formes politiques, vers des formes plus centralisées et plus autoritaires. Il est vrai que cette situation, on en a l'exemple en ce moment, n'a pas pour autant supprimé les problèmes politiques que rencontrent les gouvernants pour gouverner...

Quand le personnel dirigeant des trusts est aussi celui de l'Etat

On peut dire qu'un va et vient continu s'effectue entre les cadres de la haute administration publique et la direction des grands trusts. La revue *Entreprise* estimait en 1965 que 45 % des inspecteurs des finances « pantoûflaient », dans le secteur privé, notamment dans le secteur bancaire. Mais cette pénétration de l'appareil d'Etat se fait aussi à travers celle d'hommes liés personnellement à tel ou tel groupe financier dans les hautes sphères politiques et les grands Corps de l'Etat. L'exemple de Giscard qui, avant de devenir président de la République, est resté près d'une dizaine d'années au ministère des Finances sous De Gaulle, est sur ce plan significatif. Il est lié par sa femme au groupe des célèbres maîtres

de forges du Creusot, les Schneider. Par son grand-père maternel, J. Bardoux, il est lié à la banque d'Indochine. Celui-ci dirigeait de nombreuses entreprises minières liées à cette banque ainsi que son père, Edmond Giscard d'Estaing, qui préside ou administre actuellement un grand nombre de sociétés appartenant aussi à la banque d'Indochine. Quant à son frère, Olivier, il est administrateur d'IBM France, de Trallor, de Sodico Mac Cann Ericsson et président-directeur général de Gibbs Hill France. Par son cousin germain, Philippe, administrateur de Sescosem et de Thomson Varian, filiales de la Thomson CSF et de la Thomson-Houston-Hotchkiss-Brandt, il est encore lié à ce trust.

Sans revenir sur l'exemple de Georges Pompidou qui passa, via l'Hôtel Matignon, de la présidence de la banque Rothschild à la présidence de la République, on pourrait encore prendre l'exemple du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, Pierre Christian Taittinger : il appartient à la famille classée au 4^e rang des producteurs de champagne et détenant un des premiers groupes hôteliers français, avec l'hôtel Le Louvre, le Lutétia, le Terminus Saint-Lazare, le Crillon et le Palais d'Orsay lequel participe au contrôle du groupe Worms.

On le voit, la fusion de l'Etat et des trusts n'est pas une simple image. C'est une réalité, en chair et en os.

dossier

le capitalisme
aujourd'hui

Les trusts, la gauche et les nationalisations

Contre les grands monopoles, réforme ou révolution ?

Entre la politique révolutionnaire et la politique de nationalisation de quelques grands monopoles, proposée par les partis de gauche, il y a un fossé. Le fossé entre ceux qui veulent réellement briser la puissance sociale, politique, économique, de la bourgeoisie, et ceux qui veulent la préserver.

A la nationalisation négociée avec les trusts, que proposent les réformistes, les révolutionnaires opposent l'expropriation sans indemnité ni rachat, par la classe ouvrière, des grands monopoles capitalistes. C'est la seule façon de préparer le socialisme, c'est-à-dire la prise en main de l'ensemble de l'économie par les travailleurs, sa mise au service des besoins de toute la population.

Le capitalisme des grands monopoles, la concentration extrême du grand capital et des entreprises ont créé un appareil productif moderne, efficace, rationnel. En rassemblant sous un commandement unique d'immenses empires industriels, autrefois éparpillés en une multitude de petites et moyennes entreprises, ils ont effectivement rationalisé l'appareil de production, ils ont fait de la production de telle ou telle matière première, de telle marchandise, une production organisée à l'échelle de la société. Il ne s'agit pas, de ce point de vue, de retourner en arrière. Les grands monopoles témoignent ainsi, par leur évolution même, de la nécessité d'organiser la production à l'échelle de la société, et même à l'échelle mondiale. Mais

ils témoignent aussi de la nécessité d'arracher le contrôle de l'économie des mains du grand capital.

En posant le problème de la propriété privée de la grande industrie, les révolutionnaires ne posent pas seulement la question de la prise de contrôle de l'Etat sur l'ensemble de ces empires industriels. Ils affirment que l'économie ne doit pas être organisée en fonction du profit, mais en fonction des besoins de la population. Et, à l'époque de la fusion du grand capital avec l'Etat, cela n'est pas possible sans que les travailleurs, précisément, s'emparent du pouvoir politique. Briser la puissance des monopoles, c'est aussi briser l'appareil d'Etat qui les soutient et les renforce.

Il n'y a qu'en s'emparant du pouvoir politique que les travailleurs pourront briser la puissance sociale de la bourgeoisie, contrôler l'économie dans son ensemble, faire fonctionner les trusts non plus en fonction du profit, mais en fonction des besoins de l'ensemble de la population.

L'énorme développement productif auquel le système capitaliste a donné lieu témoigne de possibilités immenses : celles que donnerait à l'humanité le pouvoir des travailleurs, appuyé sur la planification et la socialisation d'une économie enfin débarrassée de ses maîtres capitalistes et de la logique du profit, et organisée pour la seule satisfaction des besoins humains.

Dans leur Programme commun de gouvernement, le Parti Communiste et le Parti Socialiste définissent leur attitude à l'égard des grands monopoles. Ils dressent une liste de neuf grands groupes industriels, qu'ils se proposent, outre le secteur bancaire dans son ensemble, de nationaliser : Dassault, Rhône-Poulenc, ITT France, Thomson-Brandt-CSF, Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), Saint-Gobain, la CGE, Roussel-Uclaf. Les dirigeants du PCF présentent ces mesures comme des coups décisifs qui seraient portés à la puissance des grands monopoles. Une fois cette puissance anéantie par la mise sous le contrôle de l'Etat, les conditions seraient réunies pour une « nouvelle démocratie », « ouvrant la voie au socialisme ».

Pour juger de cette politique, ce n'est pas tant les explications que le PCF livre, à l'usage de ses militants, qu'il faut examiner. C'est en fait devant le patronat lui-même que les dirigeants de la gauche, en particulier les dirigeants du PS, livrent le mieux le fond de leur pensée.

Le fameux colloque de l'Expansion, en octobre 1976, a été de ce point de vue l'occasion d'explications très franches et instructives, entre les dirigeants du Parti Socialiste et un parterre de représentants du grand patronat, dans lequel on trouvait Jacques de Fouchier, P-DG de Paribas, Philippe Thomas, P-DG de PUK, et d'autres du même accabit.

C'est là qu'on vit Mitterrand livrer sa philosophie de la nationalisation, en s'adressant en ces termes à Philippe Thomas : « Pour moi, vous ne seriez pas victime d'une nationalisation... A mes yeux, c'est plutôt une promotion. A la tête d'un groupe nationalisé, vous vous sentiriez, M. Thomas, encore plus qu'aujourd'hui au service de la communauté nationale ».

Ailleurs, on vit Mitterrand assurer les patrons que « il n'y aura pas d'amputation du capital détenu par quelque Français que ce soit » et que les actions des secteurs nationalisés seront remboursées à leur juste valeur à leurs possesseurs, et proclamer la nécessité de maintenir coûte que coûte l'économie de marché en France. Les limites de l'in-

tervention de l'Etat, selon Mitterrand, se définissent ainsi : « Le gouvernement doit se préoccuper des rentes de situation, des positions spéculatives, du degré de fortune ou de concentration du capital, des ententes et des cartels, et enfin des investissements qui sont souvent des investissements inutiles. Voilà les limites ». « Je ne pense pas que cela puisse vous scandaliser » répétait-il à l'adresse des grands patrons qui l'écoutaient.

Car au fond, que changerait donc la mise sous contrôle de l'Etat d'un grand trust comme Pechiney, ou d'un empire financier comme Paribas ? Pas grand-chose. La nationalisation d'un holding financier ne signifie pas la nationalisation de tous les capitaux, de toutes les entreprises qu'il contrôle. Il signifie seulement que le holding se trouve placé sous le contrôle de l'Etat, et éventuellement doté de moyens financiers en conséquence. Comme le dit si ouvertement Mitterrand à un Philippe Thomas, la nationalisation signifierait simplement qu'il se trouverait maintenant doté de toute l'autorité d'un grand commis de l'Etat, à la tête d'un trust nationalisé. Mais ce trust nationalisé pourrait continuer à mener sa politique de prises de participation, de concentration, de regroupement, en association avec des capitaux privés ou publics et en garantissant le profit des premiers, et en particulier — pourquoi pas ? — le profit des capitaux personnels d'un Philippe Thomas. L'action du trust nationalisé serait simplement plus rationnelle, plus cohérente, plus en harmonie avec les intérêts généraux du grand patronat, que celle du trust privé.

Sur ce plan, les P-DG auxquels Mitterrand s'adressait pouvaient être rassurés par l'expérience. Car les nationalisations que promet le Programme commun ne sont pas les premières en France. Et le secteur nationalisé a montré clairement qu'il peut être, dans la société capitaliste un complément utile du secteur privé. Il leur offre des services à bon prix, s'agissant de EDF ou de la SNCF, ou carrément des moyens de financement, s'agissant des banques nationalisées.

La nationalisation, telle que la proposent les dirigeants de la gauche, ne supprime pas les grands monopoles, ni le capital privé. Elle

ne fait, d'un certain point de vue, que leur donner de plus grands moyens, les moyens de l'Etat, pour aider puissamment le capital privé à faire des profits. Quant aux secteurs nationalisés eux-mêmes, ils continuent à se comporter en entreprises capitalistes. La seule objection réelle qu'opposent les patrons aux nationalisations, c'est celle du respect d'un certain équilibre entre secteur public et secteur privé. Les dirigeants de la gauche tentent de démontrer qu'une petite dose de nationalisation supplémentaire ne peut que faire du bien au système économique dans son ensemble. Les patrons, eux, pensent que les nationalisations ont du bon, mais que point trop n'en faut. Il y a là amplement de quoi trouver un terrain d'accord. Et l'ampleur des nationalisations, au cas où la gauche viendrait au pouvoir, pourra avec les dirigeants du patronat. Cette ampleur dépendra de la gravité de la situation économique, et des grands groupes à qui la nationalisation serait un moyen de redonner du souffle. Elle dépendra, aussi, de la situation politique.

Car dans les nationalisations proposées par la gauche, il y a un aspect plus politique. Pour Michel Rocard, économiste du PS, s'adressant aux patrons : « Vous devez être conscients que l'image collective du monde patronal dans la classe ouvrière (et même dans l'ensemble du pays) n'est pas bonne ». La richesse et la puissance de quelques trusts choquent l'opinion. Laisser croire que cette richesse et cette puissance seront désormais confiées à la collectivité peut être de bonne démagogie. C'est ainsi que les nationalisations peuvent joindre, aux avantages économiques — ou aux inconvénients mineurs — qu'elles comportent pour le patronat, des avantages politiques. Les dirigeants de la gauche disent en somme aux patrons : « Pour vivre heureux, vivez donc un peu plus cachés, et laissez-nous susciter quelques illusions chez les ouvriers qui n'en travailleront qu'avec plus de cœur »...

On le voit, des promesses du PCF sur ces nationalisations, qui devraient « briser l'emprise des grands monopoles », à la réalité, il y a loin. C'est de tout le contraire qu'il s'agit : d'un soutien de l'Etat... à l'emprise des monopoles !



L'usine Chausson occupée en 1975.

INDE :

LES ÉLECTIONS : LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE

Avec un an de retard sur la date normale, les élections, reportées l'an dernier en raison de l'état d'urgence proclamé depuis juin 1975, se déroulent cette semaine en Inde.

Ce sont les plus difficiles, dit-on, qu'a jamais dû affronter Indira Gandhi. La quasi-totalité des partis, y compris celui des riches propriétaires fonciers, font campagne contre l'état d'urgence et pour le rétablissement des libertés démocratiques. Le parti gouvernemental du Congrès n'a jamais eu autant de détracteurs. Il est vrai que son bilan est accablant. Il est au pouvoir depuis trente ans et il s'est montré incapable de résoudre le problème essentiel du pays, celui du sous-développement. Actuellement en-

core, 40 % de la population active dans les campagnes est dépourvue de terre et une bonne partie de la paysannerie connaît encore des conditions d'exploitation proches de la féodalité. La crise mondiale a encore aggravé les choses en Inde. La pénurie de l'énergie, gênant l'irrigation, s'est fait durement sentir dans les campagnes. Pour éviter la famine, le gouvernement a essayé en 1973 de nationaliser le commerce du blé. Mais il a dû précipitamment faire machine arrière devant la coalition des intérêts privés s'opposant à toute réforme. Dans les villes, la situation n'est pas moins critique et il y a soixante-dix millions de chômeurs actuellement.

Impuissant à nourrir la popula-

tion, le gouvernement a entrepris de réduire le nombre des bouches à nourrir.

Depuis 1975 il a mis en branle une vaste campagne de stérilisation. L'état d'exception l'a aidé à vaincre les réticences de la population. Tous les moyens ont été employés, depuis l'aumône (des femmes dans le plus grand dénuement reçoivent un sari et quinze roupies en échange de leur consentement à l'opération), en passant par les promesses démagogiques (on avait fait miroiter aux Intouchables que de petites parcelles de terre leur seraient attribuées), jusqu'aux moyens de pression plus directs : l'eau et l'électricité étaient coupées dans les villages où les « volontaires » n'étaient pas assez

nombreux. Enfin, dans certains cas, la police a ouvert le feu sur les rebelles.

Mais aujourd'hui, la campagne menée par les différents partis d'opposition pour la levée de l'état d'exception, le rétablissement des libertés démocratiques, n'est qu'un leurre pour les masses indiennes. Pour elles, ces libertés n'ont jamais existé. Les cheminots en grève en mai 1974 en savent quelque chose : 50.000 d'entre eux furent alors arrêtés et gardés en prison plusieurs semaines, 10.000 licenciés et 30.000 expulsés de leurs logements avec leurs familles, bien avant la promulgation de l'état d'exception. Et ces libertés, ont-elles jamais existé pour les sept millions de

serfs indiens qui ignorent, comme le rappelait le Times of India (cité par Le Monde du 9 mars), que le gouvernement les a « libérés » à deux reprises — la dernière en 1975 — du servage, système qui se perpétue à travers l'usure ?

Tel est le vrai visage du régime indien, que l'on a présenté comme « la plus grande démocratie du monde », un modèle pour les pays sous-développés, avec son Parlement, son libre jeu des partis. En fait, cette démocratie n'a jamais existé que pour les possédants et elle n'est possible que quand le désespoir et la misère des masses ne se font pas trop menaçants.

Solange DUPUY.

ALLEMAGNE :

Centrale nucléaire illégale

Le tribunal administratif de Fribourg-en-Brigau vient d'interdire la construction d'une centrale nucléaire à Whyll, petite localité viticole du sud-ouest de l'Allemagne, à quelques kilomètres de la frontière franco-allemande et de la ville alsacienne de Markolsheim. Cela à la suite d'une plainte déposée par les Comités d'action antinucléaire qui menaient la lutte depuis deux ans et demi.

Qu'un tribunal administratif régional ait réussi à prendre une telle décision en Allemagne, à l'encontre des projets gouvernementaux, s'explique aussi sans doute en partie par le fait que la région de Fribourg est agricole et touristique et que les notabilités locales aient des intérêts aussi solides que leurs arguments pour contester les décisions du pouvoir central allemand en la matière. De la même façon, au XIX^e siècle, les notabilités des villes françaises comme Tours ou Orléans réussirent à faire empêcher la construction de gare de chemin de fer dans leurs villes respectives...

Il n'en reste pas moins que les

raisons qu'a avancées le tribunal de Fribourg gardent toute leur valeur. Les juges estiment en effet que, si les constructeurs « respectent les dispositions », comme ils disent, ces dispositions de sécurité suivent des critères dépassés par les connaissances scientifiques et techniques actuelles et que la construction d'une telle centrale peut faire courir dans les conditions actuelles des risques à la population locale, sans compter qu'un éventuel accident, même si sa probabilité est très restreinte, pourrait avoir comme conséquence une « catastrophe nationale ».

Si le jugement de Fribourg était confirmé en appel, il pourrait bien faire jurisprudence en Allemagne. Mais pourquoi, alors, ce qui serait reconnu officiellement comme dangereux au-delà du Rhin ne le serait-il pas en-deçà, comme à Fessenheim ou Markolsheim par exemple, où le gouvernement, français cette fois, a décidé lui aussi de l'implantation de centrales nucléaires contre l'avis de la population ?

J.J.F.



Manifestation antinucléaire à Gorleben en Allemagne de l'Ouest.

(UPI)

GRANDE-BRETAGNE :

La grève à British Leyland ou les malheurs de la gauche au pouvoir

Depuis maintenant plus de trois semaines, les 3.000 outilleurs en grève de la firme automobile British Leyland tiennent tête au patronat, au gouvernement et aux syndicats. Ce mouvement remet en cause la politique d'austérité menée conjointement par les syndicats et le gouvernement travailliste de M. Callaghan. Ce dernier a dans un premier temps menacé de couper les subventions à Leyland si la grève continuait. Les dirigeants du syndicat AUEW de la métallurgie, venant à la rescousse du gouvernement, ont brandi la menace de sanctions disciplinaires. Franchissant un pas de plus dans l'escalade, le gouvernement vient d'envoyer un

ultimatum aux travailleurs de Leyland : si lundi 21 mars ils ne se présentent pas au travail, ils seront considérés comme démissionnaires. Les syndicats se sont immédiatement joints à cet ultimatum. Callaghan a tenu à rendre hommage à cette initiative « sans précédent », comme il le dit lui-même !

Certes, le mouvement reflète des aspirations bien corporatistes, puisque les outilleurs revendiquent, outre la parité des salaires entre tous les outilleurs, le maintien de l'écart de salaires entre eux et les ouvriers moins qualifiés, mot d'ordre peu susceptible de leur gagner la sympathie des autres travailleurs lock-outés

par la British Leyland.

Ils dénoncent par ailleurs le « contrat social » conclu entre syndicats et gouvernement et exigent pour eux, dans l'immédiat, des négociations libres et séparées.

Mais ils contestent aussi la politique de blocage des salaires dans le cadre du « contrat social » qui limite les augmentations à 5 %, alors que le taux d'inflation officiel est de 15 % pour 1976.

Ils remettent en cause l'engagement des syndicats à négocier avec le gouvernement uniquement au moment et dans le cadre choisis par ce dernier.

Si les travailleurs de la British

Leyland ne cèdent pas aux menaces gouvernementales et syndicales, ils pourraient fort bien mettre le gouvernement travailliste dans une situation plus que critique. Tout d'abord parce que cette grève, qui touche un secteur clé et traditionnellement combatif de l'industrie britannique, pourrait redonner un élan aux luttes des travailleurs de l'ensemble du pays (l'année 1976 a connu le plus faible nombre de jours de grève depuis la dernière guerre). Ensuite parce que la droite conservatrice, actuellement dans l'opposition, prend argument de cette grève pour dénoncer le désordre des entreprises nationalisées (Leyland a été na-

tionalisée en 1975 par les Travaillistes) et les carences de la politique contractuelle du gouvernement Callaghan.

Gérer la crise des capitalistes ne va pas sans mal pour M. Callaghan qui est, rappelons-le, à la tête d'un gouvernement de gauche bénéficiant du soutien direct des syndicats. Ceux qui espèrent des changements positifs de la venue de la gauche au pouvoir en France peuvent braquer leurs jumelles sur ce qui se passe outre-Manche : ils auront une préfiguration de ce qui attend les travailleurs s'ils s'en remettent à des ministres de gauche pour régler leur sort.

Hélène DURY.

DERNIERE MINUTE

Sous la menace conjuguée du gouvernement et des directions syndicales, les grévistes de British Leyland ont décidé de reprendre le travail.

Centrale nucléaire de Gravelines (Nord) : Les travailleurs ont gagné

Depuis le mercredi 9 mars, les 1.500 travailleurs de la SGE et de la SPABA, les principales entreprises qui construisent la centrale nucléaire de Gravelines dans le Nord, ont repris le travail. Ils ont gagné. Bien sûr, leurs quinze jours de grève ne leur ont pas permis de voir toutes les revendications qu'ils avaient posées satisfaites, mais ils ne rentrent pas sans rien, loin de là ! Ils ont obtenu des aug-

mentations des primes qui leur rapportent de 250 F à 300 francs de plus par mois.

Ils ont gagné face à un patronat qui voulait appliquer le plan Barre, qui proclamait qu'il ne céderait rien et qui a bien dû s'avouer vaincu. Ils ont gagné aussi contre les multiples tentatives de pression de la police, des patrons et de la justice. Enfin — et ce n'est pas de moindre importance — ils ont gagné con-

tre les racistes. Depuis le début de la grève de ces travailleurs, en grosse majorité des immigrés, la presse et la radio ont tenté de dresser contre eux les travailleurs français. Malgré cela, ceux de la SPABA et de la SGE ont tenu bon. Ils ont montré à tous que, plan Barre ou pas, il n'y a qu'un seul moyen de faire reculer les patrons : la lutte.

Correspondant LO.

PTT

Segard embauche des flics

Le secrétaire d'Etat aux PTT, Segard, vient d'annoncer la création d'une police des PTT, « l'Inspection nationale de la sécurité », chargée de lutter contre les vols commis par des postiers.

Cette décision fait suite à une campagne de presse qui s'est déroulée sur le thème des vols de courrier et de paquets. Ici, un membre du RPR accusait les postiers du 19^e arrondissement de Paris d'avoir subtilisé des lettres expédiées à ses amis en vue des municipales. Là, la plume alerte d'un journaliste présentait le centre de Paris-Brune comme une véritable caverne d'Ali Baba, regorgeant de monceaux de montres et de piles de transistors volés.

Certes, il y a quelques vols aux PTT. Mais il y a bien plus de paquets abîmés ou perdus du fait des conditions de travail et de manutention que d'objets dérobés. Et ce à un tel point d'ailleurs qu'au centre de Paris-Brune, pour une vingtaine de postiers triant des paquets, il y en a un occupé à essayer de refaire ceux qui ont été abîmés lors de l'acheminement ou du tri.

De tout cela, comme de la dégradation générale de ce service public que sont les PTT, Segard ne parle bien sûr pas. Et pourtant il y aurait beaucoup à

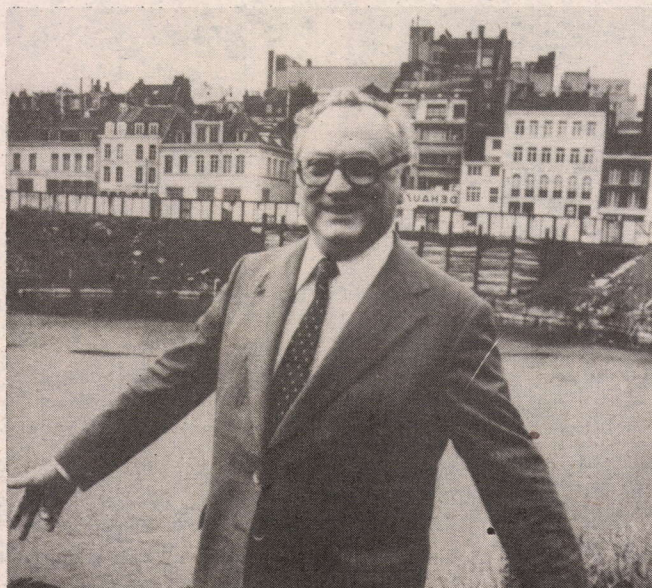
dire sur les retards de courrier, sur les queues aux guichets ou encore les délais d'attente du téléphone, qui dépassent fréquemment un an.

Il est plus facile pour l'administration de tenter de dresser les usagers contre les postiers, en agitant le problème des vols afin d'essayer de se dédouaner, que d'embaucher le personnel nécessaire au bon fonctionnement du service public. Et quand elle embauche, c'est pour se payer des

gens qui auront pour tâche de fouiner et de musarder derrière le dos des postiers qui travaillent.

Le ridicule n'a d'ailleurs jamais fait reculer l'administration. Il y a quelques années, au centre Paris-Brune, les inspecteurs principaux qui jouaient le rôle de limiers jetaient des bonbons dans les auges de tri, afin de pouvoir accuser ensuite les postiers de vol...

Correspondant LO.



Norbert Segard.

(AFP)

AUX PAPETERIES DE LA CHAPELLE DARBLEY - CORBEIL

Un ouvrier révolutionnaire victime de la loi du profit

Daniel Richard a pris sa faction samedi soir 12 mars à 9 heures, comme il le faisait depuis huit ans, comme son père et sa mère, aujourd'hui retraités, qui ont travaillé toute leur vie à la papeterie.

A 4 heures du matin, il est électrocuté sur un instrument de mesure défectueux.

Ceci a créé d'autant plus d'émotion à la papeterie que Daniel était connu pour dénoncer inlassablement le système capitaliste et ses conditions

de travail et de sécurité scandaleuses.

Tout le monde se raconte les anecdotes où il marquait son insolence vis-à-vis de l'encadrement, comment il déclencha un débrayage dans son secteur une nuit, et sortit la direction du lit à minuit.

Ancien délégué CGT, militant connu d'extrême-gauche, il avait avec enthousiasme donné son accord pour figurer sur la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ». Il était connu pour

sa combativité, pour avoir tenté d'endiguer la résignation des ouvriers devant les vagues de licenciements qui ont réduit le personnel de 1.100 en 1974 à 350 en avril, après les 250 nouveaux licenciements.

Il était représentatif de cette génération de militants ouvriers qui depuis 1968 ont constamment refusé toutes les compromissions, qui ont été de toutes les luttes.

Des militants et ouvriers.

COLAS

Licenciements : les travailleurs se répartissent le travail

Les conséquences du plan Barre se font sentir à la Société Routière Colas. Contrôlé par la Shell, le groupe Colas, spécialisé dans la construction des routes, emploie plus de 30.000 personnes aux quatre coins du monde, dont 17.000 en France, et accumule de substantiels profits, ce qui ne l'empêche pas de mettre en action son plan d'austérité.

Depuis quelques semaines, quatre cents licenciements ont été annoncés dans la région parisienne et à la Martinique, ce qui représente environ le tiers des effectifs de ces régions. En licenciant massivement, la direction espère à la fois faire pression sur le gouvernement pour obtenir une rallonge aux crédits d'équipement, mais aussi, en se débarrassant des militants les plus actifs, intimider les travailleurs pour leur faire accepter la suppression d'avantages récemment acquis par la lutte. Il s'agit en particulier de la prime de panier, du 13^e mois, du paiement des temps de transport, de déshabillage et de casse-croûte, soit quelque 400 F par mois.

Mais dans la région parisienne, comme à la Martinique, la direction affronte des travailleurs combattifs peu décidés à se laisser faire et qui ont été souvent à la tête de luttes dures ces dernières années. Le taux de syndicalisation, de l'ordre de 80 % (à la CGT) dans certains dépôts, témoigne de cette combativité.

C'est ainsi que les travailleurs ont tout de suite réagi à la première tentative de la direction,



qui a voulu imposer les licenciements dans les faits en immobilisant une partie du matériel (camions, engins) et en essayant de le faire partir en province. Les travailleurs des dépôts parisiens ont bloqué tout ce matériel. Cette occupation de fait est effective depuis le 7 mars dans 6 dépôts sur 9. La garde s'est organisée autour du matériel et, malgré les provocations ou intimidations par voie d'huissier, les travailleurs tiennent bon. A Trappes, par exemple, ils sont une trentaine à se relayer sur les 80 ouvriers que compte le dépôt. Le travail se fait par roulement et la surveillance est maintenue 24 heures sur 24. Il n'y a pas formellement de grève, car il reste l'espoir que l'inspection du travail refusera les licenciements demandés.

En fait, la bataille décisive n'est pas encore engagée, mais beaucoup sont prêts à faire grève et n'attendent que la consigne syndicale.

Depuis lors, on en est resté là.

Correspondant LO.

TRAILOR

(Lunéville) :

Amère reprise

Mercredi 16 mars, c'était la reprise après deux semaines de grève. Tout ce que le patron a daigné lâcher, c'est 7,7 % jusqu'au 1^{er} octobre. Là-dessus, il y a 1,7 % que Trailor nous devait déjà depuis 1974 pour compenser les pertes de salaire dues à des réductions d'horaire. Reste 6 % jusqu'au 1^{er} octobre. Par ailleurs, les camarades du Métallique auront des rappels de salaire, pour compenser le boni qu'ils n'avaient pas eu en février — c'est ce qui avait déclenché la grève — et ils auront un contrôle plus grand sur le calcul de leur prime de rendement.

Mais face à l'arrogance d'un patron qui ne voulait pas « discuter avec des grévistes », comme il avait dit au tout début, devant la menace permanente de l'intervention policière, nous avons répondu de la seule manière possible : par des piquets pour bloquer les portes et puis, lundi après-midi, par l'occupation. C'est cela qui avait finalement forcé le patron à « discuter avec les grévistes ». En ce moment Trailor a en effet plusieurs mois de commandes à satisfaire.

C'est pourtant le moment

qu'ont choisi les responsables de la CGT pour reculer, en invoquant la liberté du travail et la présence des flics. Ils ont cédé au chantage de la direction sur la continuation des négociations, en acceptant d'ouvrir la porte centrale de l'usine malgré l'opposition de près d'une centaine de travailleurs présents. Il ne s'est trouvé que des délégués pour débloquent la porte, aucun ouvrier n'ayant accepté de le faire. Dès lors le patron était en position de force et d'ailleurs les autres portes se sont ouvertes peu après, plus personne ne voyant maintenant l'intérêt de les bloquer.

Et mardi, il n'y a pas eu vraiment d'opposition quand les responsables syndicaux ont appelé à la reprise du travail, malgré un vote largement favorable à la continuation. Personne ne voyait plus très bien ce qui pouvait être fait une fois les portes débloquentes.

Beaucoup sont écœurés. Il nous reste à nous organiser pour éviter que de telles reculades soient possibles à l'avenir.

Correspondant LO.

GENERAL MOTORS

(Gennevilliers) :

Vendredi, ce n'était qu'un avertissement

Jeudi dernier, le 10 mars, cent d'entre nous ont débrayé pour protester contre les licenciements décidés par la direction à l'encontre de camarades en arrêt maladie. Le lendemain, nous étions trois cents à débrayer de nouveau, et une bonne partie d'entre nous — plus de cent ! — est montée à la direction après avoir manifesté dans les ateliers. Là, nous avons pu crier notre indignation devant le nez des directeurs.

Car enfin, la direction se croit tout permis ! Elle a licencié ces camarades parce qu'elle entend lutter contre l'absentéisme. Et elle sous-entend par là que ceux qui prennent d'arrêts-maladie sont des « tire-au-flanc »... Tire-au-flanc, la camarade des Alternateurs touchée à la colonne vertébrale et en accident du travail

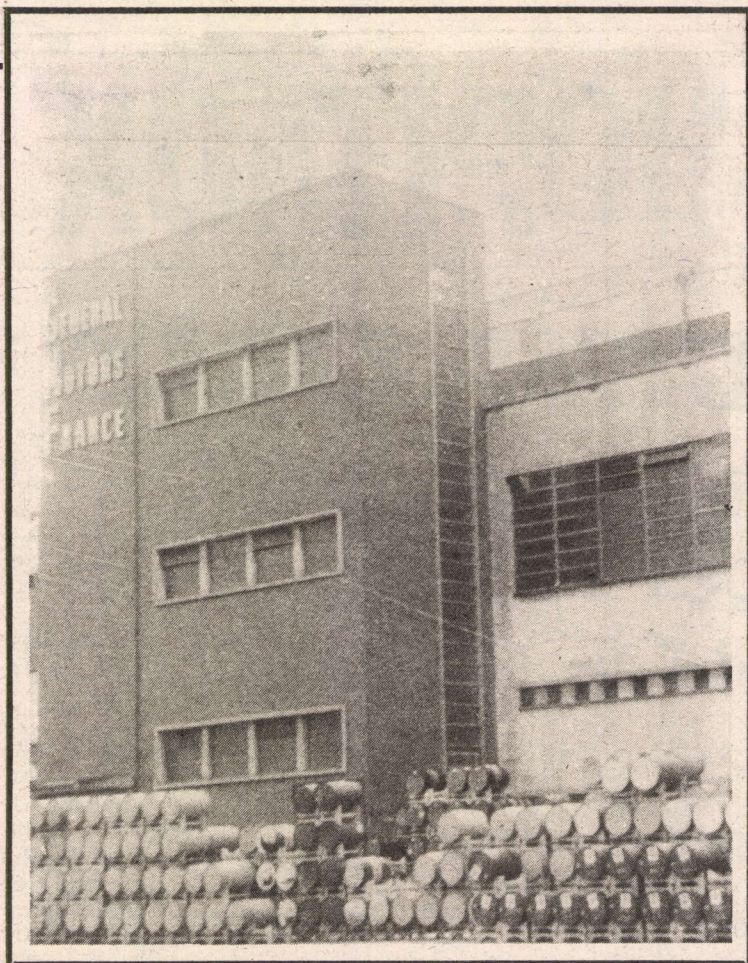
parce que renversée par un clark, dans cette GM dont le fouillis et la désorganisation sont connus de tous ? Tire-au-flanc, cette autre camarade renversée par une voiture place Voltaire à Asnières ? Tout le monde sait que non. Pourtant, la direction les a licenciées. Et ce ne sont que les cas les plus flagrants, car il en est certainement de même pour les autres. Il n'y a pas de « tire-au-flanc », sinon dans les bureaux directoriaux où ces gens qui n'ont jamais travaillé dans un atelier se permettent de juger de notre fatigue face aux conditions de travail qu'ils nous imposent !

Ce qui est arrivé à six d'entre nous est ignoble, écoeurant. Avec de pareilles pratiques, n'importe lequel d'entre nous qui tomberait malade risquerait d'être mis à la porte. Et le pire, c'est que c'est

légal ! Les patrons, depuis la convention honteusement signée l'an dernier par quelques syndicats — FO, CGC —, peuvent licencier les travailleurs en arrêt maladie depuis plus de quarante-cinq jours s'ils ont besoin de les remplacer à leur poste. Autant dire que c'est la porte ouverte à toutes les manœuvres de la direction...

Mais ce droit qu'a la direction, il dépend de nous qu'elle n'ose pas l'employer. Vendredi, les directeurs se sont enfermés dans leurs bureaux devant notre indignation. Ils avaient peur, ces beaux messieurs... Eh bien, s'ils envisageaient de recommencer, qu'ils sachent que ce qui s'est passé vendredi n'est qu'un avertissement.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - General Motors, Gennevilliers.



3 SUISSES - FLERS

(Lille)

La direction sanctionne, les travailleurs réagissent

Jeudi 10 mars, le chef de service de l'Expédition-Gare convoque dans son bureau deux ouvriers qu'il soupçonne d'avoir volé... trois boîtes de bonbons ! Et malgré les dénégations de ces ouvriers, l'un est sanctionné d'un avertissement et l'autre, intérimaire, apprend qu'il sera licencié à la fin du mois.

Scandalisés par ces sanctions prises sans aucune preuve et pour un motif futile, la quasi-totalité du service (20 personnes) débraya à 13 heures pour aller s'expliquer avec le chef. Et pendant une heure, il s'entendit dire ses quatre vérités par les ouvriers.

Et si, au début, il a commencé par traiter les deux camarades sanctionnés de « loulous » et de « petits rigolos », devant notre détermination et notre colère, il retira l'avertissement. Quant à l'intérimaire, il refusait de le reprendre, mais il pouvait être réembauché dans un autre service.

Mais nous décidâmes à l'unanimité de continuer le débrayage tout l'après-midi, histoire de marquer le coup et de montrer à la direction que nous n'étions pas disposés à supporter ses brimades, malgré l'avis d'un délégué CGT arrivé entre-temps, qui nous proposait de reprendre le travail.

Et pendant que nous discussions ensemble au bistrot du coin, les chefs suivaient à grosses gouttes aux ficelleuses et au chargement des camions, pour essayer de sortir la production, sous l'œil ironique des ouvrières du service voisin.

Correspondant L.O.

BNP - BARBES

(Paris)

Atteinte au droit de grève

A la BNP Barbès, le Centre de Traitement de l'Informatique est en grève depuis le jeudi 10 mars et cela touche toutes les équipes travaillant en 3x8.

En effet si, il y a un an, la direction, dans le cadre de son plan informatique, parlait de restructuration, de décentralisation et promettait le maintien des avantages acquis, depuis, elle laisse traîner les choses, fait réunion sur réunion, remet en cause ce qu'elle a dit.

C'est cette incertitude quant à son avenir qui a conduit le personnel du centre de Paris, mais également de Lyon et de Bordeaux, tout comme le service informatique de Montreuil et de la

tour Playel, à se mettre en grève.

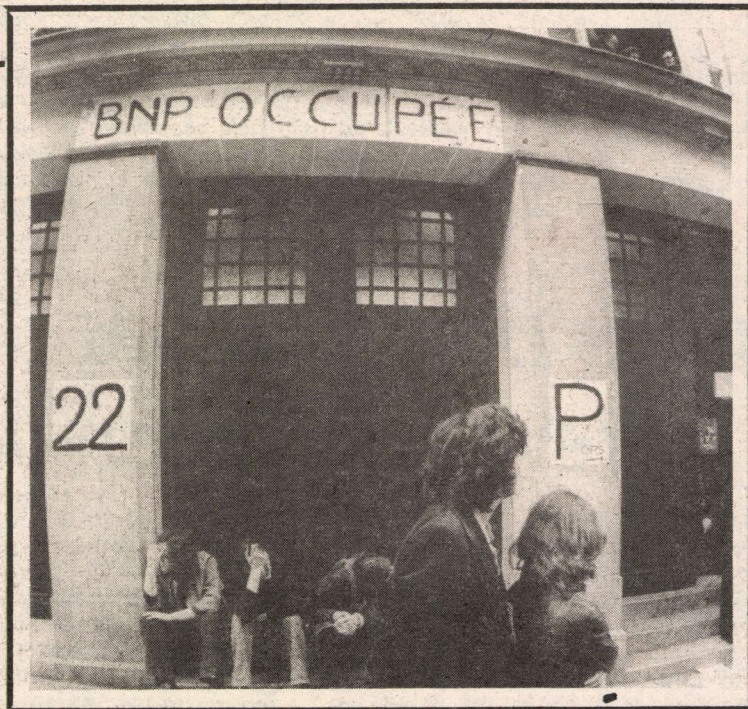
Lundi 14 mars, la direction riposte en décrétant le lock-out et des cadres s'enferment dans les locaux, essayant, sans grand succès, de faire fonctionner l'ordinateur. Mais, après avoir décidé d'occuper, les grévistes joignent le geste à la parole, dérangeant ainsi les sbires de la direction.

Cela n'a pas eu l'heur de plaire à cette dernière, qui envoya un huissier et sanctionna le lendemain, de façon scandaleuse, dix grévistes. C'est « en raison de l'extrême gravité des faits » qui leur sont reprochés, « vole de fait contre un supérieur, arrêt des machines entraînant l'arrêt de la production et rendant inutilisable

la production déjà faite », que la direction prononce deux révocations (radiation de la profession) et huit suspensions.

« L'extrême gravité des faits » qui leur sont reprochés, c'est de faire grève.

Aussi cet avertissement de la direction concerne tous les employés. Et le personnel de plusieurs autres services parlait de débrayer immédiatement pour riposter à cette atteinte au droit de grève et exiger la levée des sanctions. Mais les directions syndicales ne sont pas pressées : elles appellent seulement à un débrayage d'une demi-heure en fin de journée pour le mercredi 16 mars. Une affaire à suivre.



La BNP occupée en 1974. Faudra-t-il recommencer ?

JEUMONT-SCHNEIDER

(Lyon)

400 F pour tous

Le 10 mars, la direction répondait par la négative aux revendications des travailleurs des ateliers de montage des transformateurs. Ceux-ci demandent 400 francs pour tous et une augmentation de 3 % de la prime d'équipe.

Bien qu'on s'y soit attendu, la réponse du patron n'a fait qu'accroître notre colère. Il faut dire que depuis une semaine les arrêts de travail allant de une heure à une journée se sont multipliés pour appuyer nos revendications. Et ceci ne s'était pas vu depuis des années dans cette entreprise d'un millier de travailleurs. C'est dire combien nos revendications nous tiennent à cœur.

Aussi les bureaucrates qui dirigent la CGT se sont-ils considérés aux yeux de tous lorsqu'ils ont voulu manœuvrer pour changer nos revendications. Au lieu de 400 F pour tous, les dirigeants de la CGT préfèrent une augmentation en pourcentage, qui s'intègre mieux dans leur grille hiérarchique. De cela nous ne voulons pas et leurs basses manœuvres nous ont écoeurés. Par exemple, lors de certaines entrevues avec la direction, ils défendaient une augmentation en pourcentage au lieu de nos 400 F pour tous. Autre exemple : alors que nous voulions notre mouvement le plus large possible, la CGT racontait partout que seul le Montage était concerné. L'autre syndicat, FO, nous soutient

(car les élections de délégués du personnel approchent et il voudrait bien récupérer les voix perdues par la CGT) mais du bout des lèvres.

Avec ou sans les dirigeants syndicaux, nous entendons continuer le mouvement. Mais sous quelle forme ? Sommes-nous prêts à la grève totale ? Une minorité d'entre nous pense que ce serait la seule solution, mais beaucoup ont peur de perdre trop d'argent. Finalement, nous avons décidé de faire un arrêt de travail d'une heure tous les jours.

Néanmoins, tout le monde est bien conscient d'avoir montré à la direction et à sa maîtrise que l'on est bien décidé à ne pas se laisser faire.

Correspondant L.O.

CADOUX

(St-Pierre-des-Corps) :

80 à 100 travailleurs licenciés en avril

A la dernière réunion du comité d'établissement la direction des Ets Cadoux a annoncé l'application des mesures qui étaient envisagées suite à la réduction des commandes de réparation des voitures de la SNCF. Le 25 et 28 mars l'ensemble du personnel chômera. L'horaire hebdomadaire sera ainsi ramené à 32 heures, avec réduction de salaire en conséquence. De plus, 80 à 100 travailleurs seront licenciés dans la seconde quinzaine d'avril.

Les débrayages en fin de poste, les manifestations dans Tours et les démarches faites auprès des différents ministères concernés n'ont donc pas eu d'effet. La

direction va licencier. Le gouvernement et la SNCF à maintenir du travail pour tous dans les entreprises de réparation du matériel ferroviaire, il faudra une action coordonnée des travailleurs de ces entreprises avec les cheminots. Mais dès maintenant les travailleurs de chez Cadoux peuvent empêcher les licenciements, en partageant le travail entre tous et en imposant le paiement de tous les salaires.

HOPITAUX

CHR LILLE

Réorganisation des laboratoires sur le dos du personnel

Les laboratoires de la faculté de médecine de Lille, qui travaillaient pour le CHR depuis 1953, ont été intégrés au CHR au début du mois de février.

Lorsque les laborantines avaient appris cette décision en avril 1976 et s'inquiétaient de leur avenir, le directeur du CHR leur avait officiellement annoncé : « Tout le personnel sera maintenu à titre contractuel, en attendant son intégration au CHR par concours interne. »

Déjà le personnel considérait comme ridicule le passage d'un concours quelconque, alors qu'il avait été compétent jusqu'alors pour effectuer les analyses des malades du CHR, et sur-

tout pour accéder à des postes... qu'il occupait déjà.

Mais maintenant le personnel des labos a été embauché au CHR comme contractuel (contrats de 6 mois). Mais il n'y a même pas de concours prévu, donc aucune possibilité de devenir titulaire.

De plus, la centralisation des laboratoires et l'automatisme des techniques qui sont en train de se réaliser risquent de diminuer l'effectif.

Au CHR, comme dans toutes les administrations, l'Etat n'hésite pas à restructurer les services publics sur le dos du personnel.

Correspondant LO.

A L'ECOLE DE SAGES-FEMMES

Des punitions inadmissibles

A l'école de sages-femmes du CHR de Lille, il existe une curieuse façon de punir les élèves. En effet une monitrice a récemment exigé qu'une élève qu'elle voulait sanctionner fasse quatre heures supplémentaires, après une garde de douze heures la nuit.

L'élève a donc dû faire, malgré la protestation de ses camarades, seize heures consécutives de travail.

Il y a plusieurs mois, lors d'une visite

systématique, le médecin avait signalé à l'école les basses tensions des élèves ainsi que leur état de fatigue. Les monitrices avaient alors recommandé aux élèves de bien se nourrir et de moins sortir le soir. Mesure bien dérisoire, alors que les élèves effectuent en salle d'accouchement des horaires de 42 h 30 en moyenne par semaine, sans être payées et sans compter les quinze heures de cours.

Correspondant LO.



Le CHR de Lille.

ECOLE DES INFIRMIERES ET DES INFIRMIERS DE LILLE

Les élèves réclament un salaire pour leur travail

Jeudi 17 mars à 14 h 30, les élèves des écoles d'infirmières et d'infirmiers de Lille se rassembleront devant la DASS (Direction de l'Action Sanitaire et Sociale) pour présenter leurs revendications : ils réclament un salaire d'aide-soignant pour le travail à temps plein qu'ils effectuent pendant les vacances d'été.

En effet, ils travaillent toute l'année à mi-temps dans les hôpitaux, et effectuent un stage d'un mois à temps plein l'été

(de 36 à 40 heures par semaine) durant les congés payés du personnel. Ils exécutent un travail sans recevoir aucune rémunération. De plus cette situation n'est pas propice à la formation des élèves. En réalité, ils sont uniquement un personnel d'appoint et, en leur absence, les différents établissements hospitaliers devraient embaucher du personnel intérimaire qui, lui, serait payé selon le travail qu'il fournit.

CHU DE ROUEN

La grève au pavillon Dévé

Au CHU de Rouen, une grève a éclaté en Neurologie au pavillon Félix Dévé, à cause du manque d'effectifs.

En cinq jours le mouvement a gagné tout le pavillon. En assemblée générale, les agents ont décidé de ne plus faire le gros ménage et d'entreprendre une grève administrative. Les cartons de facturation étaient détruits et les consultations gratuites. Ils ont aussi décidé de faire connaître la grève par une permanence dans le hall, par des panneaux, par des tracts

à la population et au reste du personnel.

Au bout de neuf jours, l'administration a promis de créer prochainement 253 postes, dont 150 postes d'infirmières, qui devaient être créés au cours de l'année 1977. Il est difficile de savoir, pour l'instant, si cette promesse sera suivie d'effet. Mais néanmoins les agents étaient contents de se retrouver à 120 aux assemblées générales. Maintenant ils se connaissent mieux et les discussions vont bon train.

CE QU'EN DIT UNE AIDE-SOIGNANTE

« Pourquoi la grève a-t-elle démarré ?

— A cause de l'ouverture de huit lits sans embauche de personnel, alors que les agents étaient déjà largement débordés. Elles ne pouvaient pas faire le travail.

Il y a quinze malades par aide-soignante. Ce n'est pas possible de faire les toilettes en une matinée. En plus, il faut faire les déjeuners, les servir, les débarrasser, laver la vaisselle. Il faut que tout soit terminé pour 10 heures. Les ASH font le ménage : les W-C, les lavabos, tous les pavés,

une étendue de couloirs interminable. Elles ne sont pas en nombre.

— Comment c'est déroulée la grève en Neurologie ?

— Il y avait une réunion le matin, dans le service, de toutes les employées. Elles décidaient de ce qu'elles allaient faire en priorité. Elles établissaient un programme de travail qui ne contenait pas les tâches ménagères. Elles ne faisaient que le travail en rapport avec le malade. Dans les autres services, ça s'est passé de la même manière quand nous nous sommes mises en grève. »

RETRAITES COMPLEMENTAIRES :

Quand on fait attendre les retraités

A l'IRCOMMEC et à l'IRPSIMMEC, deux caisses de retraite complémentaire de la métallurgie faisant partie du Groupe Malakoff, il y a un retard énorme dans le paiement des retraites.

Le délai moyen d'instruction d'un dossier est de sept à huit mois, en particulier faute d'un personnel suffisant. Il n'est pas rare qu'il soit beaucoup plus long. Récemment, des méthodes de traitement par l'informatique ont été mises en place... mais les délais sont pour l'instant encore plus longs. Si bien que les retraités doivent attendre plusieurs trimestres, après la cessation de leur activité salariée, avant de toucher normalement l'intégralité de la retraite à laquelle ils ont droit.

Quant à la personne qui touche son allocation, mais qui formule une réclamation, il lui faut attendre un an avant d'espérer avoir une réponse. Ainsi, au service des révisions de l'IRPSIMMEC, 5.000 lettres sont en attente.

Une priorité a été établie, non pour le courrier le plus ancien ou le plus urgent, mais dans le cas où au moins

quatre lettres sans réponse figurent au dossier.

Il existe une autre priorité, celle réservée aux P-DG auxquels l'IRPSIMMEC et l'IRCOMMEC versent un petit supplément de retraite. Mais la plupart des retraités qui sont, eux, d'anciens ouvriers ou d'anciens employés d'entreprises telles que SACILOR, les Chantiers de l'Atlantique, Michelin, etc., doivent attendre, alors qu'on leur doit assez souvent des rappels de l'ordre du million d'anciens francs. Les coups de téléphone des personnes âgées et leurs lettres de réclamation sont parfois injurieux mais le plus souvent angoissés !

Dans une entreprise de production, ce genre de retard n'existerait pas, car il faut conserver les clients, les acheteurs. Mais les retraités, eux, ne sont pas des clients dont on peut tirer profit, on leur doit de l'argent au contraire. Et plus l'institution attend pour les payer, plus elle y gagne, car elle ne verse pas d'intérêts pour les périodes de retard et, en faisant traîner les choses, elle a même une chance que le retraité décède avant le paiement de ce qui lui est dû.

TELE TELE

SELECTION

Samedi 19 mars

FR3 - 15 h 50 - Film TV : **Les lavandes et le réséda**, de Jean Prat. Pendant la dernière guerre, deux soldats allemands passent leur convalescence dans un petit village du Midi de la France.

FR3 - 20 h 30 - Théâtre : **Zoo ou l'assassin philanthrope** de Vercors. Adaptation théâtrale de son roman **Les animaux dénaturés**.

Dimanche 20 mars

FR3 - 16 h 55 - **Iglolik ou la planète esquimaude**. Les traditions et la vie des Esquimaux du Grand Nord canadien.

TF1 - 17 h - Film TV : **Le glaive du rebelle**. Un épisode de la Révolution russe de 1905 dans le Caucase.

FR3 - 17 h 50 - Espace musical : **Water Music** de Haendel, œuvre écrite en 1717 pour la cour d'Angleterre.

TF1 - 18 h 55 - Les animaux du monde : **Le dossier de la grande chasse en France**.

TF1 - 20 h 30 - Film : **La rivière de nos amours** d'A. de Toth, avec Kirk Douglas, Elsa Martinelli. Un western.

FR3 - 23 h - Film : **Poil de Carotte** de Julien Duvivier, avec Harry Baur et Robert Lynen. Une étude de mœurs d'après le roman de Jules Renard.

Lundi 21 mars

TF1 - 20 h 30 - Film : **Suzanne Simonin, la religieuse** de Jacques Rivette, avec Anna Karina. Réalisé d'après le roman de Diderot, **La religieuse**, peinture et critique de l'éducation et de la religion en France au XVIII^e siècle, le film fut interdit de 1966 à 1967, par Yvon Bourges alors ministre de l'Information, une interdiction imbécile qui fit scandale à l'époque.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Les cow-boys** de M. Rydell, avec John Wayne. Western.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - L'art visionnaire : **Lignes et chemins de la vision**. Une émission sur les peintres du fantastique.

TF1 - 23 h - Les idées de la liberté : **Diderot et le mouvement des idées au XVIII^e siècle**. Faisant suite au film **Suzanne Simonin**, cette émission nous présente Diderot ainsi que les autres écrivains qui, par leur dénonciation du despotisme et de

l'arbitraire, furent les défenseurs des idées de la Révolution Française de 1789.

Mardi 22 mars

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran présentent le film **Devine qui vient dîner** de Stanley Kramer, qui aborde, à propos d'un mariage entre un Noir et une Blanche, le problème du racisme. Le débat qui suivra, **Les mariages mixtes**, devrait permettre, à partir de cet angle particulier, de dénoncer tous les aspects du racisme.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Destination : Zebra, station polaire** de John Sturges. Un film de science-fiction.

TF1 - 21 h 35 - Les peintres naïfs belges et hollandais, aujourd'hui.

Mercredi 23 mars

FR3 - 20 h 30 - Film : **Avanti** de Billy Wilder, avec Jack Lemmon et Juliet Mills. Une comédie.

Jeudi 24 mars

FR3 - 20 h 30 - Film : **Pot-Bouille** de Julien Duvivier, avec Gérard Philipe et Danielle Darrieux. D'après le roman d'Emile Zola.

Vendredi 25 mars

TF1 - 20 h 30 - Concert Beethoven : **Egmont et la Neuvième symphonie**. Retransmission en direct d'un concert donné au Théâtre des Champs-Élysées.

FR3 - 20 h 30 - Vendredi : **L'échiquier espagnol**. Une enquête d'Edouard Bailby, journaliste au Monde, sur l'Espagne d'aujourd'hui.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Apostrophes**. Bernard Pivot reçoit Michel Poniatowski.

TF1 - 22 h - Théâtre : **Le péril bleu, ou méfiez-vous des autobus** de Victor Lanoux. Comédie.

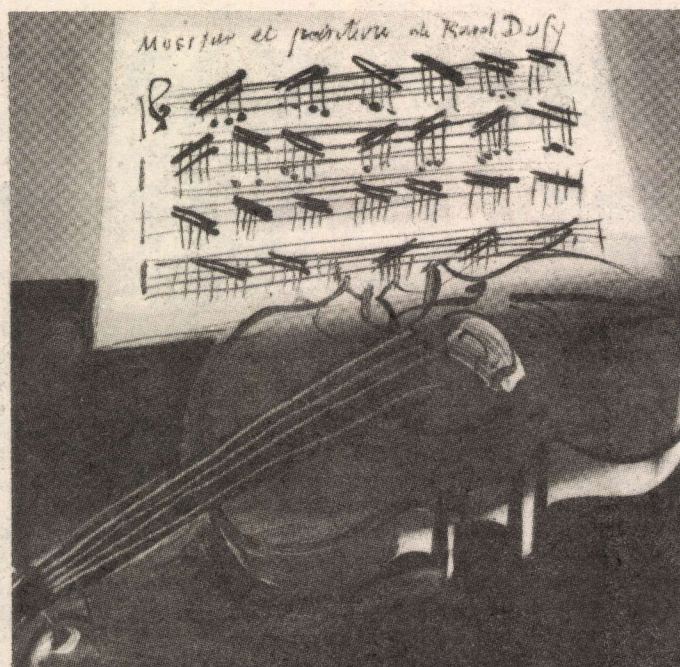
ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : **Samedi soir, dimanche matin** de Karel Reisz, avec Albert Finney. Tiré du roman du même nom d'Alan Sillitoe. Un bon film : le week-end d'un jeune travailleur dans une petite ville ouvrière en Grande-Bretagne. Un film percutant et dénonciateur.

Dimanche 27 mars

TF1 - 20 h 30 - Film : **Ho !** de Robert Enrico, d'après le roman de José Giovanni. Un film policier.

FR3 - 22 h 30 - Film : **Obsessions** de J. Duvivier.

LIVRES



« Histoire de la musique »

de VUILLERMOZ

Une histoire de la musique vient de reparaitre (la première édition date de 1949) dans la collection du Livre de Poche.

Pendant tous les chapitres du début, qui racontent l'histoire de la musique jusqu'à la fin du XVII^e siècle, Vuillermoz essaie de nous faire comprendre l'évolution des formes musicales dans un langage imagé. Il arrive à nous faire saisir comment la musique a pris peu à peu les différentes formes que nous lui connaissons, quel a été l'apport des uns et des autres dans cette évolution, quel a été le rôle et l'influence de « l'outil » : de l'instrument.

Ensuite, on perd le fil de cette évolution et le livre se réduit à une collection de portraits de musiciens et de leurs œuvres, dont la description est forcément sommaire étant donné les dimensions du livre. Ce genre d'énumération, qui est le défaut de la plupart des histoires de la musique, rend fastidieuse la lecture du livre de bout en bout.

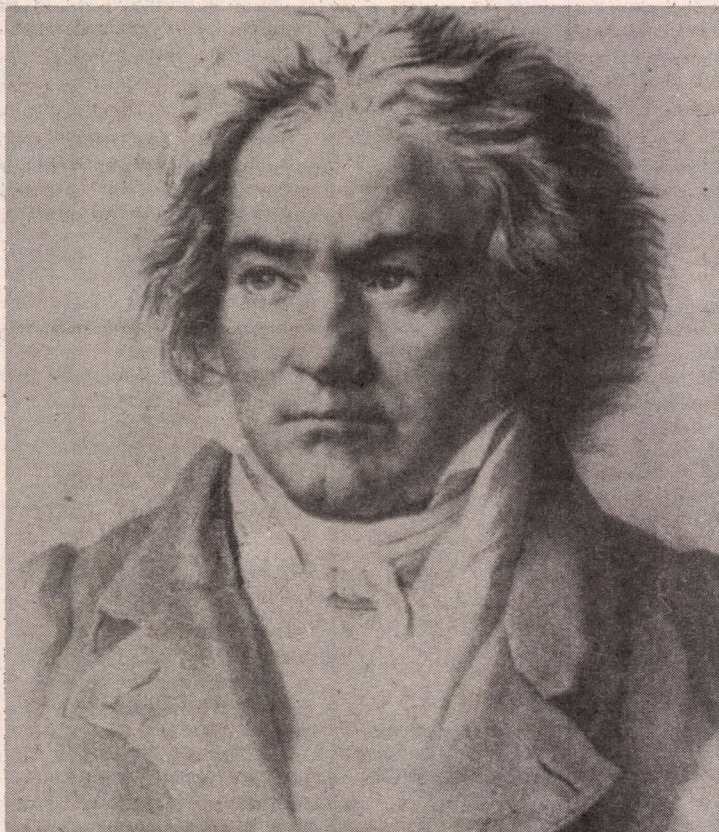
Autre défaut : le livre de Vuillermoz utilise parfois des termes techniques qui sont incompréhensibles au profane. Il est utile d'avoir un dictionnaire à portée de la main pour le suivre jusqu'au bout.

Il faut ajouter que Vuillermoz a des aversions et des préférences — ce qui est bien normal — et que ce n'est qu'avec les musiciens français de l'époque contemporaine (Debussy, Ravel, Fauré, etc.) qu'il est vraiment à l'aise et qu'il essaie de conquérir de lecteur à l'amour de cette musique. Il consacre environ le quart du livre à cette école musicale. Au détriment d'autres qui l'intéressent moins !

Ceci dit, tel qu'il est, ce livre permet à qui veut en savoir un peu plus que ce qu'il y a sur une pochette de disque ou le programme d'un concert de se renseigner commodément et pour un prix très accessible.

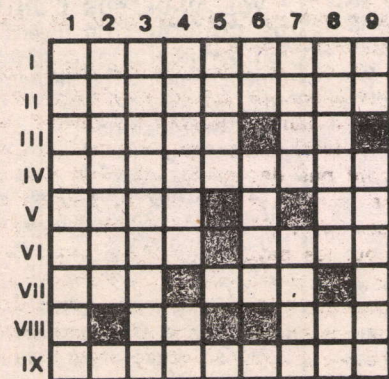
Michel DECAEN

Histoire de la musique de Vuillermoz - Livre de Poche - 12 F.



Vendredi 25 mars, 20 h 30 TF1, 9^e Symphonie de Ludwig van Beethoven.

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. Grandes lettres. — II. Déformera le cylindre. — III. Mise à sec - S'adresse à l'altesse. — IV. Verts et combattifs. — V. Va bien - Pronom. — VI. Apogée - Petite ville d'Europe Centrale. — VII. A fait son entrée dans le monde - Préfixe égalitaire. — VIII. Négatif - D'une seule couleur. — IX. Fermeras les lèvres.

Verticalement. — 1. Ils payent de leur personne. — 2. Attitude anti-inflationniste. — 3. Source des lois. — 4. Epopée pour un siège - Dupé. — 5. A toi. — 6. Pièce romaine - Impayées. — 7. Causa du tort - Façonné par le vent. — 8. Retiré - Interjection. — 9. Sigle commercial - Auxiliaire.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	R	C	E	N	S	E	U	R
II	C	A	R	I	C	A	T	U	R
III	E	C	O	E	U	R	A	E	N
IV	R	A	I	L	V	E	R	T	S
V	B	I	S	G	A	L	E	R	E
VI	E	L	N	U	L	L	E	I	
VII	L	A	E	S	T	E	G		
VIII	S	E	G	U	R	A	N	O	N
IX	O	I	N	I	M	I	T	I	E
X	I	N	T	E	R	E	S	S	E

CASANOVA

de FELLINI

● On le sait, Fellini aime l'art baroque. Cette façon insolite de transformer la réalité pour en rendre plus saisissants certains aspects nous a souvent donné de très belles images et de très beaux films de sa part.

Dans le baroque, Fellini aime ce qui est exceptionnel. Ce qui est démesuré, outrancier.

Et ici, avec Casanova, il s'en donne à cœur joie. C'est une débauche d'images toutes plus démesurées et outrancières les unes que les autres. On peut les trouver très belles et elles sont souvent très belles. Mais la plupart de ces images apparaissent le plus souvent gratuites, sans raison. Bien entendu, il est inutile d'y chercher une peinture de Venise ou de l'Europe du XVIII^e siècle.

On voit bien que Fellini joue avec les images, mais on se demande s'il a quelque chose à nous dire, à nous faire comprendre. Et le plus souvent, on a l'impression qu'il n'a rien à nous dire.

La seule chose que l'on voit bien, c'est la façon dont il nous montre les hommes et les femmes. Et c'est justement ce qui est le plus pénible.

Il nous les montre comme des



pantins, des marionnettes aux gestes saccadés et caricaturaux, des êtres grotesques et ridicules dans leurs rapports entre eux, des figurines plus ou moins hideuses, incapables du moindre sentiment.

Cette peinture fausse et caricaturale des hommes et de leurs rapports est profondément irritante.

De plus, on ne peut s'attacher à aucun des personnages. Il n'y en a aucun de sympathique ou d'antipathique, même Casanova. Tous ne sont que des marionnettes grimaçantes.

On peut aimer cette débauche d'images baroques et étranges. On peut être impressionné par la

maîtrise de Fellini. Mais tout cela n'empêche pas que l'on trouve le temps long, d'autant plus long que le film dure près de trois heures.

Un bon conseil : choisir un cinéma avec des sièges très confortables.

Michel DECAEN

LA BATAILLE DE MIDWAY

de Jack SMIGHT

● Il s'agit d'une épopée militaro- et pro-américaine, comme on en a déjà fabriqué des dizaines, doublée de surcroît d'une histoire sentimentale mièvre et stupide.

Ce qui fait l'intérêt — relatif — du film, c'est la reconstitution détaillée d'une des principales batailles aéro-navales de la guerre du Pacifique entre les USA et le Japon.

Les 5 et 6 juin 1942, une formidable escadre japonaise tentait de conquérir le petit archipel — et base militaire — de Midway, avant poste des îles Hawaï, en plein cœur du Pacifique.

Malgré une forte supériorité matérielle, l'armada japonaise a subi une écrasante défaite à cause... du hasard : les Américains sont parvenus à localiser leurs adversaires

qui, eux, ont eu le plus grand mal à trouver les porte-avions américains dans l'immensité de l'Océan.

On comprend l'importance de ce fait d'armes dans l'imagerie militaire américaine. Grâce à la technique moderne du cinéma (le fameux effet sensurround), le spectateur se retrouve au milieu du combat. On oublie son fauteuil pour devenir quelque temps

de la « chair à canon ». On fait partie de ces pilotes « descendus », de ces matelots soufflés par les explosions et brûlés par les incendies.

Involontairement, sans doute, ce film militariste donne à réfléchir. Et il suscitera, espérons-le, davantage de dégoût pour la guerre que de vocations militaires.

André VICTOR

Trans America Express

de Arthur HILLER



● Ce sont les aventures rocambolesques d'un éditeur qui se retrouve pour un voyage de repos dans le Trans America Express, qui va de Los Angeles à Chicago. En fait de voyage de repos, il va se trouver mêlé à une affaire de meurtres en série, être éjecté à plusieurs reprises du train, y remonter pour sauver celle dont il s'est épris au cours de ce voyage agité, pour finir avec ce train qui roule, sans chauffeur, à toute vitesse vers la gare de Chicago.

Le film n'est pas déplaisant et on n'a pas le temps de s'y ennuyer, même si les gags sont parfois un peu télévisés et l'action un peu trop invraisemblable.

Paul SOREL

sélection

FILMS RECENTS :

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF » : Un réquisitoire contre la justice.

Danton (6") - Paramount Opéra et Normandie (8") - Saint-Ambroise (11") - Bienvenue-Montparnasse (15") - Paramount Maillot (17").

LE PRETE-NOM : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains, vus à travers l'histoire rocambolesque d'un préte-nom pour écrivain.

Saint-Germain Village (5") - UGC Marbeuf (8") - Les 3 Murat (16").

DERSOU OUZALA : Dans la taïga les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2") - Jean Cocteau et Studio Alpha (5") - Arlequin (6") - Paramount Elysées (8") - Convention St-Charles (15").

1900 : La montée et la fin du fascisme en Italie. Film en deux époques.

Templiers (3").

BARRY LYNDON : Les aventures d'un arriviste dans l'Europe aristocratique du XVIII^e siècle.

Impérial Pathé (2") - Les Templiers (3") - Bilboquet (6") - Gaumont Colisée (8") - Le Diderot (12") - PLM Saint-Jacques (14").

GIACOMO MATTEOTTI : L'assassinat d'un député socialiste par les nerfs de Mussolini. Le fascisme face au crétinisme parlementaire.

14 Juillet-Bastille (11").

PAIN ET CHOCOLAT : Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Luxembourg, Danton et Bretagne (6") - Biarritz (8") - Caméo (9") - Liberté (12") - Gobelins (13") - Mistral (14") - 3 Secrétan (19").

FILMS ANCIENS :

JOUR DE FETE : Les aventures comiques d'un facteur de village un jour de fête.

Capri et Marivaux (2") - Paramount Odéon (6") - Le Grand Paris (8") - Paramount Galaxie (13") - Paramount Montparnasse (14") - Orléans (14") - Convention et Saint-Charles (15") - Paramount Maillot (17") - Les Tourelles (20").

LE BAL DES VAMPIRES : Un professeur farfouille chez les vampires. Un film d'horreur plein d'humour.

Luxembourg (6").

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU : Un joyeux luron perturbe un asile psychiatrique et met à nu les absurdités du système.

Châtelet-Victoria (1^{er}) - Escurial (13").

LITTLE BIG MAN : Les aventures d'un Américain civilisé par les Indiens...

Noctambules (5").

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX : Un marathon de la danse durant la grande crise aux USA.

Saint-André-des-Arts (6").

L'épreuve

(Le « Bagne » de la Légion en Corse)

d'Henry ALLAINMAT

Ce livre est bâti autour du témoignage de Michel Trouvain, ex-légionnaire, sur la « section d'épreuve » de la Légion Etrangère en Corse. Mais il est aussi le produit d'une enquête de deux ans pour vérifier ce témoignage en le confrontant aux souvenirs d'autres légionnaires passés par cette version moderne de Biribi et de Tataouine. Les faits remontent à 1973-1974.

Engagé dans la Légion pour échapper à la prison, Michel est d'abord en garnison à Djibouti dont il décrit la population misérable et droguée, ainsi que le barrage gardé par les mitrailleuses de l'armée française. A la suite de plusieurs tentatives de désertion, il est condamné à six mois de « section d'épreuve », qui doivent le rééduquer et en faire de nouveau un homme, c'est-à-dire un militaire docile.

La rééducation consiste en une déshumanisation complète et méthodique, destinée à briser physiquement et moralement le condamné, à l'isoler et à l'humilier aussi. C'est du désespoir total que doit naître cette discipline de cadavre qui fait la force principale des armées. Rien n'est utile de ce que l'on fait faire aux disciplinaires : frapper à la

masse sur un énorme rocher, déplacer une colline de terre et de pierres autour du camp, creuser et reboucher à l'infini, courir et faire des tractions jusqu'à l'épuisement, hurler leur soumission et leur ignominie devant leurs surveillants sadiques. Car la hiérarchie n'a pas de mal à trouver pour faire fonctionner cet univers concentrationnaire, des lâches et des tortionnaires, jusque parmi les condamnés, d'ailleurs.

Michel tente de résister et de garder sa dignité. Plusieurs fois il s'évade. Il veut que les geôliers « sachent bien qu'ils avaient encore un homme devant eux... Que la liberté l'avait pourri jusqu'à lui redonner le courage de la révolte ». Il finit par être réformé et retrouve la liberté. Mais l'enfer qu'il vient de vivre le poursuit et l'empêche de mener une vie normale.

Ce témoignage sur un bagne militaire montre que les horreurs décrites par Abert Londres dans ses reportages et évoquées dans des films comme *La colline des hommes perdus* sont toujours d'actualité.

Vincent GELAS

L'épreuve (le « bagne » de la Légion) de Henry Allainmat - Ed. Ballant - 222 p. - 44 F.



Le disciplinaire

(DANS UN CAMP DE REEDUCATION DE LA LEGION ETRANGERE EN CORSE)

Ce petit livre est le témoignage direct à la première personne, d'un prisonnier sorti de la « section d'épreuve » de la Légion en Corse. Moins complet, plus frustré que L'é-

preuve, *Le disciplinaire* en est une bonne illustration, une sorte de récit brut que l'autre livre aide à déchiffrer.

V.G.

Le disciplinaire (dans un camp de rééducation de la Légion Etrangère en Corse) - Ed. Orban - Coll. Actualité - 111 p. - 18 F.

Les aventures singulières du soldat Ivan Tchonkine

de Vladimir VOINOVITCH

Ivan Tchonkine est un jeune paysan soviétique, un peu simplet, qui accomplit ses obligations militaires en 1941 dans la Russie de Staline. Il va devenir le héros de cette histoire, parce que ses supérieurs lui ont confié — règlement oblige — la garde d'un petit avion tombé en panne en rase campagne, au milieu d'un kolkhose, près du village de Krasnoïe... et vont l'oublier là.

Tchonkine, discipliné, monte la garde des jours et des jours. Mais au bout de quelque temps il va partager la vie des villageois, et surtout celle d'une jeune villageoise... y compris après la rupture du pacte germano-soviétique et l'entrée en guerre de l'URSS. Jusqu'au jour où, par suite d'un quiproquo, Tchonkine va être soupçonné de mutinerie et de menées anti-patriotiques : recherché par l'armée, suivi de près par la police politique, il va, dans un combat épique, défendre vaillamment son poste de garde.

Le contexte, la période historique, le jeune héros soviétique : la trame est là des romans patriotiques qui foisonnèrent en Union Soviétique pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Mais le lecteur ne s'y trompera pas : ce roman, paru en russe à Paris en 1975, est une satire violente, non seulement des romans patriotiques, mais aussi de l'Etat des bureaucraties, de ses instruments (l'armée, la police politique) ainsi que des mythes du héros et de la « grande guerre patriotique ». A travers sa caricature, c'est tout le système que l'auteur remet en cause, de bouffonnerie en bouffonnerie : le responsable du parti qui organise des meetings « spontanés » ; le président du kolkhose ivrogne et



Vladimir Voinovitch.

incompétent ; le Lyssenko de village qui tente opiniâtement, aidé de la pensée du camarade Staline, de donner le jour à un nouveau croisement de légume ; le responsable du KGB, bête et veule, qui se croit « irremplaçable » mais dont nul ne se rend compte de la disparition...

Les portraits sont féroces : quoi d'étonnant ? Mais entre le lecteur et Tchonkine l'anti-héros, berné et sincère, passe un courant de sympathie. Il ne faut pas chercher dans ce roman une analyse, un « programme » quelconque ; on y trouve une dénonciation par le rire, d'une société où régnent l'absurde et l'arbitraire et, avant tout, l'absence de liberté. La meilleure preuve en étant que l'auteur réside en URSS, mais n'a pas le droit d'y publier ses œuvres.

Viviane LAFONT

Les aventures singulières du soldat Ivan Tchonkine de Vladimir Voinovitch - Ed du Seuil - 39 F.

Joyeux, fais ton fourbi

de Julien BLANC

Joyeux, fais ton fourbi, c'est un violent réquisitoire contre les bataillons d'Afrique, véritables univers concentrationnaires de l'armée coloniale française, dans lesquels Julien Blanc, condamné pour vol, a passé sept années de sa vie, après l'orphelinat, les maisons de redressement et la prison, et dont il n'a réussi à sortir qu'en 1934.

Dans cet enfer gardé par des galonnés, sadiques, l'espoir de se faire rapatrier pousse des hommes à se « maquiller », en

s'injectant dentifrice ou excréments dans la jambe ou en ingurgitant des glaires subtilisées à un tuberculeux. La plupart se livrent à l'homosexualité et à l'alcoolisme, auxquels il est difficile d'échapper dans cet univers malsain, à moins d'une forte volonté.

Julien Blanc, lui, voulut en sortir « parce qu'il se sent de trop au Maroc, en militaire », et la place d'infirmier qu'il réussit à obtenir lui permit d'échapper un peu aux brimades de la chiour-

me et de ne pas se laisser sombrer.

Ce qui est remarquable dans ce livre, par ailleurs si dur, c'est la chaleur et la sensibilité avec lesquelles Julien Blanc parle de ses compagnons. En outre, les préjugés racistes lui répugnent et il ne se commet pas avec l'enca-drement.

Un témoignage à la fois révoltant et poignant, qu'il faut lire.

Odette DYLAN

Joyeux, fais ton fourbi, de Julien Blanc - Ed. J.-C. Lattès.

L'instinct de mort

de Jacques MESRINE



Jacques Mesrine

Mesrine, auteur d'un nombre respectable d'assassinats, qui aime à se qualifier « d'ennemi public n° 1 en France et au Canada » est incarcéré à la prison de la Santé depuis 1973. Et comme dans le monde de l'édition on peut, après tout, faire de l'argent avec n'importe quoi, y compris le délire sadique d'un criminel, il s'est trouvé un éditeur parmi d'autres, J.C. Lattès en l'occurrence, pour publier les prétendues « Mémoires » de Mesrine. Il en attend sans doute un fort succès en librairie que n'entamera pas, loin de là, l'information qui a été ouverte immédiatement par les autorités judiciaires pour « sortie irrégulière d'écrits d'un détenu ».

Malgré les circonstances, l'intérêt que peut présenter ce livre est nul, à moins que l'on puisse prendre plaisir à voir un homme

se vautrer dans le goût de la violence et les riches plaisirs fournis par la pègre parisienne. Peu nous importe de savoir que le grave problème métaphysique que pose à ce malade le destin qui allait faire de lui « un tueur, un de ces fauves criminels qui suppriment de sang-froid un être fait de chair et de sang », comme il se plaît à le dire à longueur de pages.

Ses phrases pompeuses et toutes faites, telles que « J'appris à ne plus respecter la vie en contemplant de trop près la mort », ne risquent guère de nous émouvoir. Son opinion des hommes, des femmes, son racisme mal déguisé, son amour des armes à feu, son respect du soi-disant code d'honneur des truands, tout ne peut que nous écœurer dans ce livre.

Viviane LAFONT

LIBAN

La Syrie et la droite parachèvent leur victoire par l'assassinat de Kamal Joumblatt

● Kamal Joumblatt, le leader de la gauche libanaise, est mort assassiné le mercredi 16 avril à une cinquantaine de kilomètres de Beyrouth. La tension s'est accrue au Liban et, en riposte, on comptait déjà seize exécutions de chrétiens avant même l'enterrement de Joumblatt.

Par l'assassinat de Joumblatt, l'extrême-droite libanaise parachève ainsi sa victoire, acquise grâce à l'intervention de l'armée syrienne au printemps dernier.

Car si Joumblatt était un grand féodal, le chef du clan Joumblatti et, au-delà, celui de la communauté druze, s'il avait participé à maints gouvernements et même été ministre de l'Intérieur, il apparaissait avant tout com-

me le leader du camp « palestino-progressiste » qui, en 1975, avait pris les armes contre la droite libanaise dans ce qu'on voulut appeler une guerre de religion et qui était en réalité une guerre des pauvres contre les riches, les chrétiens.

Pourtant, le but politique de Joumblatt était simplement la modernisation de l'Etat libanais par la fin du confessionnalisme religieux qui marquait toute l'organisation de l'Etat, par la mise en place d'une véritable démocratie bourgeoise, et rien d'autre. Et si en 1975 il avait pris la tête de la révolte, c'était pour la canaliser — pas pour lui offrir des perspectives. Au contraire. Il n'a rien fait pour empêcher les masses de s'enfermer dans

le piège du confessionnalisme et du nationalisme. Il n'a rien fait pour les mettre en garde contre l'intervention syrienne, au rôle progressiste de laquelle il croyait ou faisait croire. Il a tout fait pour canaliser la lutte des opprimés dans des limites bien précises. Et, par là, il a contribué à les conduire dans l'impasse sanglante que l'on connaît — et il est allé à sa propre perte.

Car si c'est la politique de Joumblatt qui avait permis la victoire de la droite, il n'en représentait pas moins encore un danger pour elle. Sa personnalité, sa popularité, les espoirs que continuaient à porter en lui les masses dans la défaite, faisaient qu'il représentait un pôle autour du-

quel pouvaient se cristalliser toutes les oppositions.

Alors, la mort de Joumblatt ne prive pas les opprimés du Liban d'un chef capable de les conduire à une victoire qui réglerait leurs problèmes. Mais elle va probablement accélérer la désagrégation de l'unité des différentes composantes du front « palestino-progressiste ».

Et si l'on ignore qui a pu commander un tel geste, dirigeants de la droite chrétienne ou responsables syriens, cela n'a pas d'importance. C'est pour tuer tout espoir qu'après avoir décimé la population palestinienne, ils ont fait assassiner le leader de l'opposition.

Sylvie FRIEDMANN

ITALIE

Les manifestations de masse à Bologne contre la contestation étudiante : une trahison contre la classe ouvrière

● C'est deux cent mille personnes qui ont répondu mercredi 16 mars à Bologne, à l'appel de la Démocratie Chrétienne (le parti gouvernemental) et du Parti Communiste, pour le retour « à l'ordre » et contre la « violence » étudiante. Le Parti Communiste Italien a donc poussé son sens des responsabilités à l'égard de la bourgeoisie italienne jusqu'à mobiliser ses troupes dans une manifestation ouvertement pro-gouvernementale. Pour ce faire, on fit appel à la pire démagogie : le président communiste de la région de Bologne n'a-t-il pas lancé dans une discussion avec des journalistes : « nous devons avoir le courage de dire qu'il y a trop d'étudiants en Italie » ? (cité par *Le Monde* du 18-3-77).

Contre quel « danger » a-t-on mobilisé les travailleurs de Bologne, la capitale d'Emilie-Romagne, gérée depuis 30 ans par le Parti Communiste ? La « violence étudiante » ? Les « provocations » ? Ce même mercredi 16 mars, la police italienne occupait pourtant depuis plusieurs jours les universités. Le samedi précédent,

c'est un étudiant d'extrême-gauche qui avait été tué par balle par la police. A Bologne même, c'est avec des voitures blindées que la police a investi l'université. A Rome aussi l'université est aujourd'hui fermée. L'heure est à la répression contre le mouvement étudiant. Tout avait été fait pour créer un climat de peur et d'insécurité pour justifier l'action policière et isoler les étudiants en lutte du reste de la population, et en particulier de la classe ouvrière. Et maintenant, le PCI choisit non seulement de hurler avec les loups, mais de dresser littéralement les dizaines de milliers de travailleurs qui lui font confiance contre les étudiants contestataires, pour leur faire jouer le rôle honteux de gardiens d'un ordre qui entretient l'inflation, le chômage et fait payer la crise à la population comme aux étudiants en particulier. Car la révolte des étudiants s'appuie en grande partie sur la détresse de ceux-ci devant un avenir bouché, devant l'absence totale d'emploi à la fin des études. En prenant le parti de manifester et de lutter, les étudiants contredisent la politique de résignation

du PCI. Et ils auraient dû trouver auprès de la classe ouvrière leur premier appui, leurs véritables perspectives.

En tentant aujourd'hui de mobiliser la classe ouvrière contre ceux qui n'acceptent pas le régime, le PCI s'apprête à livrer demain la classe ouvrière pieds et poings liés à ses pires ennemis.

Et sa politique constitue une véritable trahison de la classe ouvrière.

Quels sont les véritables sentiments de la classe ouvrière italienne à l'égard de la contestation étudiante, cela est bien difficile à dire, et la seule manifestation de Bologne n'est pas forcément significative. Mais ce qui s'est passé à Bologne augure certes mal de l'avenir de la classe ouvrière italienne.

Car s'il y a un pays où le Parti Communiste devrait savoir ce qu'il en coûte, pour lui bien sûr, mais surtout pour les travailleurs, de ne pas avoir su offrir des perspectives à la petite-bourgeoisie victime de la crise du chômage et de l'inflation, où ils ont payé cher la politique de capitulation

de leurs organisations et l'absence de perspectives, c'est bien l'Italie : la classe ouvrière italienne a payé de vingt ans de dictature son incapacité à en finir avec le vieil ordre social... Et aujourd'hui, il reste à savoir si la classe ouvrière est prête à se faire berner par le Parti Communiste comme elle se fit berner par les partis réformistes dans les années 20.

Toujours est-il que si une partie de la jeunesse étudiante se bat ainsi, avec le sentiment de ne pas avoir d'issue, c'est bien le PCI qui en porte la principale responsabilité, lui qui, en fait de changement social, propose non seulement l'acceptation pure et simple de la crise, mais pire, qui revendique de la gérer. Une telle attitude peut conduire la révolte étudiante non seulement à se tourner contre le PCI, mais contre la classe ouvrière et ses organisations. Le désespoir étudiant, laissé sans perspective, peut alimenter en troupes la démagogie anti-ouvrière de démagogues fascistes. Et dans cette mesure, c'est la politique du PCI qui constitue une provocation.

SUISSE

Echec du référendum contre l'immigration

● Dimanche 13 mars, pour la troisième fois depuis 1970, les électeurs suisses étaient appelés à se prononcer, par voie de référendum, sur une restriction de l'immigration.

La loi suisse permet à tout groupe d'électeurs d'au moins 30 000 personnes de demander un vote populaire. Et c'est en vertu de cette loi que deux mouvements nationalistes — le Mouvement Républicain et l'Action Nationale — proposaient deux initiatives en faveur de la restriction de l'immigration, tandis qu'un contre-projet émanant du gouvernement proposait le maintien actuel de l'immigration.

La Suisse est un pays qui compte un fort taux de population étrangère : sur les 6 millions et demi d'habitants, près d'un million sont des étrangers. Et ceci sert de base à toute une campagne xénophobe menée par les partis de droite, le référendum étant un des moyens de propagande employés par ces derniers. L'initiative du Mouvement Républicain proposait de ramener le pourcentage d'immigrés à 12,5 % en dix ans, celle de l'Action Nationale de limiter le nombre de naturalisations à 4 000 par an.

Les deux projets ont été rejetés par les électeurs suisses (1 185 812 contre et 492 448 pour). Comme les précédents référendums sur ce thème, ils avaient en fait peu de chan-

ces de passer. D'autant moins que le gouvernement avait mené campagne contre les « xénophobes », parlant des répercussions économiques que le départ des étrangers occasionnerait, la grande majorité des immigrés en Suisse étant des travailleurs, qu'ils soient domiciliés en Suisse même ou frontaliers. Un autre argument employé par le gouvernement était que le nombre d'étrangers avait déjà diminué en Suisse depuis un an, sous l'effet de la crise économique, de plus de 100 000, et que les étrangers ne formaient plus « que 15,3 % » de la population !

Autrement dit, le gouvernement suisse avoue qu'il n'a pas attendu les initiatives des nationalistes pour ré-

duire la population étrangère, et qu'il n'a nul besoin de référendum pour cela. Pour l'instant, il a pris position contre les nationalistes car, les effets de la crise ne se faisant pas encore trop sentir en Suisse, la main-d'œuvre étrangère reste nécessaire. Mais que la crise économique s'aggrave, et il aura encore bien plus qu'actuellement recours aux mêmes moyens qu'emploient tous les Etats capitalistes : exporter le chômage, en renvoyant hors des frontières les travailleurs étrangers. Et il se retrouvera alors dans le même camp que tous les xénophobes qui se disent actuellement « pour la protection de la Suisse ».

Marianne LAMIRAL